

Forum public 2022

"Vers une reprise durable et inclusive: de l'ambition à l'action"

(Au 22 septembre)

27 septembre 2022

10 heures-10h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
1	CR	Ouverture	Face à face avec Richard Quest et DG Ngozi Okonjo-Iweala	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Un échange franc sur l'économie et le commerce à l'échelle mondiale.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Dr. Ngozi Okonjo-Iweala, Director-General, World Trade Organization (WTO)• Richard Quest, Anchor and Correspondent, CNN Business editor-at-large

27 septembre 2022

11 heures-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
2	CR	Séance plénière	Vers une reprise durable et inclusive: de l'ambition à l'action	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Alors que le monde est confronté à des crises multiples, il devient de plus en plus urgent de transformer l'ambition en action. Des dirigeants d'organisations internationales, du secteur privé et des milieux universitaires lanceront une discussion sur la manière dont le potentiel de transformation du commerce international peut contribuer à résoudre les difficultés auxquelles l'humanité est confrontée, et ce qu'il faut faire pour favoriser une reprise durable et inclusive après la pandémie. Les experts examineront comment l'OMC peut jouer un rôle de catalyseur pour la transition mondiale vers une économie verte et faciliter la transformation technologique en veillant à ce que chaque pays, chaque entreprise et chaque personne puissent bénéficier des avantages de la transformation numérique. Tirant les leçons de la polycrise – pandémie de COVID-19, crise climatique, aggravation des tensions géopolitiques et menaces pour la sécurité alimentaire mondiale –, les intervenants examineront aussi les moyens d'améliorer la préparation aux pandémies et autres chocs futurs.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Bogolo Kenewendo, UN Climate Champions' Special Advisor, Former Minister of Investment, Trade, and Industry in Botswana• Professor Mariana Mazzucato, Founding Director, UCL Institute for Innovation and Public Purpose• Cameron Saul, Co-Founder, BottleTop• Dr Soumya Swaminathan, Chief Scientist, World Health Organization (WHO) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Richard Quest, Anchor and Correspondent, CNN Business editor-at-large

27 septembre 2022

12h45-14 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
3	CR	En conversation	Conversations	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Rejoignez la Directrice générale de l'OMC pour une conversation avec une personnalité du monde du sport.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Gianni Infantino, President, FIFA• Dr. Ngozi Okonjo-Iweala, Director-General, World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Julianna Tatelbaum, Reporter and Anchor, CNBC

27 septembre 2022

12h45-14 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
4 	Salle des pas perdu	Rencontre avec l'auteur	Trade Links: New Rules for a New World (Liens commerciaux: Des règles nouvelles pour un monde nouveau)	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Cet ouvrage décrit en détail la fascinante multitude de liens qui connectent toujours plus la population mondiale et explique brillamment pourquoi le développement durable est une question cruciale pour le XXIe siècle. Jim Bacchus décrit comment les règles commerciales multilatérales peuvent et doivent être modernisées et mises en œuvre pour éviter une catastrophe et garantir les avantages qu'elles peuvent apporter à l'ensemble de l'humanité, illustrant en particulier les raisons pour lesquelles, aujourd'hui et dans l'avenir, l'intérêt individuel constitue un intérêt commun. Il étudie des solutions pour lutter contre les pandémies futures et le changement climatique et favoriser le développement durable, tout en continuant de promouvoir le libre échange.</p> <p>Auteurs:</p> <ul style="list-style-type: none">James Bacchus, Director, Center for Global Economic and Environmental Opportunity, University of Central Florida <p>Discutants:</p> <ul style="list-style-type: none">Juneyoung Lee, Legal Affairs Officer, Trade and Environment Division, World Trade Organization (WTO)Daniel Pruzin, WTO Spokesperson, World Trade Organization (WTO)

27 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
5	W	Séance de travail	Tirer parti des outils numériques pour connecter les MPME aux marchés mondiaux	Mission permanente du Mexique auprès de l'OMC Centre du commerce international (ITC) Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME	<p>Les MPME sont l'épine dorsale de l'économie mondiale et leur participation est essentielle pour que l'économie mondiale soit inclusive et résiliente. Pourtant, leurs maigres ressources limitent souvent leur capacité de participer au marché mondial et de rechercher les renseignements et les outils indispensables pour tirer parti des nouvelles possibilités. Avec l'émergence de plates formes numériques et de divers outils en ligne liés au commerce, les entreprises sont mieux à même de faire face aux difficultés et aux possibilités que le commerce international peut engendrer. Cette séance examinera les principales plates formes et ressources numériques spécifiquement conçues pour aider les MPME à prendre des décisions commerciales éclairées, à accéder au financement, à trouver les bons partenaires commerciaux et à mener à bien leurs transactions à l'exportation. Elle examinera des outils et des initiatives concrets qui ont pour but de connecter les MPME aux marchés régionaux et mondiaux.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Jose Luis Cancela, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Uruguay to the World Trade Organization (WTO) and other International Economic Organizations• Pamela Coke-Hamilton, Executive Director, International Trade Centre (ITC)• Eunice Huang, Head of APAC Trade Policy, Google• Joy Zenz, Founder, Africa Women in Trade <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Angel Villalobos, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Mexico to the World Trade Organization (WTO)

27 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
6	S1	Séance de travail	Programme pour un commerce inclusif: Permettre aux femmes de faire du commerce après la pandémie de COVID 19	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) TradeMark East Africa (TMEA) Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA ONU)	<p>La pandémie de COVID 19 a stoppé ou inversé des décennies de progrès en faveur de l'égalité des genres, un objectif qui est au cœur du développement durable. Des données relatives à l'incidence de la COVID 19 montrent que la pandémie a aggravé les inégalités et les vulnérabilités préexistantes, en particulier pour les micro entrepreneurs et les femmes, les petits commerçants qui effectuent un important volume d'échanges transfrontières dans les pays africains. Les crises induites par la guerre ont aussi une incidence négative sur les segments vulnérables de la population. Dans le même temps, les crises renferment des occasions de transformer le paradigme commercial au moyen d'actions qui favorisent une participation égale et significative des femmes au commerce et à l'entrepreneuriat. Cette séance, organisée par la CNUCED, TradeMark East Africa et la CEA ONU, examinera la résilience des négociants et les stratégies innovantes qu'ils ont conçues pour survivre en temps de crise. Elle recommandera également des politiques et des interventions nécessaires pour réduire au minimum le choc économique induit par la pandémie et la guerre, accroître le rôle du commerce transfrontières pour la sécurité alimentaire et construire des économies plus équitables et inclusives.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Mona Shrestha Adhikari, Chief Executive Officer, Enterprise for Management, Economic Reform and Gender Equality (EMERGE)• Melaku Desta, Principal Regional Advisor, African Trade Policy Centre (ATPC), United Nations Economic Commission for Africa (UNECA)• Anthe Vrijlandt, Director for Corporate Affairs, TradeMark East Africa (TMEA)• Simonetta Zarrilli, Chief, Trade, Gender and Development Programme, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Jan Yves Remy, Director, Shridath Ramphal Centre for International Trade Law, Policy and Services (SRC), University of the West Indies, Cave Hill Campus, Barbados
--	--	--	--	--	--

27 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
7	S2	Séance de travail	Un commerce ouvert, durable et résilient est essentiel pour assurer la sécurité alimentaire et garantir les moyens d'existence	CropLife International (CLI) Organisation mondiale des agriculteurs (WFO)	<p>Pour nourrir et soigner une population mondiale croissante souffrant de faim chronique, de malnutrition, d'inégalités structurelles, de conflits persistants et de crises économiques et sanitaires, tout en luttant contre le changement climatique et d'autres problèmes environnementaux, il faut des systèmes alimentaires diversifiés, résilients, inclusifs et durables. Les technologies agricoles et les solutions numériques concernant les chaînes de valeur – ainsi qu'un commerce ouvert et équitable – sont des éléments indispensables qui peuvent modifier la façon dont les aliments sont produits, échangés et consommés, en augmentant l'efficacité, en réduisant les coûts de transaction et en créant des possibilités égales pour tous. Cette séance servira d'appel à une action immédiate pour équilibrer la demande de produits alimentaires nutritifs dans les limites des capacités de la planète et démontrera comment l'utilisation des technologies modernes dans l'agriculture et une numérisation plus large de la chaîne de valeur peuvent accélérer la transition vers des systèmes alimentaires plus durables.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Giulia Di Tommaso, President and CEO, CropLife International (CLI)• Michael Keller, Secretary General, International Seed Federation (ISF)• Steffen Noleppa, General Manager, HFFA Research• Arnold Puech D'Alissac, President, World Farmers' Organization (WFO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Doaa Abdel-Motaal, Counsellor, Agriculture and Commodities Division, World Trade Organization (WTO)

27 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
8	S3	Séance de travail	Faut-il faire des compromis vis à vis de la nature?	Chambre de commerce internationale Royaume Uni (CCI Royaume Uni)	<p>Le commerce international est inextricablement lié à la perte de biodiversité, que ce soit directement ou indirectement. Pour mener à bien un programme sur le commerce en vue d'un futur durable, il est urgent de prendre en compte l'importance de la préservation de la biodiversité dans le cadre du programme sur le commerce/l'environnement et d'utiliser des solutions novatrices pour préserver la biodiversité alors que nous reconstruisons en mieux. Bien qu'il contribue à la perte de biodiversité, le commerce international n'a jamais eu un aussi grand rôle à jouer dans la lutte contre cette perte le long de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Avec l'espoir que la COP15 débouchera sur un accord mondial sur le cadre de la biodiversité, il faudra que les pays s'attaquent aux facteurs économiques sous jacents de la perte de biodiversité tout au long de la chaîne d'approvisionnement mondiale en s'appuyant sur le commerce international. Cette séance vise à réunir des représentants du monde des entreprises, des négociateurs, des responsables de la réglementation et des experts pour discuter du rôle du commerce dans la conservation de la biodiversité. Elle mettra l'accent sur des solutions pratiques pour surmonter les obstacles au commerce de façon durable, conformément au cadre de la biodiversité pour l'après 2020.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Owen Bethell, Senior Manager Environmental Impact, Global Public Affairs, Nestlé• Kat Bruce, Founder & Director, NatureMetrics• Marianne Kettunen, Senior Policy Advisor & Head of Partnerships, Forum on Trade, Environment & the SDGs (TESS) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Simon Manley, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the United Kingdom to the United Nations Office and other International Organizations

27 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
9	D	Séance de travail	Avec un peu d'aide de mes amis de l'OMC: Traiter des mesures commerciales non conventionnelles dans une réalité postpandémique	Fédération des industries de l'État de São Paulo (FIESP)	<p>Au cours des 30 dernières années, le système commercial multilatéral a favorisé une croissance économique, une stabilité et une paix sans précédent. Toutefois, à l'heure actuelle, l'OMC est confrontée à de nouveaux défis, avec des préoccupations croissantes liées à la sécurité nationale, au changement climatique, à la transition énergétique, à la sécurité alimentaire, à la santé et à la résilience des chaînes d'approvisionnement. Dans une réalité postpandémique, la politique commerciale devrait être de plus en plus influencée par des préoccupations de politique générale différentes. Cette séance de travail examinera comment le cadre multilatéral fera face à cette nouvelle réalité, trouvant un équilibre entre, d'une part, la nécessité d'une croissance plus durable et inclusive et, d'autre part, les tensions engendrées par les nouvelles forces qui déterminent les mesures commerciales ainsi que par la prolifération des politiques non conventionnelles au niveau mondial.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Xiankun Lu, Managing Director, LEDECO Geneva• Petros Mavroidis, Edwin B. Parker Professor of Law, Columbia Law School• Annalisa Primi, Head of the Economic Transformation and Development Division, Organization for Economic Cooperation and Development (OECD)• Emily Rees, Senior Fellow, European Centre for International Political Economy (ECIPE) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Tatiana Prazeres, Head Director of Trade and Foreign Affairs, Federation of Industries of the State of Sao Paulo (FIESP)

27 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
10 	E	Atelier	Soutenir les exportateurs sous représentés dans la reprise mondiale: De la théorie à la pratique	Affaires mondiales Canada (AMC)	<p>La pandémie de COVID 19 a touché chaque coin du monde, chaque pays et chaque branche de production. Les entreprises appartenant à des femmes, les peuples autochtones et d'autres groupes sous représentés ont généralement été durement touchés, car ils sont souvent présents dans les secteurs de services, situés dans des communautés éloignées, obligés de s'occuper de leurs familles ou confrontés à d'autres difficultés. Il est crucial que les décideurs veillent à ce que ces entrepreneurs puissent prospérer dans le cadre de la reprise mondiale. Cette séance sera l'occasion d'échanger sur les meilleures pratiques s'agissant d'aider les femmes, les peuples autochtones et d'autres entrepreneurs à réussir à l'échelle internationale. Les intervenants feront le bilan des progrès accomplis en ce qui concerne l'inclusion des entrepreneurs sous représentés dans le commerce international et échangeront sur des initiatives qui les soutiennent dans le cadre de la reprise mondiale. Il sera question du rôle de la technologie, y compris de l'importance du commerce électronique et des innovations pour aider les exportateurs à accéder aux marchés mondiaux.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Marcia Banda, Head of the Inclusive Trade Department, Undersecretary of International Economic Affairs of Chile• Clare Kelly, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of New Zealand to the World Trade Organization (WTO)• Jacqueline Palladini, Deputy Director, Global Affairs Canada (GAC)• Dora Rodríguez Romero, Deputy Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Mexico to the World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Marie-France Paquet, Chief Economist, Global Affairs Canada

27 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
11	F	Séance de travail	Les scénarios "Mont Blanc": Voyage dans l'avenir du commerce	Friedrich Ebert-Stiftung (FES)	<p>Nous vous invitons à embarquer pour un nouveau voyage, qui devrait être bref et agréable, afin d'imaginer l'avenir du commerce. L'avenir du système commercial international sera au cœur de ce voyage. Toutes conjectures, toutes prévisions quant à l'avenir sont difficiles, divergentes et diverses. Bâtir un avenir résilient et robuste face aux chocs externes et internes et qui réponde aux besoins de tous les pays est un défi considérable. L'objectif de ce voyage est de présenter et d'examiner des scénarios sur l'avenir de l'architecture du commerce international, élaborés au cours du premier semestre de 2022 par un groupe d'experts tout à fait lucides quant aux défis à venir. Il n'est pas facile de trouver des scénarios satisfaisants. Mais nous devons en trouver. Prenez garde toutefois: cette séance ne sera pas une table ronde classique. Curieux? Rejoignez nous!</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Wallace S. Cheng, Senior Economist, Rural Transformation, Digital Economy, and Food Security, World Food Programme (WFP)• Caroline Dommen, International trade, human rights, development, and environmental law and policy, Independent expert• David Luke, Professor in Practice and Strategic Director, Firoz Lalji Institute for Africa, London School for Economics• Rashid S. Kaukab, Executive Director, CUTS International, Geneva <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Tina Blohm, Advisor on Trade and Development Finance, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Berlin (HQ)

27 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
12  EN, FR	B	Séance de travail	Comment utiliser les outils commerciaux pour accélérer et intensifier la lutte contre le changement climatique	Georgetown Law's Center for Inclusive Trade & Development (CITD) AIG Global Trade Series	<p>Le monde ne parviendra pas à se transformer à la vitesse ni à l'échelle nécessaires pour lutter contre le changement climatique, à moins que la politique commerciale et la politique en matière de changement climatique ne soient coordonnées et que les outils commerciaux à même de contribuer à lutter contre le changement climatique ne soient pleinement utilisés. Les intervenants examineront trois outils commerciaux (les droits de douane, les disciplines en matière de subventions et les règlements techniques) qui peuvent être utilisés dans la lutte contre le changement climatique, en présentant les dernières réflexions sur: 1) l'utilisation des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et les dispositions à prendre pour assurer la compatibilité avec les règles de l'OMC tout en créant de fortes incitations en faveur de la décarbonation; 2) les implications de l'augmentation du soutien public à la décarbonation, les frictions potentielles avec les règles de l'OMC en matière de subventions et une approche favorisant des subventions "vertes" compatibles avec les règles de l'OMC; et 3) la possibilité d'utiliser les réglementations, les normes et l'étiquetage pour mobiliser le pouvoir des consommateurs et de la transparence des marchés en vue d'encourager une plus grande consommation de produits à faibles émissions de carbone et une plus faible consommation de produits à fortes émissions de carbone.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Emily Lydgate, Senior Associate Professor, University of Sussex• Inu Manak, Fellow for Trade Policy, Council on Foreign Relations (CFR)• Geneviève Pons, Director General and Vice President, Europe Jacques Delors• Lauren Stowe, Senior Climate Policy Advisor & General Counsel, Silverado Policy Accelerator <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Jennifer Hillman, CITD Co-Director and Professor from Practice, Georgetown University Law Center (CITD)

27 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
13 	A	Information session	"Ensemble de résultats de Genève" obtenu à la CM12: Agriculture	Division de l'agriculture et des produits de base de l'OMC	<p>À la douzième Conférence ministérielle de l'OMC, les Membres de l'Organisation ont adopté une déclaration sur la réponse urgente à l'insécurité alimentaire et une décision sur l'exemption des prohibitions ou restrictions à l'exportation pour les achats de produits alimentaires du PAM. Ces deux résultats ont démontré que l'OMC pouvait obtenir des résultats concrets pour relever les défis auxquels la communauté mondiale est aujourd'hui confrontée. Cette séance donnera aux participants l'occasion de mieux comprendre les résultats convenus en juin et la suite qui pourrait leur être donnée, et d'en discuter. D'une manière plus générale, il sera aussi question de la situation concernant les négociations sur l'agriculture menées à l'OMC et des efforts actuellement déployés pour redynamiser ces négociations, entamées en 2000. Les participants auront l'occasion d'exprimer leurs vues sur la manière dont les Membres de l'OMC pourraient tirer parti du nouvel élan actuel pour accomplir des progrès sur le fond dans le cadre des négociations, en surmontant la multitude de difficultés rencontrées.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Edwini Kessie, Director, Agriculture and Commodities Division, World Trade Organization (WTO)

27 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
14	W	Séance de travail	La sécurité alimentaire comme élément clé d'un système commercial plus résilient, durable et inclusif	Union interparlementaire (UIP) Parlement européen	<p>Les préoccupations liées à l'insécurité alimentaire mondiale sont devenues l'une des questions actuelles les plus pressantes, en particulier compte tenu de la guerre en cours en Ukraine, l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits agricoles essentiels. Cela s'ajoute à la situation déjà grave causée par la COVID 19, qui a entraîné une flambée des prix des produits agricoles et de leurs intrants. Par conséquent, trouver des solutions pour améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales en produits alimentaires reste une priorité absolue. Au cours de cette séance, les Membres chercheront à répondre aux craintes en matière de sécurité alimentaire. Ils réfléchiront aux mesures qui peuvent être prises, en particulier par les parlementaires, afin que le commerce joue effectivement son rôle central pour que les produits alimentaires parviennent à ceux qui en ont besoin, sans négliger les préoccupations des producteurs quant à la nécessité d'assurer un approvisionnement national suffisant.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Joaquim Amaral, Coordinating Minister for Economic Affairs, Timor Leste• Ekaterina Krivonos, Senior Economist, Food and Agriculture Organization (FAO)• Helmut Scholz, Member of the European Parliament, European Parliament <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Javier Moreno Sánchez, Member of the Committee on International Trade, European Parliament (EP)

27 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
15 	S1	Atelier	Le système commercial change: peut il produire des résultats pour l'avenir?	<p>Institut international du développement durable (IIDD)</p> <p>Chambre de commerce internationale (CCI)</p> <p>CUTS International</p>	<p>Le système commercial change. Pressée de produire des résultats qui aident les économies à mettre les technologies au service de la reprise et de la réalisation d'objectifs environnementaux ambitieux tout en remédiant aux inégalités historiques entre les pays de différents niveaux de développement, l'élaboration de règles change de forme. Des négociations plurilatérales sur de nouvelles règles, ainsi que des initiatives sur les priorités environnementales, sont en cours. Les parties prenantes régionales et nationales, dont les entreprises et les consommateurs, se tournent de plus en plus vers la politique commerciale pour trouver des solutions qui contribuent à la réalisation de progrès vis à vis d'autres priorités de politique générale, que ce soit la croissance économique, le développement, le commerce équitable ou encore la protection de l'environnement. Les résultats de la CM12 montrent que l'OMC peut répondre à ces impératifs, mais ils montrent aussi combien il est difficile de réaliser des accords qui répondent aux attentes. Cette séance interactive, qui fera participer le public, examinera comment évoluent le système de règles commerciales et le processus de leur élaboration, et sera l'occasion de s'interroger sur ce qu'impliquent ces évolutions pour l'avenir de la politique commerciale.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Kumar Iyer, Director General Economics, Science and Technology, Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO)• Ute John, Head of Trade and Sustainability, Mercedes-Benz Group AG• George Mina, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Australia to the World Trade Organization (WTO)• Pimchanok Vonkorpon Pitfield, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Thailand to the World Trade Organization (WTO) and the World Intellectual Property Organization (WIPO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Alice Tipping, Lead, Sustainable Trade, International Institute for Sustainable Development (IISD)

27 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
16	S2	Séance de travail	Comment le commerce peut soutenir la production durable des denrées agricoles	<p>Mission permanente du Royaume-Uni auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève</p> <p>Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'OMC et des autres organisations économiques internationales à Genève</p> <p>Mission permanente du Paraguay auprès de l'Office des Nations Unies à Genève</p> <p>Mission permanente de l'Équateur auprès de l'OMC et des autres organisations économiques internationales à Genève</p> <p>Mission permanente de la Suisse auprès de l'OMC et l'AELE (CEE/ONU, CNUCED, CCI)</p>	<p>D'après les projections de la FAO, le monde devra produire d'ici à 2050 environ 50% de denrées agricoles de plus qu'en 2012. Pour faire ainsi augmenter la productivité, il faudra utiliser efficacement les ressources naturelles, dont les terres, réduire les émissions et accroître la résilience. L'agriculture est à la fois une victime – avec une baisse des rendements et un déplacement des frontières des agroécosystèmes – et une cause du changement climatique, générant d'importantes émissions de gaz à effet de serre et contribuant à la déforestation. La transition vers une plus grande durabilité dans la production agricole et les systèmes alimentaires est essentielle. Un groupe diversifié d'experts – représentant des pays consommateurs et producteurs, des organisations internationales et des ONG menant des activités dans le domaine de l'agriculture durable – examinera le rôle du commerce international dans la mise en œuvre de cette transition d'une manière qui ne laisse personne de côté, garantit la qualité de vie des producteurs, y compris des plus vulnérables, tiennent compte du souhait des consommateurs d'améliorer la durabilité des marchandises qu'ils achètent et répondent aux besoins du monde en matière d'environnement, de sécurité alimentaire et de développement.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pascale Bonzom, Global Project Manager, United Nations Development Programme (UNDP) • José Luis Cancela, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Uruguay to the World Trade Organization (WTO) and other International Economic Organizations • Michèle Däppen, International lawyer, Swiss Federal Office for Agriculture • Joshua Wickerham, Membership and engagement manager, ISEAL <p>Modérateur:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Simon Manley, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the United Kingdom to the United Nations Office and other International Organizations
--	--	--	--	--	--

27 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
17	S3	Séance de travail	Tirer parti des technologies pour permettre un financement inclusif pour les PME appartenant à des femmes dans le commerce mondial	Organization of Women in International Trade, Royaume-Uni (OWIT UK) 2X Collaborative, Allemagne (2X Collaborative)	<p>La section du Royaume Uni de l'Organization of Women in International Trade (OWIT UK) et 2X Collaborative, un organe de l'industrie mondiale qui œuvre pour des financements tenant compte des questions de genre (réunissant des investisseurs et des fournisseurs de capitaux), coorganiseront une séance de travail pour le Forum public de l'OMC 2022. Cette séance examinera des innovations du secteur privé dans le domaine de la finance numérique, des technologies financières et du financement du commerce, ainsi que la situation en ce qui concerne les financements tenant compte des questions de genre soutenus par des établissements de financement du développement et des gouvernements, dans le but de renforcer la croissance économique et la résilience des PME appartenant à des femmes. Des experts représentant le principal partenariat d'investissement tenant compte des questions de genre, créé par les établissements de financement du développement financés par les membres du G 7, des experts des technologies de financement du commerce, des représentants du gouvernement du Royaume Uni, d'ONG, d'organisations intergouvernementales et des experts du commerce mondial échangeront sur les meilleures pratiques pour ce qui est de mettre la numérisation au service d'un financement qui bénéficie à toutes les parties prenantes. La séance mettra en lumière des moyens d'assurer le succès des investissements tenant compte des questions de genre en utilisant des solutions de financement numérique pour permettre aux PME appartenant à des femmes d'être résilientes face aux contraintes liées aux chaînes d'approvisionnement et aux perturbations du commerce mondial.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Susan Barton, Team Leader, Trade Strategy and Outreach, UK Foreign, Commonwealth and Development Office• Jennifer Buckley, Founder & Managing Director, Sweef Capital• Jessica Espinoza, CEO, 2X Collaborative• Inez Murray, CEO, Financial Alliance for Women, USA <p>Modérateur:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Deepesh Patel, Editorial Director, Trade Finance UK, Trade Finance Global
--	--	--	--	--	---

27 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
18	D	Séance de travail	Comment un nouvel élargissement de l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information (ATI 3) favoriserait l'inclusion, la décarbonation, l'innovation médicale et la durabilité, ainsi que la résilience des chaînes d'approvisionnement tant pour les économies développées que pour les économies en développement	Association des fabricants de semi conducteurs (SIA) Fondation des fabricants de semi conducteurs et de produits électroniques des Philippines (SEIPI)	<p>La pandémie a mis en lumière l'importance des TIC pour soutenir les activités essentielles lors d'une crise mondiale et créer une société plus résiliente et durable. De nombreux produits visés par l'ATI 2, conclu en 2015, se sont révélés indispensables pour aider le monde à mettre au point de nouveaux traitements contre la COVID 19, ont facilité le travail et l'enseignement à distance et ont jeté les bases d'une reprise économique postpandémique. Toutefois, aucun produit n'a été ajouté au champ d'application de l'ATI depuis 2015, alors même que le secteur des technologies connaît une explosion de l'innovation. Joignez vous à l'Association des fabricants de semi conducteurs (SIA) et à la Fondation des fabricants de semi conducteurs et de produits électroniques des Philippines (SEIPI) pour étudier le rôle crucial qu'un ATI 3 jouerait pour réduire la fracture numérique, contribuer à la lutte contre le changement climatique, promouvoir les solutions de soins de santé à distance et rendre les chaînes d'approvisionnement plus résilientes tant pour les pays en développement que pour les pays développés. La séance examinera en outre pourquoi il est important d'accroître le nombre des participants à l'ATI.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Siobhan Das, Executive Director, AmCham Malaysia• Devi Keller, Director of Government Relations, Texas Instruments• Dan Lachica, President, Semiconductor & Electronics Industries in the Philippines (SEIPI)

					<ul style="list-style-type: none">• Ashley Miller, Executive Vice President, Advanced Medical Technology Association (AdvaMed) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ John Neuffer, CEO and President, Semiconductor Industry Association (SIA)
--	--	--	--	--	---

27 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
19	E	Séance de travail	Tendances récentes des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières: Considérations techniques, juridiques, commerciales et de politique économique du point de vue des économies émergentes	Confédération nationale de l'industrie brésilienne (CNI)	<p>La séance donnera la parole à des spécialistes du commerce, à des représentants de l'industrie et à des universitaires afin de donner un aperçu des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières (MACF), également appelés ajustements carbone aux frontières (ACF), dont certains doivent être publiés prochainement ou sont actuellement envisagés par certains pays. Les intervenants présenteront des considérations techniques, juridiques, commerciales et de politique économique tenant compte du point de vue des économies émergentes qui, elles aussi, luttent contre le changement climatique. Les discussions porteront sur les aspects opérationnels et les aspects liés à la mise en œuvre; la compatibilité de ces mesures avec les règles commerciales multilatérales et les voies possibles pour les futures négociations concernant les règles de l'OMC; la manière dont les organes de l'OMC existants peuvent contribuer à l'examen des MACF et de l'interface entre le commerce et le climat, de manière à faire en sorte que le programme sur le commerce soit inclusif; et des considérations politiques telles que la relation entre les MACF et les principes de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris, ainsi que le respect des engagements internationaux concernant le climat par les partenaires commerciaux affectés.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Vesile Kulaçoğlu, Member of the Foreign Trade Working Group and of the Green Deal Task Force, Turkish Industry and Business Association (TÜSIAD)• Sanjay Notani, Senior partner and co-head of International Trade & Customs practice, ELP• Rodrigo Pupo, Partner, MPA Trade Law• Geraldo Vidigal, Professor of International Trade and Investment Law, University of Amsterdam <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Constanza Negri, Manager of Trade and International Integration, Brazilian National Confederation of Industry (CNI)
--	--	--	--	--	---

27 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
20	F	Séance de travail	Comment le commerce et la politique commerciale peuvent ils contribuer à rendre la chaîne d'approvisionnement de l'habillement plus résiliente et durable dans la reprise post COVID?	University of Delaware (UDEL)	<p>Le secteur mondial de l'habillement représente 2 500 milliards de dollars, emploie plus de 120 millions de travailleurs dans le monde et joue un rôle crucial dans la reprise économique post COVID. Le but de cette séance est de favoriser un dialogue constructif concernant les avancées, les difficultés et les possibilités liées à l'établissement d'une chaîne d'approvisionnement de l'habillement qui soit plus résiliente et plus durable dans le monde de l'après COVID; cela revêt une grande importance pour toutes les parties prenantes, des marques de mode aux travailleurs du secteur, en passant par les responsables politiques et les consommateurs. Cette séance abordera les questions suivantes: 1) Pourquoi est il important d'établir une chaîne d'approvisionnement de l'habillement plus résiliente et plus durable dans le monde de l'après COVID? Quel rôle le commerce et la politique commerciale peuvent ils jouer? 2) Quelles avancées significatives ont rendu cette chaîne d'approvisionnement plus résiliente et plus durable? Quelles sont les principales difficultés qui subsistent et pourquoi? 3) Que faut il encore faire pour rendre la chaîne d'approvisionnement de l'habillement plus résiliente et plus durable, en particulier dans le contexte de l'après COVID?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Kekeli Ahiabile, Advisor, Tony Blair Institute• Ralph Kamphöner, Head of EU Office, Confederation of the German Textile and Fashion Industry• Sheng Lu, Associate Professor, University of Delaware• Arianna Rossi, Senior Research and Policy Specialist, International Labour Organization (ILO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Laura Husband, Managing Editor, Just-Style

27 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
21  EN, FR	B	Séance de travail	Vers un règlement des différends durable et inclusif: la médiation plutôt qu'une procédure coûteuse et peu concluante	GenevaTradeLaw.com (GTL)	<p>À la CM12, les Ministres se sont engagés "à mener des discussions en vue de disposer d'un système de règlement des différends pleinement opérationnel et qui fonctionne bien, accessible à tous les Membres, pour 2024". Cette séance examinera l'importance, pour la réalisation de cet objectif, d'un cadre de conciliation et de médiation renforcé et indépendant qui permette aux Membres de résoudre les problèmes commerciaux par des processus non conflictuels et non juridiques, dont chacun ressorte gagnant. Les questions abordées seront les suivantes: 1) les avantages et les difficultés associés au mécanisme de règlement des différends formel en place; 2) le processus de "trialogue" auquel les Membres ont recours pour faire sortir la plupart des différends du champ de ce mécanisme; 3) pourquoi ce mécanisme n'est pas une option efficace pour de nombreux pays en développement et pays les moins avancés, et même pour certains pays développés; 4) pourquoi les autres méthodes de règlement des différends prévues dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends n'ont pas emporté l'adhésion à ce jour; 5) comment un cadre de conciliation et de médiation renforcé, en tant que procédure parallèle, garantirait un cadre de règlement des différends plus durable et plus accessible.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Valerie Hughes, Senior Counsel, Bennet Jones• Ahmed Alsuleiti, Acting Director, Office of the State of Qatar to the World Trade Organization (WTO)• Tetyana Payosova, Counsel, VBB (Geneva)• Jan Yves Remy, Director, Shridath Ramphal Centre for International Trade Law, Policy and Services (SRC) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Rambod Behboodi, International Trade Law and Policy Specialist, GenevaTradeLaw.com (GTL)

27 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
22	W	Séance de travail	Préserver l'accès à l'alimentation en temps de crise	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)	<p>Comme l'a montré la pandémie de COVID 19, le commerce agroalimentaire joue un rôle crucial pour faire face aux chocs, connecter les marchés et les personnes et préserver l'accès à l'alimentation en cas de perturbations. Tandis que les prix élevés des produits alimentaires incitent les agriculteurs à accroître la production de produits de base essentiels, comme le blé, le maïs et les graines oléagineuses, la hausse des prix des intrants agricoles et de l'énergie et les restrictions à l'exportation limitent la capacité des producteurs d'accroître leur production et de répondre à la demande d'importations. Cette séance examinera la mesure dans laquelle les principaux pays producteurs de produits alimentaires essentiels pourront réagir aux prix élevés des produits alimentaires et compenser le manque d'exportations créé par le déficit d'approvisionnement en provenance d'Ukraine. Elle examinera également la manière dont les politiques commerciales ont réagi aux prix élevés des produits alimentaires et les comparera avec les mesures d'atténuation adoptées lors de crises antérieures. Enfin, les discussions porteront aussi sur les politiques que les pays importateurs nets de produits alimentaires peuvent adopter en réponse à ces hausses de prix et leurs besoins en matière de financement des importations.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Wael Abas, Assistant Minister, Minister of Supply and Internal Trade, Egypt• Gustavo Idigoras, President-Chairman, The Argentine Edible Oil Association and Grain Exporters Association (CIARA-CEC)• Francois Xavier Mbabazi, Chief Executive Officer, INGABO Farmers' Union, Rwanda• Valeria Piñeiro, Senior Research Coordinator, The International Food Policy Research Institute (IFPRI) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Ekaterina Krivonos, Senior Economist, Food and Agriculture Organization (FAO)

27 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
23	S1	Séance de travail	MPME: La clé pour retirer des avantages durables de la ZLECAf	Centre du commerce international (ITC) Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA ONU)	<p>La ZLECAf va modifier le paysage de la production et du commerce en Afrique. Pour faire en sorte qu'elle apporte des avantages durables, des interventions complémentaires seront nécessaires afin d'aider les MPME africaines à soutenir la concurrence dans un nouveau monde vert. Les entreprises et les entrepreneurs qui tireront parti des possibilités offertes par la ZLECAf devront être incités à incorporer des méthodes de production vertes et à adopter de nouvelles technologies vertes. Les gouvernements africains devront accorder la priorité à la production et au commerce de biens et de services essentiels pour faire face aux problèmes environnementaux, et réfléchir aux moyens d'utiliser les ressources naturelles pour créer des chaînes de valeur régionales vertes dans le cadre de la ZLECAf. La séance répondra aux questions suivantes: Comment les décideurs africains peuvent ils fixer les règles du jeu pour faire en sorte que la mise en œuvre de la ZLECAf contribue à la réalisation des objectifs de durabilité? Quels soutiens sont nécessaires pour faire en sorte que les MPME africaines puissent adopter des modèles écologiques? Comment renforcer les organisations africaines de soutien aux entreprises de manière à améliorer leur offre en matière de durabilité aux MPME?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Robert Hamwey, Economic Affairs Officer, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)• Hermogene Nsengimana, Secretary General, African Organisation for Standardisation (ARSO)• Annalisa Primi, Head of Economic Transformation and Development, Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)• Dorothy Tembo, Deputy Executive Director, International Trade Centre (ITC) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Melaku Desta, Coordinator, African Trade Policy Centre (ATPC)

27 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
24	S2	Séance de travail	Développement technologique démocratique et réduction de la fracture numérique dans la reprise post COVID	Rosa Luxemburg Stiftung (RLS) IT for Change (ITfC) Transnational Institute (TNI) transform! Europe (t!)	<p>Les "années folles" du XXI^e siècle sont caractérisées par d'énormes chocs économiques dans le monde entier, d'une part, et par une numérisation massive des économies avancées, d'autre part. La ruée sur les données bat son plein, celles-ci étant la nouvelle matière première sur laquelle construire la transformation numérique des économies, tandis que le niveau de développement des technologies numériques et des capacités en matière de commerce électronique promet un avenir prospère – pour certains. Ce qu'il est convenu d'appeler la "fracture numérique" risque d'accroître les clivages dans le commerce international pour les décennies à venir. Au cours de cette séance de travail, nous discuterons de la manière de façonner une transformation économique numérique qui contribue à établir un système commercial résilient, durable et inclusif pour tous.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Ekaitz Cancela, Journalist and researcher• Aitor Montesa, Head of Digital Trade Sector, European Commission, DG Trade• Sofia Scasserra, Economist, Associate researcher with the Transnational Institute• Parminder Jeet Singh, Executive director, IT for Change <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Helmut Scholz, Member of the European Parliament, European Parliament

27 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
25	S3	Séance de travail	Crises simultanées et reprise: Des récits locaux à l'établissement du programme de travail de l'OMC	Mission permanente du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu auprès de l'OMC World Trade Institute (WTI)	<p>La crise provoquée par la pandémie de COVID 19 est déjà grave. Malheureusement, elle ne vient pas seule. Nous sommes actuellement confrontés à un ensemble de crises simultanées, dont le changement climatique, les tensions géopolitiques et la guerre. Ces crises ont aggravé la situation économique dans diverses parties du monde et menacent la reprise économique et durable de nombreux pays. La gravité de la situation doit nous amener à réfléchir au rôle de l'OMC et à ce qu'elle peut faire pour répondre à ces crises complexes. L'objectif de cette séance est d'échanger des récits locaux sur les économies vulnérables et l'autonomisation des femmes, puis de discuter des rôles et des fonctions de l'OMC à la lumière de ces préoccupations immédiates. Il sera également question de la manière dont l'établissement des programmes de travail multilatéraux peut contribuer à la création d'économies durables.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Lungile Portia Dlamini, Acting Director of International Trade Department, The Ministry of Commerce, Industry and Trade of the Kingdom of Eswatini• Gabriela García Merchán, Postgraduate in International Law and Economics (MILE), World Trade Institute (WTI)• Chia-ling Ho, Latin American and Caribbean Division Chief, International Cooperation and Development Fund (ICDF) of the The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu• Chang-fa Lo, Permanent Representative, Permanent Mission of the The Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu to the World Trade Organization (WTO) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Manfred Elsig, Professor of International Relations, Deputy Managing Director and Director of Research, World Trade Institute (WTI)

27 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
26	D	Séance de travail	Le rôle important des technologies de rupture et du commerce électronique pour une reprise économique postpandémique inclusive: le point de vue des douanes	<p>Organisation mondiale des douanes (OMD)</p> <p>Groupe consultatif du secteur privé de l'OMD (GCSP OMD)</p>	<p>L'utilisation de technologies de rupture et une formidable croissance du commerce électronique ont joué un rôle important pour soutenir les membres de l'OMD et de l'OMC pendant la pandémie de COVID 19. Le rôle des douanes dans la facilitation du commerce légitime, y compris du commerce électronique, ainsi que l'utilisation des technologies de rupture par les douanes, deviendront encore plus importants pour une reprise économique postpandémique inclusive. Cette table ronde portera sur la manière dont les douanes peuvent contribuer à une reprise postpandémique par la numérisation et la transformation. Elle examinera aussi le rôle des technologies de rupture ainsi que la facilitation du commerce électronique pour une reprise inclusive. Il sera aussi question de l'importance des partenariats public privé pour la réalisation de ces objectifs en ce qui concerne l'accélération de la mise en œuvre des technologies et la facilitation du commerce électronique pour une reprise rapide, du point de vue des douanes. Les intervenants évoqueront en outre les initiatives, programmes et outils importants pour soutenir les Membres en ce qui concerne la mise en œuvre des technologies de rupture et la facilitation du commerce électronique.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Patricia Lungu, Deputy Commissioner, Zambia Revenue Authority • Suja Rishikesh Mavroidis, Director, Market Access Division, World Trade Organization (WTO) • Brenda Smith, Global Director, Government Outreach, Expeditors International • Ricardo Treviño Chapa, Deputy Secretary General, World Customs Organization (WCO) <p>Modérateur:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Yaohua Tan, Professor of Information and Communication Technology, Department of Technology, Policy and Management, Delft University of Technology
--	--	--	--	--	--

27 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
27	E	Séance de travail	Après la CM12: Quel programme de travail à l'OMC pour un avenir durable et inclusif?	<p>Réseau Our World Is Not For Sale (OWINFS)</p> <p>East African Trade Union Confederation (EATUC)</p> <p>Rede Brasileira pela Integração dos Povos (REBRIP)</p> <p>Indonesia for Global Justice (IGJ)</p>	<p>Au lendemain de la CM12, les Membres de l'OMC doivent compter avec un changement dans les points de vue sur le rôle du multilatéralisme, et des inégalités mondiales qui ont été largement exacerbées par la pandémie. De même, dans de nombreux pays de toutes les régions, les anciens modèles de libéralisation sont compliqués par le fait que l'on cherche davantage à assurer une production nationale dans le secteur manufacturier et celui des médicaments, ou encore aux fins de la sécurité alimentaire. Quelles incidences cette nouvelle évolution a-t-elle sur les mandats actuels de l'OMC, tels que le programme de développement ou la recherche d'une solution permanente pour la détention de stocks publics? Quelle influence les résultats de la CM12 auront-ils sur la capacité des pays d'utiliser le commerce pour favoriser une reprise durable, par exemple en utilisant des stratégies dans le cadre de la nouvelle donne écologique, y compris la création d'emplois dans les secteurs liés à la durabilité et l'industrialisation numérique? Le recours croissant à des solutions plurilatérales compromettra-t-il l'ensemble du multilatéralisme de l'OMC? Le programme de "réforme" de l'OMC va-t-il dans la bonne direction, et quelle direction devrait-il prendre?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rashmi Banga, Globalization and Development Strategies, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) • Jane Kelsey, Professor Emeritus of Law, University of Auckland • Vahini Naidu, Coordinator, Trade and Development Program, South Centre • Brajendra Navnit, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Mission of India to the World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Deborah James, Director of International Programs, Center for Economic & Policy Research (CEPR)

27 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
28	F	Séance de travail	Définir l'avenir: Le commerce inclusif et les peuples autochtones	<p>National Congress of American Indians (NCAI)</p> <p>Forum économique mondial (WEF)</p> <p>The National Center for American Indian Enterprise Development (NCAIED)</p>	<p>Les peuples autochtones se livrent à des échanges depuis des millénaires, mais leurs commerces sont aujourd'hui confrontés à des défis particuliers. Une reprise durable et inclusive exige des politiques commerciales qui donnent lieu à des améliorations pour les peuples autochtones, et ceux-ci doivent être associés à leur conception et à leur mise en œuvre. Certains gouvernements ont commencé à agir, par exemple par le biais d'accords commerciaux tels que l'Arrangement de coopération économique et commerciale entre les peuples autochtones (IPETCA). Au cours de cette séance, des dirigeants, entrepreneurs et défenseurs de communautés autochtones échangeront sur la relation entre le commerce et les populations autochtones, l'évolution récente des politiques, les obstacles au commerce rencontrés par les entreprises autochtones et des idées sur les moyens de les surmonter grâce à des initiatives multipartites conduites par les communautés autochtones et à la réforme des politiques commerciales.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Marcia Banda, Head, Inclusive Trade Department, Undersecretariat for International Economic Affairs of Chile• Hone McGregor, Board Member, Te Taumata• Fawn Sharp, President, National Congress of American Indians (NCAI)• Carrie Stoddart-Smith, Founder and Principal, OpinioNative <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Chris James, President and CEO, National Center for American Indian Enterprise Development (NCAIED)

27 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
29 	B	Atelier	L'avenir du commerce des services est durable	UK Professional and Business Services Council (PBSC)	<p>Cette séance organisée par EY réunira des fonctionnaires gouvernementaux ainsi que des représentants d'organismes professionnels et de fournisseurs de services afin d'étudier les changements fondamentaux que le commerce des services environnementaux traverse actuellement. La séance examinera aussi comment les progrès technologiques modifient fondamentalement la façon dont ces services sont échangés. Assurer la diffusion des connaissances et du savoir faire technique est crucial pour le développement des fournisseurs de services environnementaux dans les pays en développement, qui soutient le développement durable. Sur la base de leur expérience personnelle de la fourniture de services environnementaux transfrontières et de leur développement, les intervenants se pencheront sur les questions suivantes: • Les services fournis auront ils tous une composante environnementale à l'avenir? • Comment faire en sorte que ces connaissances et la fourniture de ces services soient à la disposition des entreprises qui cherchent à renforcer les capacités dans les pays en développement? • Comment tirer parti au mieux des possibilités et des défis liés aux technologies numériques pour la fourniture de services, en ce qui concerne en particulier les initiatives de l'OMC telles que les Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale et les initiatives sur le commerce électronique et la réglementation intérieure?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rebecca Fisher Lamb, Ambassador and Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of the United Kingdom to the United Nations Office and other International Organizations at Geneva• Maryan Hassan, Managing Director, Empirical Revolution Partners & Former Chief Negotiator to the WTO (Accession of Somalia)• Jodie Keane, Senior Research Fellow, Overseas Development Institute (ODI)• Colette van der Ven, Founding Director, TULIP Consulting <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ George Riddell, Director of Trade, Ernst & Young (EY)

27 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
30 	A	Séance de travail	Séance de réflexion "Think Up!" du Centre de recherche de l'OMC sur l'égalité des genres	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Le Centre de recherche de l'OMC sur l'égalité des genres examinera de nouvelles données sur le lien entre le commerce et l'égalité des genres et proposera des méthodes pour améliorer les travaux de recherche sur le sujet. Des spécialistes du commerce et de l'égalité des genres seront réunis avec des parties prenantes présentes sur le terrain pour combiner des travaux de recherche juridiques et économiques avec une expérience pratique en vue de livrer une analyse pratique détaillée des questions relatives au commerce et à l'égalité des genres.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Anoush der Boghossian, Head of Trade and Gender Unit, Development Division, World Trade Organization (WTO)• Jane Korinek, Trade Policy Analyst, Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)• Lolita Laperle-Forget, Trade and Gender Officer, Development Division, World Trade Organization (WTO)• Simonetta Zarrilli, Chief of the Trade, Gender and Development Programme, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Theresa Carpenter, Affiliate Faculty, University of Sussex

27 septembre 2022

19 heures - Hall de la salle CR

Réception organisée par le Secrétariat de l'OMC

28 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
31	CR	Table ronde de haut niveau	Exploiter la technologie pour une reprise inclusive	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Les nouvelles technologies ont permis à l'activité économique et au commerce de tenir bon et de se poursuivre malgré les perturbations causées par la pandémie de COVID-19. Dans le même temps, la progression rapide de la numérisation dans l'ensemble des secteurs accentue la fracture numérique en s'accroissant. Un groupe de leaders d'opinion mondiaux examinera comment le commerce peut réduire les écarts qui existent dans le domaine du numérique en exploitant la technologie pour promouvoir une reprise économique inclusive, tout en garantissant un marché équitable, sûr et durable. En particulier, ces éminents intervenants discuteront de la manière dont le commerce peut soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en exploitant le pouvoir de la transformation technologique pour une meilleure intégration dans l'économie mondiale. Tirant des enseignements de la polycrise actuelle – la pandémie, le changement climatique, les tensions géopolitiques et l'insécurité alimentaire, ils expliqueront aussi en quoi la technologie est essentielle pour préparer les MPME aux futures pandémies et autres crises.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Helena Leurent, Director General, Consumers International• Florizelle Liser, Third President and CEO, Corporate Council on Africa• Sushant Palakurthi Rao, Managing Director for Global External Relations, Agility• Gayle Smith, Chief Executive Officer, ONE Campaign <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Julianna Tatelbaum, Reporter and Anchor, CNBC

28 septembre 2022

10h30-11h30

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
32 	CR	Podcast	Interview de la Directrice générale de l'OMC sur le podcast The Economist Asks	The Economist	<p>Enregistrement en direct de l'émission "The Economist Asks" présentée par Anne McElvoy et Henry Curr, qui poseront une question à la Directrice générale avant d'ouvrir le débat</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Henry Curr, Economics Editor, The Economist• Anne McElvoy, Executive Editor, The Economist• Dr. Ngozi Okonjo-Iweala, Director-General, World Trade Organization (WTO)

28 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
33	W	Séance de travail	Accord de l'OMC sur la facilitation de l'investissement pour le développement: Action multilatérale pour favoriser une reprise économique résiliente et inclusive	Les Amis de la facilitation de l'investissement pour le développement (FID)	<p>Il est généralement reconnu que l'Accord à venir sur la facilitation de l'investissement pour le développement dans le cadre de l'OMC jouera un rôle crucial en créant des repères clairs et cohérents au niveau mondial pour la facilitation de l'investissement, ce qui contribuera à la reprise postpandémie et posera les bases à long terme pour un développement résilient et inclusif. Conformément à l'objectif de conclusion des négociations sur un texte concernant la FID d'ici à la fin de 2022, la séance de travail permettra de faire le point sur ces négociations et d'étudier comment les Membres pourraient faire un usage optimal du futur Accord FID pour améliorer le climat des affaires, attirer des investissements à plus forte valeur ajoutée et construire une économie plus résiliente. À partir de ces éléments, des discussions ouvertes sont encouragées pour des échanges de vues sur les principes directeurs pour la mise en œuvre future de l'accord et la définition des étapes suivantes.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rajesh Aggarwal, Director (OIC), Division of Market Development, International Trade Centre (ITC)• Chenggang Li, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the People's Republic of China to the World Trade Organization (WTO)• Jung Sung Park, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the Republic of Korea to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva• Matthew Stephenson, Head of Investment Policy and Practice, World Economic Forum (WEF) <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Sofía Boza, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Chile to the World Trade Organization (WTO)
--	--	--	--	--	--

28 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
34	S1	Séance de travail	Relocalisation vers des pays alliés, unilatéralisme concerté et réforme de l'OMC	Institut universitaire européen	<p>Des tensions géopolitiques croissantes entre les grandes puissances, amplifiées par l'invasion russe de l'Ukraine, une aspiration grandissante des pays à relier l'accès aux marchés à la poursuite d'objectifs non commerciaux et l'incapacité des Membres à régler des désaccords sur tout un ensemble de questions mettent à mal l'idée que l'OMC peut continuer ses activités comme si de rien n'était. Le groupe examinera aussi deux points de vue distincts. L'un préconise une réforme de l'OMC qui "répare la machine" afin qu'elle aide mieux les Membres pour résoudre les différends et favoriser la négociation de nouveaux accords. Un autre est qu'aucune réforme réalisable ne peut remédier aux tensions fondamentales causées par les différences dans les systèmes économiques des grandes puissances et que ce qui est nécessaire, c'est une coopération entre les nations animées du même esprit ("relocalisation vers des pays alliés") en-dehors de l'OMC, y compris un unilatéralisme concerté (et coordonné). Le groupe examinera les implications d'un mouvement vers une "relocalisation vers des pays alliés" pour les affaires au niveau international, les chaînes de valeur mondiales et les pays en développement.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Anabel González, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO)• Merit E. Janow, Dean Emerita, School of International and Public Affairs (SIPA)• Cecilia Malmström, Dr., Senior Fellow, Peterson Institute for International Economics; senior advisor Covington & Burling• Petros Mavroidis, Professor, Columbia Law School <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Bernard Hoekman, Professor, European University Institute (EUI)

28 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
35	S2	Séance de travail	Développer le commerce intra africain pour soutenir une reprise durable et inclusive: Concevoir et appliquer une perspective tenant compte du genre au Protocole de la ZLECAf sur les femmes	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (Secrétariat de la ZLECAf)	<p>L'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) vise à favoriser une reprise durable et inclusive grâce à une augmentation significative du commerce intra-africain. Étant donné que les entrepreneurs et négociants sont majoritairement des femmes, ces bénéfices attendus ne seront possibles qu'avec la pleine participation des femmes. La décision historique de l'Assemblée de l'Union européenne d'inclure un Protocole de la ZLECAf sur les femmes et la jeunesse constitue une occasion d'appliquer davantage une perspective tenant compte du genre conformément aux approches existantes pour la rationalisation des questions d'égalité hommes-femmes dans la ZLECAf pour garantir que les gains soient distribués à un grand nombre de personnes et que la ZLECAf contribue en définitive à une reprise durable et inclusive à travers la participation des femmes au commerce. Cette séance de travail permettra de réunir des contributions sur l'approche concernant le Protocole de la ZLECAf sur les femmes. Les membres du groupe évalueront l'efficacité des dispositions pertinentes dans les accords commerciaux régionaux, proposeront un cadre de dialogue secteur public/secteur privé et identifieront les lacunes pour l'adoption du protocole en vue de soutenir la reprise durable et inclusive.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Halima Noor Abdi, Senior Trade Expert, AfCFTA Secretariat • Amany Asfour, President, Africa Business Council • Amrita Bahri, WTO Co-Chair for Mexico; Gender and Trade Law Expert, United Nations Economic Commission for Africa (UNECA) • Aminata Assome Diatta, Ministre du commerce et des PME, Gouvernement du Sénégal <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Nadia Hasham, Trade Policy Expert, United Nations Economic Commission for Africa (UNECA)
--	--	--	--	--	--

28 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
36	S3	Séance de travail	Sécurité alimentaire: Quelles politiques commerciales équilibrent l'offre et la demande intérieures de produits alimentaires en temps de crise?	<p>Union suisse des paysans</p> <p>Fédération canadienne de l'agriculture</p> <p>Syndicat des agriculteurs norvégiens</p>	<p>L'agriculture est exposée à des fluctuations de prix imprévisibles et instables en raison de facteurs économiques et politiques. Avec la hausse des prix de l'énergie en 2021, les prix mondiaux des produits alimentaires et de la production ont atteint des niveaux préoccupants. En raison de ces prix élevés, beaucoup de pays n'ont plus les moyens d'acheter suffisamment de produits alimentaires pour nourrir leur population. La communauté internationale s'efforce d'assurer un commerce ouvert et une offre de produits alimentaires de base pour apaiser la situation, qui risque de se détériorer avec le changement climatique et une plus grande instabilité politique. La situation actuelle a amené les gouvernements à revoir leur stratégie concernant l'importance de la sécurité alimentaire, le contrôle des entités de production nationale et les liens commerciaux avec des partenaires responsables. Cette séance de travail vise à répondre à ces difficultés. Les membres du groupe examineront différentes approches pour atténuer l'insécurité alimentaire et détermineront quelles politiques commerciales contribueraient à équilibrer l'offre et la demande intérieures de produits alimentaires, pour améliorer la sécurité alimentaire en des temps de crise, actuels et futurs.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Keith Currie, Vice-President, Canadian Federation of Agriculture (CFA) • Egil Chr Hoen, Vice-President, Norwegian Farmers Union (NFU) • François-Xavier Mbabazi, CEO, INGABO Rwanda Farmers Union <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Beat Röösl, Head of International Affairs, Swiss Farmers Union (SFU)

28 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
37	D	Séance de travail	Reconstruire mieux: Construire un accès viable, durable et équitable aux technologies de la santé	Division de la propriété intellectuelle, des marchés publics et de la concurrence à l'OMC	<p>Même si les vaccins, outils de diagnostic et antiviraux contre la COVID-19 ont été développés et produits à une vitesse sans précédent, l'accès à ces technologies de la santé reste inégal à travers le monde. Qu'est-ce qui a été positif? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré dans le futur? Adoptant une vue panoramique – des stratégies de financement, aux mécanismes d'achats groupés, du transfert de technologie, de la diversification régionale des capacités de production et de l'assimilation – cette séance de travail s'appuiera sur des données d'expérience de la vie réelle provenant d'experts travaillant dans différents domaines. Les intervenants feront part de leurs perspectives sur la gestion des mécanismes régionaux d'achats groupés; le partage de la technologie et du secteur savoir-faire au niveau mondial; la R&D dans le secteur privé, les licences et la fabrication; et des éclairages et des analyses de la société civile. La séance de travail servira de plate-forme pour une discussion pratique, basée sur des faits, au sujet des enseignements tirés pour favoriser un accès durable et équitable aux technologies de la santé, y compris en soutenant des écosystèmes pour une R&D et des réseaux de production résilients, dans le cadre d'actions concrètes pour renforcer les systèmes de santé et stimuler une reprise durable et inclusive.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Esteban Burrone, Head of Policy, Strategy and Market Access, Medicines Patent Pool (MPP) • Stavros Nicolaou, Senior Executive for Strategic Trade Development, Aspen Pharmacare • Ellen 't Hoen, Director, Medicines Law & Policy <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Josefita Pardo de León, Special Coordinator for Trade and Public Health, Intellectual Property, Government Procurement and Competition Division, World Trade Organization (WTO)

28 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
38	E	Séance de travail	Données pour le bien public: Implications pour le commerce électronique à l'OMC	Public Services International (PSI) Tricontinental Centre (CETRI) Alliance Sud	<p>Les villes et les pays du monde entier utilisent la numérisation pour plus d'efficacité, de transparence et de participation, pour améliorer et développer l'accès à des services publics de qualité, et pour promouvoir l'innovation et la création d'emplois, tout cela en garantissant la protection de la vie privée et des droits civils dans la sphère numérique. Pour accomplir cela, de nombreux gouvernements utilisent des modèles participatifs basés sur la souveraineté technologique. Toutefois, certaines sociétés de technologies cherchent à conserver précieusement leurs droits pour contrôler la récolte, la transformation, le stockage et l'utilisation des données pour leur intérêt privé. Elles cherchent à faire cela en tant qu'aspect fondamental des nouvelles règles sur le commerce numérique dans le cadre des négociations sur le commerce électronique actuellement en cours à l'OMC ainsi que dans les accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Si les gouvernements cherchent à faire en sorte que la numérisation serve le bien commun en faveur des citoyens, peuvent-ils faire le commerce des droits de leurs citoyens concernant les données qu'ils produisent? La souveraineté technologique et les données pour le bien commun sont-elles une voie?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Deborah James, Director of International Programs, Center for Economic & Policy Research• Sofia Scasserra, Associate researcher, Transnational Institute (TNI)• Sanya Reid Smith, Legal advisor and senior researcher, Third World Network (TWN) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Africa Kiiza, Development Anthropologist, Africa

28 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
39	F	Séance de travail	Commerce x Technologie x Renforcement des capacités – On construit mieux ensemble	TCube Consulting LLP (TCube)	<p>La seule manière de reconstruire la résilience et la durabilité économique, avec plus de force après la COVID-19, est d'œuvrer ensemble. L'engagement de l'OMC en faveur d'un processus ouvert et inclusif pour le commerce, en vue d'une croissance et d'un développement durable, a été reconfirmé à la CM12. À l'évidence, la technologie jouera un rôle substantiel dans un système commercial multilatéral fondé sur des règles, non discriminatoire, ouvert, inclusif, équitable et transparent. Un renforcement des capacités axé sur les technologies devra être la pierre angulaire de cette action collaborative et inclusive, sans laquelle, reconstruire, avec les résultats de la CM12, restera superficiel. Le succès du renforcement des capacités axé sur les technologies dépendra du rôle central accordé au secteur privé, à travers des partenariats public-privé naturels et agiles, un engagement immersif des parties prenantes, y compris les PME vulnérables, et nécessitera de repenser les modèles de la coopération économique, pour incorporer le renforcement des capacités dans les accords commerciaux, pour des solutions sur mesures afin d'intégrer les groupes et les économies vulnérables dans le commerce mondial. Cette séance permettra d'élaborer une stratégie sur l'utilisation du commerce et de la technologie pour la coopération en faveur d'un renforcement des capacités efficace, pour mieux reconstruire ensemble.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Brendan Vickers, Advisor and Head, International Trade Policy Section, The Commonwealth Secretariat• Sean Doherty, Head, International Trade and Investment; Member of the Executive Committee, World Economic Forum (WEF)• Martina Francesca Ferracane, Research Fellow, European University Institute (EUI)• Pierre Sauvé, Senior Trade Specialist, Macroeconomics, Trade and Investment Global Practice, World Bank Group <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Pallavi Bajaj, Founder, TCube Consulting

28 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
40 	B	Atelier	Biens incorporels et leur participation croissante à la production de valeur dans le commerce international	<p>Cámara Argentina de Comercio y Servicios</p> <p>Chambre de commerce internationale - Argentine (ICC Argentina)</p> <p>Chambre de commerce internationale - Genève (ICC Genève)</p> <p>MercadoLibre S.A.</p> <p>Centre du commerce international (ITC)</p>	<p>L'atelier portera sur l'importance des biens incorporels dans le commerce international, en comparaison du commerce des marchandises. De plus, le groupe cherchera à mettre en avant la dimension des biens incorporels, proposera une adaptation des conditions réglementaires, de la méthode statistique, et analysera enfin son rôle en tant que dimension du mécanisme de la mondialisation économique.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Marcelo Elizondo, International Business Expert, Chair ICC Argentina• Anna Jankowska-Ericksson, Program Officer, International Trade Center (ITC)• François Martins, Director of Government Relations and Public Policy, MercadoLibre S.A• Valentina Rollo, Economist, International Trade Center (ITC) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Jaime Coghi Arias, Deputy Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Costa Rica to the World Trade Organization (WTO)

28 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
41 	A	Information session	Utiliser la Plate-forme ePing SPS et OTC pour naviguer dans le paysage réglementaire	Division du commerce et de l'environnement de l'OMC	<p>Les normes et les réglementations ont une incidence importante sur le commerce. Notifier sans délai les changements dans les prescriptions relatives aux produits est essentiel afin de maintenir les courants d'échanges, en particulier pour les PME. ePing est une plateforme numérique inclusive permettant de suivre l'évolution des prescriptions relatives aux produits, notamment celles axées sur l'environnement, innocuité des aliments ou la COVID-19. Le service d'alerte personnalisé d'ePing sur les modifications des règlements, pouvant nécessiter d'autres étiquettes, certificats ou ajustements dans la chaîne d'approvisionnement, présente notamment un intérêt particulier pour les exportateurs. Les Membres de l'OMC notifient tous les ans plus de 6 000 modifications de ce type au titre de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC). Les utilisateurs peuvent aussi suivre les sources de préoccupations à travers ePing et faire face aux obstacles au commerce potentiels à un stade précoce. Le système ePing est le fruit d'un partenariat interinstitutions entre l'OMC, l'ITC et le DAES. Venez découvrir comment ePing et sa nouvelle application sur smartphone aident et connectent entre elles les parties prenantes pour naviguer dans le paysage réglementaire. Plate-forme ePing SPS et OTC : https://eping.wto.org/</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rolando Alcala, Economic Affairs Officer, Agriculture and Commodities Division, World Trade Organization (WTO) • Serra Ayrál, Counsellor, Trade and Environment Division, World Trade Organization (WTO) • Úna Flanagan, Notifications Coordinator, Trade and Environment Division, World Trade Organization (WTO) • Ursula Hermelink, Head, Non-tariff Measures Programme, Trade and Market Intelligence Section, International Trade Center (ITC)

28 septembre 2022

12h45-14 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
42 	Salle des pas perdu	Rencontre avec l'auteur	Commentaries on World Trade Law	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>"Commentaries on World Trade Law" est un ouvrage de référence complet sur le droit de l'OMC qui explique les dispositions des Accords de l'OMC article par article, exposant l'interprétation de chaque article donnée dans la jurisprudence, dans la pratique et dans la doctrine. Cette deuxième édition intégralement révisée et actualisée rassemble les écrits de plus d'une centaine d'éminents universitaires et praticiens du monde entier ainsi que d'anciens membres de l'Organe d'appel. Pour permettre les meilleures recherches comparatives possibles, chacun des 392 articles suit une structure unique. Disponible en six volumes en version papier et dans une version en ligne conviviale, l'ouvrage offre aux juristes, aux praticiens du droit et aux étudiants en droit un accès sans précédent à des éclairages et à des faits nouveaux essentiels sur le droit commercial international.</p> <p>Auteurs:</p> <ul style="list-style-type: none">• Holger P. Hestermeyer, Co-Director, Centre for International Governance and Dispute Resolution (CIGAD)• Peter-Tobias Stoll, Professor & Co-director, Institute for International Law and European Law, University of Göttingen <p>Discutants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Agata Daszko, Research Fellow, Department of International Economic Law and Environmental Law, Georg-August-Universität Göttingen• Peter van den Bossche, Director of Studies, World Trade Institute, University of Bern

28 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
43	CR	Séance de travail	Des réformes apportant des transformations pour construire une économie du XXIe siècle compétitive	National Competitiveness Center (NCC)	<p>La "Vision 2030" de l'Arabie saoudite représente une prise de conscience concernant les défis concernant le commerce mondial, et les a transformé en des possibilités d'amélioration de l'inclusion et de la durabilité: • Au niveau mondial: o Transformation de l'Arabie saoudite en un pôle du commerce mondial et régional; connexion entre l'Est et l'Ouest, pour faciliter le commerce mondial o Refonte de sa stratégie logistique pour un commerce à grande échelle o Création de zones et pôles économiques o Investissent dans l'infrastructure numérique • Au niveau local – Mise en œuvre d'un modèle collaboratif avec le secteur privé et les organisations internationales pour développer des réformes: o Consultations continues sur les politiques o Amélioration de l'efficacité du service public o Ouverture du potentiel du pays en termes de commerce électronique o Réduction des frais généraux commerciaux au moyen des technologies numériques o Réformes socioéconomiques liées à l'inclusion et l'autonomisation des femmes o Développement des compétences et attraction des talents au niveau mondial Cette séance réunira un groupe de représentants du secteur public et du secteur privé. Les membres du groupe issus des gouvernements aborderont l'importance de l'agilité et de l'adaptabilité dans les politiques publiques. Ceux du secteur privé présenteront des cas de succès et des enseignements tirés et montrent comment diriger une collaboration public-privé efficace.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Eiman Al Mutairi, Vice Minister of Commerce and the CEO of the National Competitiveness Center (NCC), Ministry of Commerce / National Competitiveness Center• Abdulaziz Alhouti, Chief Investment Officer, Jahez International Company• Rebeca Grynspan, Secretary-General, United Nations Conference on Trade and Development• Matthew Stephenson, Head of Investment Policy and Practice, World Economic Forum• David Weller, Director of Economic Policy, Google <p>Modérateur:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Crispin Conroy, ICC Representative Director, and the ICC Permanent Observer to the United Nations, in Geneva, International Chamber of Commerce (ICC)
--	--	--	--	--	---

28 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
44	W	Séance de travail	L'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche: Que s'est-il passé à la CM12 et que nous réserve l'avenir?	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>L'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche, adopté à la douzième Conférence ministérielle (CM12) le 17 juin 2022, marque un grand pas en avant pour la durabilité des océans en interdisant les subventions à la pêche préjudiciables, facteur clé de l'épuisement général des stocks de poissons dans le monde. Cet accord constitue un résultat historique pour l'ensemble des Membres car il s'agit du premier objectif de développement durable (ODD) pleinement rempli, de la première cible des ODD atteinte grâce à un accord multilatéral, du premier accord de l'OMC axé sur l'environnement, du premier large accord multilatéral contraignant sur la durabilité des océans, et du deuxième accord seulement ayant été conclu à l'OMC depuis sa création. L'objectif de cette séance est de fournir une vue d'ensemble de l'Accord, en indiquant comment les Membres sont parvenus à ce résultat inédit, et à quoi le futur programme sur les subventions à la pêche à l'OMC pourrait ressembler.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Adamu Mohammed Abdulhamid, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the Federal Republic of Nigeria to the United Nations Office and other international organizations• Benedicte Fleischer, Minister Counsellor and Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of Norway to the World Trade Organization (WTO)• Pimchanok Pitfield, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Thailand to the World Trade Organization (WTO) and the World Intellectual Property Organization (WIPO)• Alice Tipping, Lead of Sustainable Trade and Fisheries Subsidies, International Institute for Sustainable Development (IISD) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Angela Ellard, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO)

28 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
45	S2	Séance de travail	Du libre-échange au commerce équitable: Les conséquences pour les PME dans les pays en développement	Mission permanente de la République du Ghana auprès de l'Office des Nations Unies et de ses agences spécialisées Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	<p>Les PME dans les pays en développement manquent de capacités pour participer aux normes durables volontaires et sont donc exclus des chaînes de valeur mondiales durables. Par conséquent, les demandes et les avantages liés aux normes durables et à la réglementation n'ont pas été équitablement répartis entre les économies industrialisées et les pays en développement. Les conséquences des lois sur l'obligation de vigilance peuvent donc être importantes pour les pays en développement qui pratiquent le commerce transfrontières, et elles pourraient même constituer un obstacle. De plus, le chevauchement potentiel et la fragmentation des prescriptions nationales relatives à la durabilité incitent à des partenariats au niveau mondial pour aligner les prescriptions nationales sur les normes internationales pour une cohérence réglementaire et l'assimilation des meilleures pratiques internationales. Les cadres relatifs à l'obligation de vigilance qui émergent pourraient aussi prévoir une assistance financière et technique pour les pays en développement, comme pour les accords commerciaux SPS et OTC. Ainsi, des initiatives ciblées pourraient répondre aux difficultés des pays en développement concernant le respect des normes commerciales et permettre de renforcer les capacités dans le secteur public et le secteur privé.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Afua Asabea Asare, Chief Executive Officer, Ghana Export Promotion Authority• Rita Brobey, Operations Manager and co-owner, Hendy Farms• Guggi Laryea, Senior Manager Stakeholder Engagement and Partnerships, AMFORI• Jack Steijn, Co-founder, Equipoise, the Netherlands <p>Modérateur:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Frank Van Rompaey, Representative to the UN and other international organizations in Geneva, United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)
--	--	--	--	--	---

28 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
46	S3	Séance de travail	Les femmes au cœur d'une reprise centrée sur l'humain pour un futur durable	Organisation of Women in Trade, Brussels (OWIT Brussels) Organisation of Women in Trade, United Kingdom (OWIT UK)	<p>L'industrie 4.0 a amené à beaucoup repenser les politiques en termes de professions, de travailleurs indépendants et de relations de travail, ainsi que d'équilibre vie privée-vie professionnelle. Cette situation a été exacerbée, en particulier par la COVID-19, qui a radicalement changé le monde, y compris nos vies professionnelles et a affecté le plus gravement les femmes, avec pour conséquence une aggravation des inégalités hommes-femmes. Les effets continus, à la fois de l'industrie 4.0 et de la crise liée à la COVID 19, représentent des difficultés et des possibilités, amenant les responsables de l'élaboration des politiques à naviguer dans ce contexte de manière attentive lors de la conception des politiques tenant compte de l'égalité hommes-femmes. Cette séance permettra d'examiner les éléments pouvant renforcer l'écosystème pour les femmes au cœur d'une reprise centrée sur l'humain, en vue d'un futur durable, tenant compte des liens cruciaux entre les politiques sociales, commerciales, financières, économiques et environnementales. Le groupe de travail comprendra des experts du Canada, de la Belgique, de l'Indonésie, du Mexique et du Royaume-Uni, qui partageront leurs expériences sur le terrain et fourniront des recommandations aux Membres de l'OMC pour accroître le rôle des femmes dans un futur durable.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Noreen Bourroughes, President, Organisation of Women in Trade (OWIT UK)• Berenice Rangel, Partner & Director Mexico, Latin America Invest Corp.• Martina Rogato, Co-Founder, ESG Boutique• Nadia Theodore, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Canada to the World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Mayra Souza, Board Member, Organisation of Women in Trade, Brussels (OWIT Brussels)

28 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
47	D	Séance de travail	Web 3.0 et métavers: En quoi la phase suivante de l'Internet peut-elle soutenir le développement équitable?	XR Association (XRA)	<p>Le rôle croissant des données et de la technologie a un impact palpable sur le commerce et le développement dans l'économie réelle. En particulier, le métavers a donné lieu à beaucoup de choses nouvelles, considéré comme le successeur de l'Internet mobile, de l'Internet immersif et de l'Internet décentralisé. Il fonctionne au moyen de dispositifs de réalité virtuelle/augmentée qui immergent les utilisateurs dans des espaces numériques, et bientôt d'une nouvelle génération de dispositifs qui font fusionner l'expérience physique et l'expérience numérique. Ces technologies émergentes peuvent bouleverser les modes traditionnels de commerce et de développement économique et offrir de nouvelles possibilités aux individus, aux entreprises et aux gouvernements. Comment les responsables de l'élaboration des politiques peuvent-ils exploiter cette révolution dans le développement de la technologie pour produire une croissance inclusive? Quelles normes et quels modèles de gouvernance devraient être en place pour débloquer leur potentiel? Ce groupe de travail réunit des experts mondiaux pour définir ces nouvelles technologies et examiner ce que le métavers signifiera pour l'économie mondiale, les accords commerciaux et l'OMC.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Cody Ankeny, Reality Labs Policy Manager, Meta• Emmanuelle Ganne, Senior Analyst, Economic Research Department, World Trade Organization (WTO)• Heidi Holman, Assistant General Counsel, Microsoft• Christian Perrone, Head of Rights, Technology, and GovTech, Instituto de Tecnologia e Sociedade do Rio de Janeiro (ITS Rio) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Elizabeth Hyman, Chief Executive Officer, XR Association (XRA)

28 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
48	E	Séance de travail	Le système de production agricole/d'élevage et le commerce en tant que partie de la solution au changement climatique	<p>Cámara Argentina de Comercio y Servicios</p> <p>Chambre de commerce internationale - Argentine (ICC Argentine)</p> <p>Chambre de commerce internationale (ICC)</p> <p>Chambre de commerce italienne en Argentine</p> <p>Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</p> <p>Association brésilienne des producteurs de riz (ABIARROZ)</p>	<p>Au cours de cette séance de travail, nous examinerons le rôle central et les avantages du système de production agricole/d'élevage et du commerce, dans le contexte de l'objectif de développement durable des Nations Unies n° 2 – Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ercole de Vito, Agri-food Lead and Head of Business Development and External Relations, International Chamber of Commerce (ICC) • Claudio Farabola, General Director, Italian Chamber of Commerce in Argentina • Ekaterina Krivonos, Senior Economist, Food and Agriculture Organization (FAO) • Carolina Matos, Export manager, Brazilian Rice Industry Association (ABIARROZ) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Marcelo Elizondo, International Business expert, Chair ICC Argentina

28 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
49	F	Séance de travail	Commerce des services, numérisation et reprise postpandémie	S.P. Jain Institute of Management & Research, Mumbai (SPJIMR) Örebro University School of Business (OUSB)	<p>Le commerce mondial des services a baissé de 20% en 2020, avec des différences importantes suivant les pays, les régions géographiques et les secteurs. Si la baisse a été corrélée positivement avec les taux de mortalité et la rigueur des mesures de confinement imposées résultant de la COVID-19, les pays ayant des politiques moins restrictives en matière de commerce numérique et plus de moyens de tirer parti de l'infrastructure des TIC ont fait état de baisses relativement plus faibles de leur commerce des services. Ainsi, la capacité de faire des transactions pour les services de façon numérique (commerce transfrontières ou selon le Mode 1) a permis aux pays d'atténuer les effets négatifs de la pandémie. Dans ce contexte, cette séance présentera quelques faits stylisés et corrélations sur la baisse du commerce des services observée pendant la pandémie; des études de cas dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services professionnels dans lesquels les pays sont passé au Mode 1 à d'autres modes de fourniture de services; permettra de réfléchir à la manière dont les TIC et l'intelligence artificielle peuvent transformer les marchés des services et leur résilience face aux chocs négatifs.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Martina Ferracane, Research Fellow, European University Institute, Florence• Patrik Karpaty, Associate professor, Örebro University School of Business (OUSB), Sweden• Hildegunn Kyvik Nordås, Visiting Professor, Örebro University School of Business (OUSB), Sweden• Pierre Sauvé, Senior Trade Specialist, World Bank Group, Geneva <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Anirudh Shingal, Associate Professor in Economics, S.P. Jain Institute of Management & Research, Mumbai (SPJIMR)

28 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
50  EN, FR	B	Séance de travail	Les initiatives liées à des déclarations conjointes sont elles un moyen d'avancer vers un système commercial mondial résilient et inclusif?	Faculty of Law, Auckland University, Nouvelle- Zélande (FoLUoA)	<p>La pandémie de COVID-19 a contribué à axer le débat sur les règles futures du commerce mondial et l'institution les définissant, ainsi que sur la nécessité de garantir un système commercial mondial durable, résilient et inclusif. Il existe différentes de visions de ce à quoi cela devrait ressembler. L'apparition des initiatives liées à des déclarations conjointes après la CM11 constitue un élément central concret pour ces discussion, y compris les priorités pour de nouvelles règles, le processus pour leur négociation et leur éventuelle adoption, et les conséquences pour l'OMC dans le futur. Cette séance reflètera ces différents éléments suivant diverses perspectives et les replacera dans le débat plus large de la réforme de l'OMC. L'objectif est de contribuer à centrer le débat sur la réforme de l'OMC au moyen d'exemples pratiques des déclarations liées à des initiatives conjointes.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Abhijit Das, Professor, Centre for WTO Studies (CWS), Indian Institute of Foreign Trade• Jane Kelsey, Professor Emeritus, Faculty of Law, University of Auckland, New Zealand• Vahini Naidu, Programme Coordinator, Trade for Development Programme, South Centre <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Caroline Khamati Mugalla, Executive Director, East African Trade Union Confederation (EATUC)

28 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
51 	A	Information session	"Ensemble de résultats de Genève" obtenu à la CM12: Réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19, y compris décision spécifique relative à l'Accord sur les ADPIC	Division de la propriété intellectuelle, des marchés publics et de la concurrence de l'OMC	<p>La douzième Conférence ministérielle de l'OMC a adopté deux résultats concernant la pandémie de COVID-19: une déclaration ministérielle sur la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19 et la préparation aux pandémies futures, et une décision spécifique relative à l'Accord sur les ADPIC. La Déclaration encadre une réponse générale à la pandémie au niveau de la politique commerciale, et appelle les organes de l'OMC à s'appuyer sur les enseignements tirés et les difficultés rencontrées pendant la pandémie, y compris s'agissant des restrictions à l'exportation, de la sécurité alimentaire, de la propriété intellectuelle, de la coopération en matière de réglementation, des services, de la classification tarifaire, du transfert de technologie, de la facilitation des échanges et de la transparence. La Décision sur les ADPIC offre aux Membres une base pour travailler ensemble à la diversification de la capacité de production de vaccins, en clarifiant les options qui s'offrent à eux en matière de politique de la propriété intellectuelle, y compris un éventail de mesures d'urgence, et en prévoyant une dérogation ciblée portant sur les problèmes spécifiques identifiés pendant la pandémie, en particulier pour la faciliter et simplifier les exportations de vaccins et approvisionner des programmes humanitaires. Cette séance sera l'occasion d'en savoir plus sur le contexte de l'obtention de ces résultats et sur leur importance pour les efforts internationaux déployés plus largement pour faire face à la COVID-19 et se préparer à de futures pandémies.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">Anabel González, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO)

28 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
52	W	Séance de travail	Renforcer la résilience, l'économie circulaire et une transition énergétique inclusive: En quoi la politique commerciale peut-elle être utile?	<p>Mission permanente de la Finlande auprès de l'Office des Nations Unies et des organisations internationales à Genève</p> <p>Mission permanente de la République du Ghana auprès de l'OMC et des autres organisations internationales à Genève</p>	<p>Atteindre des objectifs climatiques et renforcer une croissance durable nécessite une transition énergétique pour aller des systèmes énergétiques actuels basés sur les combustibles fossiles vers les énergies renouvelables et une grande efficacité énergétique. La transition énergétique vers une économie sobre en carbone, plus durable et circulaire nécessite un changement structurel et un vrai changement de paradigmes. Pour permettre cela, les politiques de commerce et d'investissement jouent un rôle clé, offrant aussi des possibilités pour plus de commerce et plus d'emplois durables. Plusieurs pays sont sur cette voie. L'Uruguay, par exemple, est en train de mettre en œuvre une importante transition énergétique, tandis que le secteur énergétique de la Finlande a sa propre feuille de route pour devenir circulaire, ce qui soutient l'objectif de neutralité du point de vue du carbone et de transformation en première société sans énergies fossiles d'ici à 2035. À mesure que les pays reconstruisent leurs économies après la pandémie, les solutions d'économie circulaire peuvent permettre plus de croissance plus durable et stimuler la transition vers des systèmes énergétiques durables. À la séance interactive et inclusive, les experts et les participants examineront comment les solutions d'économie circulaire peuvent contribuer à stimuler la transition énergétique et le rôle du commerce.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • José Luis Cancela, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Uruguay to the World Trade Organisation (WTO) and other International Economic Organizations • Johannes Lehken, Vice President Public Affairs, Neste • Joachim Monkelbaan, Climate Trade Lead, World Economic Forum (WEF) • Pasi-Heikki Vaaranmaa, Director, Trade Policy Unit, Ministry for Foreign Affairs of Finland <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Alice Tipping, Lead, Sustainable Trade, International Institute for Sustainable Development (IISD)
--	--	--	--	--	--

28 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
53	S1	Séance de travail	Tech, éthique, genre, innovation et l'économie	<p>Women at the Table</p> <p>Centre de recherches pour le développement international (CRDI)</p> <p>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)</p> <p>World Benchmarking Alliance - Digital Collective Impact Coalition (WBA - Digital CIC)</p> <p>UN Women Action Coalition for Technology & Innovation for Gender Equality (UN Women TIGE)</p>	<p>Tous les gouvernements du monde s'empressent de passer à la numérisation. C'est l'occasion de reconcevoir les systèmes pour un impact sur le XXI^e siècle. Notre séance explore différentes voies pour un futur commerce utilisant les technologies et tenant compte de l'égalité hommes-femmes, qui contribuera à remédier aux inégalités: • Les dirigeants (secteur privé) de World Benchmarking Alliance/Digital CIC incitent les investisseurs institutionnels et les sociétés de technologies du secteur privé à adopter des normes pour une intelligence artificielle éthique. • Les projets de GIZ Digi-Cluster, avec la nouvelle politique de développement international féministe assurent un futur numérique plus positif et inclusif. • LE CRDI, avec 11 pôles et laboratoires pour l'intelligence artificielle (AI) au service de l'aide au développement, dirigés par des Africains, prévoit de transformer l'AI en Afrique en vue de l'égalité, pour ne laisser personne derrière. • UN Women Generation Equality Action Coalition: Technology & Innovation for Gender Equality amène les femmes à atteindre tous les niveaux de technologie. • Plus récemment, création d'un guide sur le genre et l'innovation pour les défis liés à l'innovation technologique, conçu pour régler les problèmes révélés lors de la pandémie. Women at the Table assurera la modération.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Katie Clancy, Program Officer, Canadian International Development Research Centre (IDRC) • Alissa Frenkel, Advisor, Gender Digital Divide / Gender Focal Point, Global Program Digital Transformation, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) • Lourdes Montenegro, Digital Sector Lead, World Benchmarking Alliance (WBA) • Adriana Quiñones, Director a.i., UN Women Liaison Office, Geneva <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Caitlin Kraft-Buchman, CEO/Founder, Women at the Table / A+ Alliance Inclusive Algorithms

28 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
54 	S2	Atelier	Soutenir le rôle des petits exploitants dans le commerce: Comment rendre le commerce des produits agricoles plus équitable et plus durable	<p>Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)</p> <p>Centre mondial de surveillance continue de la nature du PNUE (PNUE-WCMC)</p>	<p>Un commerce durable des produits agricoles qui assure un revenu équitable aux agriculteurs tout en réduisant les impacts sur les forêts et la biodiversité est un sujet central et de premier plan. Toutefois, la transition nécessaire est entravée par des obstacles dans des domaines clés: données, traçabilité et normes; sensibilisation et capacités techniques; collaboration et approches participatives; et incitations à travers des politiques et des réglementations. Rejoignez-nous pour une discussion et une réflexion sur les moyens de lever ces obstacles, y compris la façon dont les travaux sur le commerce durable à l'OMC pourraient soutenir cela. La séance de l'atelier est organisée par le Pôle commerce, développement et environnement financé par UK Research and Innovation, qui est une collaboration axée sur l'impact, unique dans son approche consistant à relier les systèmes commerciaux internationaux aux impacts sociaux et environnementaux de manière interdisciplinaire. Nous utiliserons un documentaire original filmé par le TRADE Hub, qui porte sur le cacao et l'huile de palme au Cameroun, en tant qu'étude de cas pour l'atelier.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Marianne Kettunen, Senior Policy Advisor and Head of Partnerships, Forum on Trade, Environment & SDGs (TESS)• Jonas Ngouhouo-Poufoun, Scientist, International Institute of Tropical Agriculture (IITA), Cameroon <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Beatriz Fernandez, Associate Programme Management Officer, Environment and Trade, United Nations Environment Programme (UNEP)

28 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
55	S3	Séance de travail	Comment traiter les mesures établissant une différenciation entre les produits en fonction de la durabilité de leurs processus ou de leurs méthodes de production?	Veblen Institute for Economic Reforms	<p>La séance examinera le traitement par le système commercial multilatéral des mesures qui établissent une discrimination concernant les produits en fonction de la durabilité de leurs processus ou méthodes de production, qui peuvent avoir une incidence sur les activités commerciales. En particulier, comment cette question devrait-elle être traitée pour soutenir la transition vers une reprise durable conformément aux objectifs de développement durable inscrits dans les Accords de l'OMC? Cette question sera abordée sous le point de vue des pays en développement, des États qui réglementent, des ONG et des entreprises.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Stéphanie Noël, International Trade Lawyer, S. Noël Law Office• Luisa Santos, Deputy Director General, BusinessEurope• Xiangchen Zhang, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Stéphanie Kpenou, Advocacy Officer for Trade Policy Reform, Veblen Institute for Economic Reforms

28 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
56	D	Séance de travail	Nouvel éclairage sur l'évolution du cadre réglementaire pour le commerce des services numériques	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	<p>Les obstacles au commerce numérique peuvent affecter l'assimilation des nouvelles technologies, inhiber la concurrence et ralentir la croissance économique et la reprise. Comprendre la nature et l'évolution de ces obstacles est donc essentiel pour veiller à ce que le commerce électronique fonctionne pour tous. Les efforts récents pour mesurer l'environnement réglementaire affectant le commerce numérique, y compris l'Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE, ont montré que les mesures qui affectent le commerce numérique sont en hausse et qu'il y a une grande hétérogénéité entre les régions. S'inspirant des travaux entrepris avec trois commissions régionales de l'ONU (CEPALC, CESAP et CEA), cette séance présentera de nouvelles réflexions sur la nature, l'évolution et les moteurs du caractère restrictif pour le commerce numérique en Amérique du Nord, en Europe, en Asie-Pacifique, en Afrique et en Amérique Latine.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Witada Anukoonwattaka, Economic Affairs Officer, United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (UNESCAP)• Hildegunn Kyvik Nordås, Visiting Professor, Örebro University• Simon Mevel, Economic Affairs Officer, United Nations Economic Commission for Africa (UNECA)• Tiffany Smith, Vice President, Global Trade Policy, National Foreign Trade Council (NFTC) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Janos Ferencz, Trade Policy Analyst, Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)

28 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
57 	E	Podcast	Trade Winds, avec Cecilia Malmström	Peterson Institute for International Economics (PIIE)	<p>OMC – prochaines étapes ? À la surprise générale, la douzième Conférence ministérielle de l'OMC, qui s'est tenue en juin dernier, a permis de remporter des succès importants. Des décisions ont été prises sur une dérogation concernant les brevets pour les vaccins, sur les subventions à la pêche et sur le contrôle des exportations. Les Ministres sont aussi convenus de lancer un processus de réforme de l'ensemble de l'Organisation. Ces décisions étaient importantes, mais il faut maintenant les concrétiser: les difficultés commencent... En direct du Forum public de l'OMC à Genève, nous demandons à des diplomates de nous parler des tâches les plus importantes à venir.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• George Mina, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Australia to the World Trade Organization (WTO)• Mikael Anzén, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Sweden to the World Trade Organization (WTO)• Usha Chandnee Dwarka-Canabady, Ambassador and Permanent Representative, Permanent Mission of the Republic of Mauritius to the United Nations Office at Geneva• Alexandre Parola, Ambassador and Permanent Representative, Permanent Mission of Brazil to the World Trade Organization (WTO) and other international organizations in Geneva <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Cecilia Malmström, Nonresident Senior Fellow, Peterson Institute for International Economics (PIIE)

28 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
58	F	Séance de travail	Quel rôle le commerce et l'investissement devraient-ils jouer dans la réalisation du développement durable?	Trade Justice Movement (TJM) Traidcraft Exchange (TX) Bond	<p>Alors que les pays font face à trois crises, la COVID 19, le changement climatique et les inégalités croissantes, une tendance prend de l'ampleur, visant l'obtention de résultats en matière d'engagements de développement qui fournissent des solutions "gagnant-gagnant". Une approche de plus en plus populaire consiste à placer le commerce et l'investissement au cœur des travaux de développement. Même s'il ne fait aucun doute que nous avons besoin d'investissements colossaux pour répondre aux défis mondiaux et que le commerce et l'investissement ont un rôle à jouer, l'accroissement du commerce et de l'investissement ne conduit pas nécessairement à des résultats positifs pour les communautés les plus pauvres. Cette séance vise à aider les participants à comprendre certains des principaux défis que nous relever pour faire en sorte que le commerce et l'investissement apporter des résultats positifs en matière de développement.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Stephanie Draper, Chief Executive, Bond• Katie Gallogly-Swan, Economic Affairs Officer, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)• Lloyd Russell-Moyle, Member of Parliament, UK Parliament• Ranja Sengupta, Senior Researcher and Coordinator, Third World Network (TWN) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Carolyn Deere Birkbeck, Director, Forum on Trade, Environment and the SDGs (TESS)

28 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
59 	B	Atelier	Définir le futur du commerce par un dialogue structuré renforcé entre l'OMC et les entreprises	Confédération des entreprises suédoises (SN) Fédération des industries allemandes (BDI)	<p>L'OMC a un rôle important à jouer dans la reprise économique postpandémie. Pour un effet maximal, le corpus de règles de l'OMC doit être modernisé. Pour définir le futur du commerce (le sous thème de la séance) et moderniser le corpus de règles, les entreprises et l'OMC ont besoin d'un dialogue plus intense et plus structuré. Après tout, ce sont les entreprises, et non les pays, qui pratiquent le commerce transfrontières. Une vaste coalition d'associations professionnelles de différents pays de six continents a présenté récemment cinq propositions sur la manière de renforcer l'engagement des entreprises à l'OMC. Rejoignez-nous pour examiner comment la communauté mondiale des affaires peut contribuer davantage aux travaux de l'OMC pour adapter les règles du commerce multilatéral à la réalité du commerce au XXIe siècle.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rajesh Aggarwal, Director for Division of Market Development, International Trade Centre (ITC)• Henrik Isakson, Director for Trade Policy, Confederation of Swedish Enterprise• Constanza Negri Biasutti, Head of Trade Policy and International Integration, Brazilian National Confederation of Industry (CNI)• Bettina Waldmann, Ambassador, Alternate Permanent Representative and Head of WTO Unit, Permanent Mission of the Federal Republic of Germany to the International Organizations at Geneva <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Matthias Krämer, Head of Department, External Economic Policy, The Federation of German Industries (BDI)

28 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
60 	A	Séance de travail	Pouvons-nous faire progresser le rendement énergétique des produits et la durabilité tout en évitant les obstacles techniques au commerce?	Association des technologies grand public (CTA)	<p>Cette séance permettra de définir une voie possible pour faire progresser le rendement énergétique des produits des TIC tout en évitant les obstacles non tarifaires au commerce qui résultent de politiques et programmes nationaux et régionaux non alignés. Réduire ces obstacles au commerce dans les produits des TIC aide à faire en sorte que tous les pays, entreprises et individus puissent bénéficier des avantages de l'ère numérique. Les groupes de parties prenantes clés – industries, responsables de l'élaboration des politiques, ONCG, organismes chargés de l'élaboration des normes et organisations internationales – ont des rôles à jouer pour améliorer le paysage actuel dans ce royaume de la durabilité environnementale.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Neha Dhingra, Senior Manager, India Program, CLASP• Stephen Kho, Partner, Akin Gump• Ashanti Mbanga, Programme Manager, Energy Efficiency Appliance Standards and Labelling, South African National Energy Development Institute (SANEDI)• Tom Moriarty, Regulatory Senior Principal Engineer, Dell Technologies <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Douglas Johnson, VP, Emerging Technology Policy, Consumer Technology Association (CTA)

28 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
61	W	Séance de travail	Comment le commerce peut-il favoriser des voies d'adaptation et de transition vers un futur sobre en carbone?	Groupe de la Banque mondiale Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Le commerce relatif à la transition vers de faibles émissions de carbone nécessite une compréhension profonde de plusieurs aspects, par exemple ce qui fera l'objet du commerce, sur la base de l'évolution des goûts et des préférences des consommateurs; la manière de faire du commerce, sur la base de l'intensité en termes de carbone des réseaux de transport et de distribution; et la question de savoir avec qui on commerce, sur la base des politiques commerciales et liées au changement climatique émergentes adoptées par les marchés. Cette séance vise à éclairer tous ces aspects tout en mettant l'accent sur les réformes matérielles et immatérielles nécessaires pour garantir une compétitivité au niveau du carbone et faciliter l'adaptation et la résilience qui est nécessaire pour limiter les impacts en termes de changement climatique. Pour comprendre les incidences sociales qui doivent être prises en considération lors de la conception de politiques inclusives, cette séance présentera aussi des résultats estimés concernant les incidences en matière de répartition des politiques commerciales et liées au changement climatique émergentes.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Aashish Chandorkar, Counsellor, Indian Mission to the WTO• Joy A. Kim, Acting Head, Economic and Trade Policy Unit, United Nations Environment Programme (UNEP)• Pierre Sauvé, Senior Trade Specialist, World Bank Group, Geneva• Gabriela Wurcel, Multilateral Affairs Director, FMC <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Aik Hoe Lim, Director, Trade and Environment Division, WTO

28 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
62	S1	Séance de travail	S'appuyer sur le commerce face aux défis géopolitiques	Conseil national du commerce extérieur (CNCE)	<p>La pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont amené les responsables de l'élaboration des politiques du monde entier à chercher des outils pour favoriser une reprise économique rapide tout en adoptant des mesures pour contribuer à mieux protéger leurs économies en cas de crises futures. Face à la hausse de l'inflation, aux perturbations des chaînes de valeur, aux tensions géopolitiques et à la crise de santé publique en cours, certains gouvernements appliquent des mesures comme des droits de douane plus élevés, des restrictions à l'exportation, des appels en faveur des acteurs locaux, des prescriptions concernant la teneur en éléments nationaux, et des contrôles renforcés de l'investissement pour protéger leurs économies nationales. Cette séance permettra d'étudier les enseignements tirés à la suite de la pandémie de COVID pour faire valoir que des politiques commerciales courageuses sont fondamentales pour une reprise économique durable et inclusive et que le système commercial multilatéral fondés sur des règles peut contribuer à une pérennité face à la prochaine crise.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Anabel González, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO)• Marion Jansen, Director, Trade and Agriculture Directorate, Organization for Economic Cooperation and Development (OECD)• Mario Palacios, Senior Director, Government Affairs and Head of International Trade Policy, Applied Materials• Alexandre Parola, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Brazil to the World Trade Organization (WTO) and other international organizations in Geneva <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Susan Schwab, Ambassador, Strategic Advisor and former United States Trade Representative, Mayer Brown, LLP

28 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
63	S2	Séance de travail	Négociateurs pour le climat et le commerce: Unir nos efforts en vue d'une agriculture résiliente et durable	<p>Mission permanente du Royaume des Fidji auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève</p> <p>Consumer Unity & Trust Society International, Genève (CUTS International)</p>	<p>Le secteur de l'agriculture a été confronté à de profondes crises sous plusieurs formes, allant de la pandémie de COVID-19 à la guerre en Ukraine, aggravée par les effets bien connus du changement climatique sur les chaînes de valeur agricoles à travers le monde. Le secteur agricole a besoin d'une meilleure résilience, pour garantir une production et une distribution équitables et durables des produits alimentaires, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés. À la fois les responsables de l'élaboration des politiques et les négociateurs pour le commerce et le changement climatique ont l'agriculture dans leur programme: Il est essentiel pour eux de ne pas agir en silos et de rester informés des efforts entrepris par les autres, afin d'éviter les chevauchements et les contradictions entre les uns et les autres, dans le cadre de l'OMC et de la CCNUCC, respectivement. Cette séance de travail aura pour but d'informer sur l'état d'avancement des travaux dans les deux instances et de proposer des moyens pour que les domaines du climat et du commerce s'associent en vue d'une agriculture plus résiliente, axée sur le développement et durable.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mikael Anzén, Ambassador Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Sweden to the World Trade Organization (WTO) • Ahmad Mukhtar, Senior Economist, Regional Office of the FAO for Near East and North Africa, Cairo, Egypt • Miho Shirotori, Acting Director of the Division on International Trade and Commodities (DITC), United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) • José Valencia, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Ecuador to the World Trade Organization (WTO), United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and other economic international organizations <p>Modérateur:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Rashid S. Kaukab, Executive Director, CUTS International, Geneva
--	--	--	--	--	--

28 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
64	S3	Séance de travail	Soutenir l'internationalisation des micros, petites et moyennes entreprises (MPMEs) après le Covid-19: contribution des pays à travers la facilitation des échanges	Conseil National des Chargeurs du Cameroun CNCC	<p>Les micros, petites et moyennes entreprises (MPMEs) sont considérées dans les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement comme des moteurs de croissance, d'innovation et de création d'emplois. Cette place importante des MPMEs dans l'économie n'est pas sans défis, ce qui limite le potentiel de ces acteurs des économies en développement. Malgré leur vulnérabilité et face aux exigences liées aux questions de l'environnement et du développement durable, l'internationalisation telle que démontrée par le projet « SheTrades » de ITC reste un enjeu important pour les MPMEs. L'objectif de cette séance de travail est de montrer comment l'utilisation de la technologique peut contribuer à la performance des PME. Les participants pourront examiner comment les MPMEs peuvent tirer parti de l'appui des technologies innovantes pour accroître leur participation aux chaînes de valeurs mondiales et combler les écarts de développement observés.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Sara. S Ashour, Trade Policy Analyst and Negotiator, Ministry of Trade and Industry Cairo, Arab Republic of Egypt• Tobie Mvondo Ekanga, Représentant du Conseil National des Chargeurs du Cameroun à Paris, Conseil National des Chargeurs du Cameroun (CNCC)• Jacqueline Salguero Huaman, Associate Programme Officer, International Trade Centre (ITC) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Angèle Marthe Dooh Ebelle épouse Moudissa, Sous-directeur de la Facilitation des Echanges/Deputy director of trade Facilitation, Conseil National des Chargeurs du Cameroun (CNCC)/Cameroon National Shippers Council (CNSC)

28 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
65	D	Séance de travail	Subventions à la pêche et développement durable: Assumer le mandat	Pacific Network on Globalisation (PANG) Handelskampanjen	<p>L'objectif de développement durable 14.6 a clairement donné à l'OMC pour mandat d'agir sur la question des subventions à la pêche tout en respectant le mandat du traitement spécial et différencié afin de protéger les intérêts des petits pêcheurs dans les pays en développement et les pays les moins avancés. Toute intervention collective dans le domaine du commerce durable qui a trait aux subventions à la pêche doit être calibrée de sorte à permettre aux pays en développement, aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires de développer et de soutenir leurs branches de production nationales tout en tenant compte de la nécessité d'abaisser le niveau des subventions à la pêche qui ne sont pas viables. Cette séance examinera un résultat relatif aux subventions à la pêche et présentera des points de vue de communautés côtières affectées, des représentants de la société civile et des fonctionnaires chargés des questions commerciales examineront si le mandat pour les subventions à la pêche est respecté ou non.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Helene Bank, General Secretary, Handelskampanjen• Mere Falemaka, Ambassador, Pacific Islands Forum• Peter Lunenborg, Senior Researcher, South Centre• Alieu Sowe, Coordinator, Gambia Fisher Folks Association <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Adam Wolfenden, Campaigner, Pacific Network on Globalisation (PANG)

28 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
66 	E	Séance de travail	Dessiner le futur d'une politique commerciale numérique pour une croissance inclusive	techUK	<p>En l'espace de quelques années, les technologies numériques ont transformé notre façon de faire du commerce. Avec la circulation transfrontières des données, l'utilisation des technologies numériques pour les paiements ou la fourniture de services à travers l'économie de plate-forme, le commerce a été profondément transformé. En même temps, les obstacles au commerce numérique continuent d'exister et, dans certains domaines, augmentent. Plusieurs pays ont cherché à y remédier dans le cadre d'accords bilatéraux ou régionaux sur l'économie numérique, qui couvrent la coopération réglementation dans des domaines comme la sécurité en ligne, la concurrence et la confidentialité des données. Le fossé qui se creuse entre les pionniers de la politique commerciale numérique et le reste du monde risque de mettre à mal la promesse de la technologie qui était d'assurer une croissance inclusive pour tous. Cette séance explorera les liens entre les politiques de commerce et de développement en mettant l'accent sur la technologie et les initiatives politiques à mettre en place pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Pallavi Bajaj, Founder, TCube Consulting• Amar Breckenridge, Senior Associate, Frontier Economics• Jaime Coghi Arias, Deputy Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Costa Rica to the World Trade Organization (WTO)• Eunice Huang, Head of APAC Trade Policy, Google <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Sabina Maria Ciofu, Associate Director - International, techUK

28 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
67	F	Séance de travail	Le commerce et la santé après la COVID-19: La dimension des services	WTI Advisors (WTIA)	<p>Cette séance a pour but de discuter de la manière dont le commerce et l'investissement dans les services de santé pourraient être améliorés pour mieux faire face à la pandémie actuelle ou à celles à venir. Jusqu'à présent, le secteur des services de santé a été le moins ouvert de tous les secteurs de services à l'OMC, de nombreux Membres n'ayant aucun engagement à cet égard. Pourtant, beaucoup de choses pourraient être faites pour permettre un meilleur accès aux soins médicaux pendant une pandémie, comme les téléconsultations, le mouvement temporaire des professionnels de la santé, la libéralisation des services d'assurance, la numérisation des systèmes de santé. Les membres du groupe examineront de plus près les différents types de restrictions ainsi que les mesures pertinentes qui peuvent être adoptées de manière temporaire, à court terme, ou de manière permanente pour renforcer la résilience du système de santé aux niveaux national, régional et mondial.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Alain Labrique, Director for the Department of Digital Health and Innovation, World Health Organization (WHO)• Joscelyn Magdeleine, Counsellor, Services Division, World Trade Organization (WTO)• Karen Muramatsu, Consultant, Global Trade and Regional Integration Unit, World Bank• Hannes Schloemann, Director, WTI Advisors <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Hadil Hijazi, Director, WTI Advisors

28 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
68  EN, FR	B	Séance de travail	Négociations des règles multilatérales sur la facilitation des investissements: Peuvent elles contribuer à un avenir durable?	Arab NGO Network for Development (ANND)	<p>Un certain nombre de Membres de l'OMC sont engagés dans une initiative plurilatérale visant à négocier de nouvelles règles sur la facilitation des investissements. Cette initiative est présentée comme visant à renforcer l'investissement pour le développement durable. Cette séance analysera un certain nombre de disciplines négociées dans le cadre de cette initiative, notamment celles qui traitent des prescriptions en matière de transparence et de notification, de l'administration des autorisations et des mesures relatives aux investissements, des systèmes de redevances liées aux investissements, du traitement spécial et différencié, du règlement des différends et des interactions des règles proposées avec les accords internationaux d'investissement existants. Des intervenants ayant différentes perspectives prendront part à cette discussion, notamment des représentants des gouvernements, des milieux universitaires et de la société civile. Ils examineront comment les règles proposées abordent les questions de développement durable et de durabilité des investissements et comment elles interagissent avec la politique gouvernementale et la marge de manœuvre réglementaire, notamment en ce qui concerne la préparation aux pandémies et aux crises.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Nathalie Bernasconi, Executive Director of IISD Europe, International Institute on Sustainable Development (IISD)• Jane Kelsey, Professor Emeritus, Faculty of Law at the University of Auckland• Sunday Ogwuche, Counsellor, Permanent Mission of Nigeria to the World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Kinda Mohamadieh, Senior researcher and legal advisor, Third World Network (TWN)

29 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
69	CR	Table ronde de haut niveau	Établir un programme sur le commerce pour un avenir durable	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>La crise climatique est la plus grande menace pour la prospérité mondiale et parvenir à une réduction réelle des émissions de gaz à effet de serre sera l'un des plus grands défis de l'humanité. Comment le commerce peut-il faire partie de la solution? Ce débat réunira des représentants de premier plan d'organisations internationales, du secteur privé et des milieux universitaires, qui discuteront de la manière dont le commerce peut accélérer la transition vers un avenir de neutralité carbone. Le groupe d'experts discutera de la manière de renforcer les règles commerciales pour relever les défis environnementaux auxquels le monde est confronté. Les intervenants discuteront aussi de la nécessité d'une approche coordonnée parmi les gouvernements, les entreprises et la société civile pour promouvoir une reprise verte, et de la manière dont l'OMC peut coordonner ces efforts.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Pamela Coke-Hamilton, Executive Director, International Trade Centre (ITC)• H.E. Josefa Leonel Correia Sacko, Commissioner for Rural Economy and Agriculture, African Union Commission• Clea Kaske-Kuck, Director for Policy, Advocacy and Member Mobilization, World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)• Prasoon Kumar, Co-Founder and CEO, BillionBricks• Landry Signé, Executive Director & Professor, Thunderbird School of Global Management <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Gabriela Frías, Anchor, CNN en Español

29 septembre 2022

10h30-11h30

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
70 	CR	Table ronde de haut niveau	Percer dans les secteurs traditionnellement masculins	Centre du commerce international ITC	<p>Les secteurs les plus rentables au monde concernent les domaines des disciplines STEM, de l'automobile, de l'aérospatiale, des activités manufacturières et de la finance – mais ils sont aussi majoritairement masculins.</p> <p>Organisée par l'ITC et l'OMC en collaboration avec l'Institute of Export and International Trade du Royaume-Uni, cette séance met sous le feu des projecteurs les parcours exaltants de trois dirigeantes qui, envers et contre tout, se sont fait leur place dans les secteurs des noix de cajou, de la fabrication au laser et des sciences et de la technologie sur trois continents.</p> <p>À la fin de la séance, les participants auront une meilleure compréhension des obstacles uniques auxquels se heurtent les femmes et se rendront compte qu'il est indispensable que des femmes aient des places de dirigeantes dans ces domaines pour que l'économie que nous reconstruirons après la pandémie soit inclusive.</p> <p>Remarques liminaires:</p> <ul style="list-style-type: none">• Pamela Coke-Hamilton, Executive Director, International Trade Centre (ITC) <p>Remarques liminaires:</p> <ul style="list-style-type: none">• Dr. Ngozi Okonjo-Iweala, Director-General, World Trade Organization (WTO) <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Marco Forgione, Director General, UK Institute of Export & International Trade• Jessica Madrid Lugo, CEO and General Manager, Laser Manufacturing• Dr. Malika Meddahi, Deputy Director for Accelerators and Technology, European Organization for Nuclear Research (CERN)• Salma Seetaroo, CEO, Cashew Coast

					<p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Anna Zaleski Mori, Head of Partnership and Programme Officer, SheTrades Initiative, International Trade Centre (ITC)
--	--	--	--	--	--

29 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
71	W	Séance de travail	Les technologies de l'industrie 4.0 et les services à valeur ajoutée: Possibilités et défis pour les PMA	Mission permanente du Royaume du Cambodge auprès de l'OMC et des autres organisations internationales Consumer Unity & Trust Society International, Genève (CUTS International)	<p>Les intrants de services jouent un rôle de plus en plus important dans le secteur manufacturier mondial en contribuant à l'ajout de valeur dans tous les secteurs. La pandémie de COVID 19 a mis en évidence le rôle crucial que les technologies de l'information et de la communication et les services informatiques jouaient dans la facilitation du commerce mondial. Elle a également révélé que l'intégration des technologies et de l'innovation dans les services financiers, les services de transport et les services logistiques serait essentielle pour la reprise et le renforcement des capacités de production. Par conséquent, l'intégration de nouvelles technologies dans les services à valeur ajoutée des PMA peut favoriser la croissance de la production et des exportations, car les services à valeur ajoutée de ces pays représentaient 44,62% de leur PIB en 2020, selon la Banque mondiale, et 39% de la valeur ajoutée totale de leurs exportations. Cette séance de travail mettra en lumière les défis et les possibilités liés à l'intégration des technologies de l'industrie 4.0 dans les services à valeur ajoutée des PMA et examinera les moyens d'aider ces pays à profiter des avantages de l'ère numérique en vue d'une intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Jeremy Green, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of Australia to the World Trade Organization (WTO)• Yasmin Ismail, Programme Officer, CUTS International Geneva• Long Kevichet, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the Kingdom of Cambodia to the World Trade Organization (WTO) and other International Organizations• Shamika N. Sirimanne, Director of the Division on Technology and Logistics, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Rashid S. Kaukab, Executive Director, CUTS International, Geneva

29 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
72	S1	Séance de travail	Permettre un commerce durable et inclusif: des solutions en matière de science des données pour des partenariats public-privé et des mécanismes novateurs pour la transparence	<p>ETH Zurich</p> <p>Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ)</p> <p>Université des sciences appliquées de Zurich (ZHAW)</p> <p>The Yield Lab Institute (YLI)</p>	<p>Pour transformer l'ambition d'une reprise durable et inclusive en action concrète, les décideurs doivent obtenir et traiter de manière systématique des données allant au-delà de leurs domaines habituels. Si le lien entre les chaînes d'approvisionnement et les effets sur l'environnement est transparent, les gouvernements peuvent savoir quels sont les biens, les services et les connaissances nécessaires à la reprise, ou comment faire en sorte qu'il soit plus facile d'y accéder. De même, pour que les entreprises puissent s'adapter à un avenir à faibles émissions de carbone, elles doivent comprendre les risques associés aux trois crises planétaires et les tendances du commerce en faveur d'une action verte. Cette séance traduira les besoins des parties prenantes en questions relevant de la science des données en vue de la création d'écosystèmes commerciaux reposant sur le numérique et de la conception de mécanismes de transparence. Cela clarifiera les besoins des utilisateurs pour ce qui est de relier la surveillance de l'environnement, la traçabilité des chaînes de valeur et la transparence des politiques économiques dans le cadre de flux d'informations au service du climat, de la nature et de la gouvernance du commerce. Des solutions pratiques seront ensuite présentées sous la forme de démonstrations de cas d'utilisation de systèmes de données, d'une analyse de la faisabilité commerciale et de recommandations de politique générale.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Brandon Day, Chief Operating Officer, The Yield Lab Institute (YLI) • Simon Evenett, Professor of International Trade and Economic Development, University of St Gallen • Michal Nachmany, Founder and CEO, Climate Policy Radar • Ce Zhang, Assistant Professor in Computer Science, ETH Zurich <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Yaxuan Chen, Senior Consultant, United Nations Environment Programme (UNEP)
--	--	--	--	--	---

29 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
73	S2	Séance de travail	Réduire les disparités entre les genres: le rôle des technologies numériques et de la politique commerciale	Subsecretaria de Relaciones Económicas Internacionales de Chile SUBREI	<p>La pandémie de COVID-19 a approfondi les disparités entre les genres à l'échelle mondiale, ce qui a conduit les pays à redoubler d'efforts pour parvenir à une reprise économique durable et résiliente. Cette table ronde vise à: 1) analyser l'incidence des technologies numériques pour une reprise inclusive et résiliente; 2) analyser les défis en matière d'égalité des genres et de commerce à relever pour réduire la fracture numérique, en particulier ceux qui ont trait à la promotion du commerce international et à l'élaboration de programmes propres à favoriser la numérisation des entreprises dirigées par des femmes; et 3) échanger des expériences sur la conception et la hiérarchisation d'outils et de politiques qui appuient la revitalisation des entreprises dirigées par des femmes et contribuent à la fois à atténuer les effets négatifs que la pandémie a eus sur elles et à renforcer les effets positifs possibles à l'aide d'un programme sur le commerce plus inclusif et plus résilient.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Simón Accorsi, Research Director, Subsecretaria de Relaciones Económicas Internacionales de Chile (SUBREI)• Clare Kelly, Ambassador Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of New Zealand to the World Trade Organization (WTO)• Simonetta Zarrilli, Chief of the Trade, Gender and Development Programme, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Patricia Benedetti, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of El Salvador to the World Trade Organization (WTO)

29 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
74	S3	Séance de travail	Faciliter l'investissement comme moteur de la croissance verte	Ministère fédéral allemand des affaires économiques et de la lutte contre le changement climatique (BMWK)	<p>À l'échelle mondiale, l'investissement étranger direct (IED) a chuté de 35% en 2020 pendant la pandémie de COVID 19, mais il a rebondi depuis, de 77%, majoritairement à destination des marchés développés. Des capitaux sont disponibles, mais ils ne vont pas là où ils font le plus défaut, et cela risque de se traduire par une reprise à deux vitesses, au détriment des plus pauvres. Un IED vert est particulièrement nécessaire pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) dans les pays en développement dont les ressources propres sont moins abondantes. Les secteurs public et privé sont très désireux de développer l'IED vert, mais il faut pour cela mieux comprendre quels sont les catalyseurs et partenariats idoines, y compris des mesures spécifiques et ciblées de facilitation de l'investissement. Cette séance de travail a pour but d'identifier les mesures gouvernementales qui ont le plus fort impact à cet égard. Ces mesures pourraient être soutenues par un futur accord de l'OMC sur la facilitation de l'investissement pour le développement, en particulier au niveau des modalités de mise en œuvre.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Khalid Alaamer, Investment Policy Analyst, World Economic Forum (WEF)• Achim Hartig, Managing Director Investor Consulting, Germany Trade and Invest (GTI)• Mujtaba Piracha, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the Islamic Republic of Pakistan to the World Trade Organization (WTO)• Enja Sæthren, Head of Government Affairs and Support Mechanisms, Scatec <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Gerlind Heckmann, Deputy Director, Federal Ministry of Economic Affairs and Climate Action (BMWK)

29 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
75	D	Séance de travail	La politique commerciale des États-Unis, l'OMC et la redéfinition des priorités commerciales	Conseil des relations extérieures (CFR)	<p>Le régime commercial international doit-il être entièrement repensé? Les Membres de l'OMC sont aux prises avec plusieurs problèmes pressants qui se trouvent au cœur des défis commerciaux modernes: le changement climatique, la fracture numérique et la nécessité de rendre le système commercial plus inclusif dans l'intérêt de tous. Mais les efforts déployés à cet égard sont en grande partie tombés au point mort alors que les États-Unis peinent à définir leur politique commerciale et le rôle que l'OMC a à y jouer. Quelles sont les priorités commerciales des États-Unis et comment affecteront-elles les efforts visant à réformer l'OMC? La politique commerciale des États-Unis après Trump peut-elle relever les anciens défis et répondre aux nouvelles préoccupations commerciales? À quoi ressemblent des règles commerciales centrées sur les travailleurs, et comment intégrer au mieux les questions relatives au travail dans le régime commercial? Rejoignez-nous pour une discussion animée sur ces questions, entre autres.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Kathleen Claussen, Professor of Law, University of Miami• Jennifer Hillman, Professor from Practice, Georgetown Law Center• Alan Wolff, Distinguished Visiting Fellow, Peterson Institute for International Economics <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Inu Manak, Fellow for Trade Policy, Council on Foreign Relations (CFR)

29 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
76	E	Séance de travail	Accords régionaux, ZLECAf et pays vulnérables: quelles réformes opérer à l'OMC?	Africa Trade Network (ATN) Southern and Eastern Trade Information and Negotiation Institute (SEATINI-Ouganda)	<p>Les accords commerciaux régionaux tels que celui qui porte création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) doivent être compatibles avec les règles de l'OMC. La disposition pertinente habituellement invoquée est l'article XXIV du GATT, qui exige la libéralisation de l'essentiel des échanges commerciaux. Dans le Cadre de la ZLECAf, cela a été interprété comme signifiant la libéralisation de 90% du commerce des marchandises. Pour les PMA africains, cela a posé deux problèmes. Non seulement ils sont tenus de libéraliser davantage que dans le cadre de l'OMC, mais cette libéralisation les expose à des pertes économiques au profit des pays en développement voisins. La capacité des PMA Membres de tirer parti de la ZLECAf est donc mise en question. Les tentatives visant à rectifier cette situation en appliquant d'autres dispositions de l'OMC n'ont pas non plus emporté l'adhésion en raison de limitations intrinsèques. À mesure que de nouveaux protocoles seront négociés, cette tension entre une libéralisation durable qui préserve les droits des PMA et la compatibilité avec les règles de l'OMC deviendra à coup sûr plus marquée.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Tetteh Hormeku-Ajei, Head of Programmes, Third World Network-Africa (TWN-Africa)• Xolelwa Mumbi-Peter, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the Republic of South Africa to the United Nations Office and other International Organizations at Geneva• Vahini Naidu, Programme Coordinator of the Trade for Development Programme, South Centre, Geneva• Jane Nalunga, Expert on trade, fiscal and investment related issues, Southern and Eastern Trade Information and Negotiation Institute (SEATINI-Uganda) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Wullo Sylvester Bagooro, Programme Officer, Africa Trade Network (ATN)

29 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
77	F	Séance de travail	La promotion de la sécurité alimentaire par le biais des règles commerciales: un pilier important pour le développement durable	Association brésilienne des producteurs de riz (Abiarroz)	<p>L'insécurité alimentaire est l'un des principaux obstacles au développement durable des pays en développement et, en raison de l'accumulation de crises récente, elle prend encore plus d'ampleur dans le monde, ce qui renforce la nécessité de la considérer comme un élément central du programme de travail sur le commerce international. Selon l'ONU, près de 193 millions de personnes ont souffert d'une grave insécurité alimentaire en 2021, soit 40 millions de plus qu'en 2020. L'insécurité alimentaire résulte de l'interaction d'une série de facteurs qui interviennent à différents niveaux, et le commerce n'est que l'un de ces facteurs. Cette séance de travail examinera comment le commerce international peut contribuer à la promotion de la sécurité alimentaire. Le message central est que l'OMC peut et doit être une alliée pour l'amélioration de la sécurité alimentaire en favorisant la réduction des obstacles tarifaires, en renforçant l'adoption de normes internationales fondées sur des données concrètes, comme celles du CODEX Alimentarius, et en réformant les règles relatives au soutien interne afin d'assurer une moindre distorsion et une concurrence loyale entre les pays.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Renata Amaral, Adjunct Professor, American University Washington College of Law• Dominique Burgeon, Director, FAO Liaison Office with the United Nations in Geneva• Peter Draper, Director, Jean Monnet Centre in Trade and Global Affairs• Alexandre Parola, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Brazil to the World Trade Organization (WTO) and other international organizations <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Carolina Matos, Export Manager, Brazilian Rice Industry Association (Abiarroz)

29 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
78  EN, FR	B	Séance de travail	Le nuage au service d'un commerce durable des produits agricoles: tirer parti des technologies avancées pour la transformation numérique	Asia Cloud Computing Association (ACCA)	<p>La technologie peut transformer le secteur agricole et la manière dont les communautés participent au commerce et aux chaînes de valeur au niveau mondial. L'utilisation de données et de technologies fondées sur l'informatique en nuage, en particulier, a fourni de nouveaux éclairages susceptibles d'améliorer la prise de décisions et de contribuer à rendre l'agriculture plus durable. Par exemple, des données sur les types de sol, l'irrigation, les conditions météorologiques, les rendements, le transport, la logistique ou la santé des animaux, entre autres, peuvent être analysées et traitées pour fournir des renseignements sur lesquels s'appuyer pour optimiser les opérations et rendre les chaînes d'approvisionnement transfrontières plus respectueuses de l'environnement. À l'aide de technologies telles que l'apprentissage automatique, la robotique et l'Internet des objets (IdO), qui reposent sur l'informatique en nuage, des entreprises de toutes tailles ont pu exploiter des données pour obtenir des résultats plus durables. Alors que les gouvernements du monde entier mettent en œuvre des stratégies de transformation numérique nationales, des politiques commerciales numériques ouvertes et tournées vers l'avenir qui incitent à utiliser les technologies reposant sur les données dans l'agriculture peuvent favoriser l'obtention de résultats économiques plus inclusifs, productifs et durables.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Daisy Little-Savage, Head of Digital Programmes, Producers Direct• Gary Loh, Chairman, DiMuto• Pimchanok Vonkorpon Pitfield, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Thailand to the World Trade Organization (WTO) and the World Intellectual Property Organization (WIPO)• Regi Wahyu, CEO, HARA <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Mary Thornton, Head of Trade Policy, Amazon Web Services
--	--	--	--	--	--

29 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
79 	A	Séance de travail	L'avenir de l'Accord sur les ADPIC après la COVID-19 (Partie 2)	Centre Sud	<p>Une reprise durable après la pandémie de COVID-19 exige la disponibilité de technologies médicales dans tous les pays. À ce jour, les inégalités d'accès persistent. L'interface entre la propriété intellectuelle et la promotion de la santé publique est au cœur de cette question. Cette séance fait suite à la séance de travail que le Centre Sud a organisée lors du Forum public de l'OMC 2021, qui a lancé un débat sur l'avenir de l'Accord sur les ADPIC après la pandémie de COVID-19. Cette séance réunira diverses parties prenantes, qui se demanderont si une réforme de l'Accord sur les ADPIC et/ou des interprétations faisant autorité de certaines de ses dispositions clés sont nécessaires, compte tenu des propositions faites en réponse à une demande de dérogation pour la pandémie de COVID 19 et d'autres solutions possibles en matière de santé publique. Quelles sont les limitations et les possibilités qui existent dans le cadre actuel? Quelles autres mesures pourraient être prises dans le cadre des règles de l'OMC pour promouvoir l'accès aux technologies médicales pour un avenir durable et équitable?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Fatima Hassan, Founder and Director, Health Justice Initiative, South Africa (NGO community)• Anne Orford, Melbourne Laureate Professor Michael D Kirby Professor of International Law, University of Melbourne (academic community)• Nirmalya Syam, Senior Programme Officer - Health, Intellectual Property and Biodiversity Programme, South Centre (IGO)• Siva Thambisetty, Associate Professor of Law, London School of Economics (LSE) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Viviana Muñoz, Coordinator - Health, Intellectual Property and Biodiversity Programme, South Centre, South Centre (IGO)

29 septembre 2022

12h45-14 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
80 	Salle des pas perdu	Rencontre avec l'auteur	Six Faces of Globalization Who Wins, Who Loses, and Why It Matters (Les six visages de la mondialisation, Qui gagne, Qui perd, et Pourquoi cela importe)	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Un guide essentiel pour les débats publics acharnés sur les vertus et les vices de la mondialisation économique, coupant court à la complexité pour révéler les lignes de faille qui nous divisent et les éléments sur lesquels nous sommes d'accord et qui peuvent nous réunir. Au lieu de choisir des points de vue, Six Faces of Globalization offre une vue globale pour comprendre les débats actuels. Ce faisant, les auteurs montrent une façon plus intégrative de penser les problèmes complexes.</p> <p>Auteurs:</p> <ul style="list-style-type: none">Nicolas Lamp, Associate Professor, Faculty of Law, Queen's University <p>Discutants:</p> <ul style="list-style-type: none">John Hancock, Counsellor, Policy Development, Economic Research and Statistics Division, World Trade Organization (WTO)

29 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
81	W	Séance de travail	Un commerce durable pour la résilience des chaînes d'approvisionnement: une gouvernance inclusive à l'OMC pour répondre aux défis liés au travail et au changement climatique	Comité économique et social européen (CESE)	<p>La pandémie a révélé et aggravé les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement et le besoin urgent de soutenir la durabilité. L'accent a été mis sur la résilience des chaînes d'approvisionnement, et non plus sur leur efficacité: toutefois, aucune chaîne d'approvisionnement ne peut être véritablement résiliente à moins d'être durable. Cette séance préconisera de renforcer les principaux piliers de durabilité à l'OMC: une gouvernance commerciale inclusive assortie du droit à un travail décent et de réelles normes environnementales, ainsi que d'une participation élargie et soutenue des parties prenantes, autant d'éléments essentiels pour maintenir la confiance dans le système commercial multilatéral et atteindre les ODD. Elle montrera comment et pourquoi ces éléments devraient être intégrés, en s'appuyant sur la proposition des États-Unis qui traite du travail forcé pour la première fois dans les négociations commerciales de l'OMC sur les subventions à la pêche, et étudiera des approches pertinentes pour leur intégration. Les intervenants examineront les solutions et les actions systémiques possibles à l'OMC. Un partenariat plus structuré avec l'OIT serait un bon point de départ; l'arrivée de nouveaux dirigeants dans les deux organisations est une occasion de donner un nouvel élan aux travaux sur ces questions.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Lluís Prat, Member of the Barcelona Bar Association, Barcelona Bar Association• Dan Rees, Director of Better Work, International Labour Organization (ILO)• Helio Vicente, Senior Manager, International Chamber of Shipping (ICS) <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Tanja Buzek, President of the International Trade Follow-up Committee, European Economic and Social Committee (EESC)
--	--	--	--	--	--

29 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
82	S1	Séance de travail	Comment l'OMC peut-elle favoriser des solutions durables et inclusives dans le domaine du commerce numérique? Gros plan sur l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique	BusinessEurope (BE)	<p>La pandémie de COVID-19 a fait ressortir l'importance du commerce numérique, qui ne fait plus aucun doute. Celui-ci a permis à un grand nombre d'entreprises, dont de nombreuses PME, de maintenir leur activité et d'accéder aux mêmes technologies et solutions de pointe que les grandes sociétés multinationales. Il a également permis aux pays peu développés de participer au commerce mondial et d'intégrer les chaînes de valeur mondiales. Notre séance examinera comment l'OMC peut promouvoir un commerce numérique inclusif et durable, contribuant à la reprise mondiale. Des intervenants de haut niveau discuteront de solutions multilatérales, telles qu'un moratoire permanent sur les droits de douane sur les transactions électroniques ou l'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), ainsi que de solutions plurilatérales, en particulier la manière dont les Membres de l'OMC peuvent avancer vers un résultat global dans le cadre de l'Initiative conjointe sur le commerce électronique. Nous examinerons en outre comment les entreprises et d'autres parties prenantes peuvent contribuer à l'obtention d'un résultat ambitieux et durable dans l'intérêt de tous.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Jeremy Green, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of Australia to the World Trade Organization (WTO)• Dandy Satria Iswara, Deputy Permanent Representative II, Permanent Mission of Indonesia to the World Trade Organization (WTO)• Hanna Norberg, Founder and Principal, Trade Economista• David Weller, Global Head of Trade Policy, Google <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Luisa Santos, Deputy Director General, BusinessEurope (BE)
--	--	--	--	--	--

29 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
83	S2	Séance de travail	Instruments nationaux et mondiaux à l'appui d'un commerce durable et responsable du poisson	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	<p>Le poisson est actuellement la protéine animale la plus échangée en valeur, et la gamme de produits est variée, ce qui donne lieu à une chaîne de valeur mondiale et complexe. Le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable (CCPR) traite de la production et des activités après capture dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture dans les trois dimensions de la durabilité. Bien que volontaire, le CCPR constitue la base d'autres instruments internationaux et législations nationales. Des instruments et des politiques nationales plus récents, en utilisant le CCPR comme paramètre, fixent des règles relatives à l'importation selon lesquelles il faut déterminer si l'origine du poisson est conforme aux mesures nationales, régionales et internationales applicables en matière de conservation et de gestion tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Cette séance de travail servira de cadre pour discuter de la manière dont les instruments internationaux et les programmes nationaux peuvent contribuer à favoriser un commerce plus durable des produits de la pêche et de l'aquaculture. Elle donnera aussi des exemples nationaux de la manière dont la mise en œuvre des programmes de traçabilité et des instruments internationaux pourrait contribuer à rendre le commerce du poisson plus durable.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Francisco Blaha, Senior Fishery Advisor, NOAA Fisheries• Marcio Castro de Souza, Senior Fishery Officer, Fisheries and Aquaculture Division, Food and Agriculture Organization (FAO)• Mónica Maldonado, Executive Director, Ecuadorian Chamber of Industrial and Tuna Processors (CEIPA)• Alice Tipping, Lead, Sustainable Trade and Fisheries Subsidies, International Institute for Sustainable Development (IISD) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Audun Lem, Deputy Director, Fisheries and Aquaculture Division, Food and Agriculture Organization (FAO)

29 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
84	S3	Séance de travail	Utiliser de meilleures règles commerciales et davantage de normes internationales pour améliorer la résilience des chaînes de valeur agroalimentaires internationales	Coalition de l'International Agri-Food Network (Réseau international agroalimentaire) pour un Codex renforcé (Coalition de l'IAFN pour un Codex renforcé)	<p>Le secteur agricole est un système complexe compte tenu de son incidence sur la sécurité alimentaire, la santé publique et le climat. Cette complexité s'accroît lorsqu'on ajoute le commerce international des produits agricoles et que des obstacles au commerce entravent une reprise économique inclusive. Les produits agroalimentaires qui traversent les frontières internationales sont plus nombreux que jamais auparavant, et l'efficacité des chaînes d'approvisionnement mondiales s'améliore. De nouvelles chaînes d'approvisionnement pour l'exportation de cultures spécialisées, cultivées et échangées par de petits agriculteurs des pays les moins avancés, apparaissent à la faveur de l'accès à des technologies améliorées, y compris la numérisation et l'agriculture de précision, de la protection des semences et des cultures, et de la recherche et de la vulgarisation. Mais les disparités régionales persistent en raison de la divergence des règles commerciales et de la croissance des obstacles non tarifaires. L'une des possibilités pour y remédier serait de recourir davantage aux normes internationales pour le commerce, y compris au Codex, de sorte que chaque pays, chaque entreprise et chaque personne puisse tirer parti du système commercial multilatéral et contribuer à sa résilience.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Navid Arjmand, IPA Representative to Coalition for an Enhanced Codex, Iran Pistachio Association• June Arnold, Head of Policy, Grain and Feed Trade Association• Wibke Meyer, Director of Regulatory Affairs, CropLife International (CLI)• Paul Temple, Farmer, Global Farmer Network <p>Modérateur:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Greg MacDonald, Agriculture Counsellor, Canada's Permanent Mission to the European Union
--	--	--	--	--	--

29 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
85	D	Séance de travail	Points de vue autochtones sur un programme commercial durable	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Nouvelle Zélande (NZ MFAT)	<p>Cette séance est l'occasion de présenter des points de vue et des voix autochtones à l'OMC, de manière à contribuer à la réalisation d'un programme sur le commerce qui favorise un avenir durable. Les peuples autochtones ont toujours été commerçants et entrepreneurs. Nous savons que les entreprises des secteurs des biens marchands et des secteurs axés sur l'exportation sont plus innovantes et plus compétitives et paient des salaires plus élevés. Les populations autochtones sont de plus en plus actives dans ces secteurs axés sur l'exportation, mais l'inégalité croissante, exacerbée par la pandémie de COVID-19 et la persistance de difficultés sociales et économiques, empêche les populations autochtones de tirer pleinement parti des possibilités offertes par le commerce. Faire en sorte que toutes nos populations soient mieux à même de participer au commerce et d'en retirer les avantages donne aux sociétés autochtones davantage de chances de prospérer, ce qui aura pour effet de renforcer leur position sur les plans social et économique.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Hone McGregor, Board Member, Wakatū Incorporation• Carrie Stoddart-Smith, Member, Te Taumata <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Clare Kelly, Permanent Representative, Permanent Mission of New Zealand to the World Trade Organization (WTO)

29 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
86	E	Séance de travail	Étudier les règles commerciales qui favoriseraient une sécurité alimentaire et une résilience à long terme face à des crises multiples: comment aller de l'avant après la CM12	<p>Third World Network Trust India (TWN India)</p> <p>Madhyam Trust India (Madhyam)</p> <p>Society for International Development Italy</p>	<p>Cet événement examinera les difficultés actuelles et récurrentes posées par la pandémie, les conflits politiques et les catastrophes naturelles pour la sécurité alimentaire à long terme, en mettant particulièrement l'accent sur les pays en développement, en particulier les PDINPA et les PMA. Compte tenu des difficultés additionnelles auxquelles l'agriculture mondiale est confrontée et de la concentration et de la volatilité des marchés agricoles mondiaux, l'objectif est d'examiner comment l'OMC peut offrir des solutions suffisamment robustes pour remédier à ces difficultés, y compris en faisant le bilan de l'Accord sur l'agriculture et en établissant un programme constructif au lendemain de la CM12. L'atelier comportera une évaluation méthodique des besoins actuels vis-à-vis des résultats de la CM12, cartographiera l'éventail des positions des Membres et examinera comment combler les lacunes à l'avenir, afin de concevoir une architecture réactive pour veiller à ce que le système mondial de production et de commerce des produits agricoles soit robuste, résilient et à même de faire face aux crises futures.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Helene Bank, Board Leader of the Norwegian Trade Campaign & Special Advisor to the Norwegian Alliance for The Welfare State, Independent Researcher • Abhijit Das, Trade Expert, Independent Researcher • Ahmed Maghawry Diab, Minister Plenipotentiary, Permanent Mission of Egypt to the UN and the WTO in Geneva • Yusuf İlker Salar, Agriculture Counsellor, Permanent Mission of Turkiye to the UN and the WTO in Geneva <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Ranja Sengupta, Senior Researcher and Head, Third World Network Trust India (TWN India)

29 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
87	F	Séance de travail	Commerce et environnement: convergence des accords bilatéraux et régionaux avec l'OMC	Trade Tank Mx Consultoría TTMx TradeTankMx	<p>Les obligations environnementales ont gagné en importance dans les accords commerciaux régionaux, multilatéraux et bilatéraux récents. Le but est de faire en sorte que le commerce contribue à la protection de l'environnement et de contrer ses effets sur le climat, qui touchent le monde entier. L'adoption de mesures environnementales a des effets sur le commerce des marchandises et des services, étant donné que ceux-ci peuvent contribuer à la réalisation d'objectifs environnementaux et climatiques. Cependant, il n'a pas été pleinement tenu compte de ces mesures dans le système commercial multilatéral. Lors de cette séance, les participants examineront et analyseront les répercussions que les mesures environnementales peuvent avoir sur le système commercial multilatéral.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Florencia Sarmiento, Policy analyst, International Institute for Sustainable Development (IISD)• Alcira Heneidi Gomez, Economist, TradeTankMx• Christian Vidal-León, Lawyer, Advisory Centre on WTO Law (ACWL)• Santiago Wills, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Colombia to the World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Vanessa Rodriguez Camarillo, Co-founder, Trade Tank Mx Consultoría TTMx (TradeTankMx)

29 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
88 	B	Atelier	Alliances avec la jeunesse pour l'avenir de l'agro-industrie. Héros méconnus, la nouvelle génération	Réseau des jeunes professionnels des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP YPN)	<p>Les jeunes professionnels de l'agro-industrie sont des moteurs du changement pour ce qui est de résoudre les problèmes environnementaux, économiques et sociaux. Ils façonnent l'avenir du commerce avec des solutions qui mettent fortement l'accent sur le développement stratégique local et l'établissement de réseaux internationaux tout en intégrant la technologie. ITC Alliances for Action et le Réseau des jeunes professionnels des pays ACP organisent un atelier en rapport avec la publication "Unsung Heroes: The Next Generation" (Héros méconnus: la nouvelle génération) pour examiner collectivement les défis, les ambitions et les moyens de comprendre et de faciliter la participation des jeunes dans le secteur agro-industriel. Cette séance présentera les constatations de la publication et étudiera plus avant comment créer des partenariats avec les jeunes dans l'ensemble des chaînes de valeur, des agriculteurs, transformateurs et entreprises agrotechnologiques aux chefs de cuisine, vendeurs et consommateurs.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Colin Murdoch, Ambassador, Organization of Eastern Caribbean States (OECS)• Emi-Beth Quantson, Founder & Entrepreneur, Kawa Moka• Cristina Reni, Market Development Coordinator. Alliances for Action, International Trade Center (ITC)• Ana Laura Sayago, Board Member, CLAC <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Yentyl Williams, Founder & Director, African Caribbean and Pacific Young Professionals Network (ACP YPN)

29 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
89 	A	Information session	Ensemble de résultats de Genève obtenu à la CM12: Programme de travail sur le commerce électronique et moratoire	Division du Conseil et du CNC, Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Le commerce électronique poursuit sa croissance exponentielle, particulièrement dans le contexte de la pandémie qui a accentué à la fois les opportunités et les difficultés. L'un des résultats clés de la CM12, tenue récemment, est que les Membres sont convenus de redynamiser les travaux de l'OMC sur le commerce électronique et de maintenir la pratique consistant à ne pas imposer de droits de douane sur les transmissions électroniques. Cette séance apportera des éléments de contexte pour mieux comprendre les discussions sur le Programme de travail et le moratoire et la décision adoptée à la CM12.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Zainab Mchumo, Counsellor, WTO Council and Trade Negotiations Committee Division

29 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
90	W	Séance de travail	Services connectés, entreprises compétitives: Relier les petites entreprises aux technologies et aux chaînes de valeur	Centre du commerce international (ITC) Mastercard Center for Inclusive Growth (MCIG)	<p>Quatre secteurs sont essentiels pour une transformation induite par les services – nous les appelons "services connectés". Les TIC, les transports et la logistique, les services financiers, et les services aux entreprises et les services professionnels contribuent directement à la croissance économique: ils représentent une part croissante de la production, du commerce et de l'emploi. Ils y contribuent aussi indirectement en rendant d'autres entreprises plus compétitives et en les connectant aux chaînes de valeur mondiales et aux innovations numériques. La réussite des petites entreprises dépend en partie de l'accès à des services connectés de bonne qualité. Et lorsqu'elles sont plus compétitives, les petites entreprises croissent plus vite, échangent davantage et créent des emplois de meilleure qualité et plus rémunérateurs. Malheureusement, la plupart des petites entreprises des pays en développement n'ont pas facilement accès à des services connectés. Cette séance examine comment les grandes entreprises, les responsables politiques et les organisations de soutien aux entreprises peuvent changer cette réalité, investir davantage dans les services et jeter les bases d'une transformation inclusive et induite par les services.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Pamela Coke-Hamilton, Executive Director, International Trade Centre (ITC)• Emmanuel Emodek, Managing Director and Founder, ChapChap Africa• Dalal Payal, Senior Vice President, Social Impact, International Markets, Mastercard Center for Inclusive Growth• Vanessa Tore, Director, Foreign Economic Cooperation, Ministry of Economic Development Curaçao <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Barbara Ramos, Chief of Research and Strategies for Export, International Trade Centre (ITC)

29 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
91	S1	Séance de travail	L'économie bleue pour une reprise durable et inclusive	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU) Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Cette séance sera l'occasion d'une discussion sur ce que l'économie bleue signifie pour l'avenir, d'un point de vue à la fois théorique et pratique. La CEA-ONU et les chaires de l'OMC offriront des points de vue complémentaires sur la manière dont ces nouvelles notions affecteront le commerce et le système commercial multilatéral, et dont nous pouvons faire en sorte qu'en 2030, le commerce nous aide toujours à répondre aux problèmes de durabilité majeurs auxquels sont confrontées nos économies et nos sociétés. La séance analysera en particulier les questions suivantes: le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'économie bleue et une croissance et une politique commerciale inclusives; le commerce régional et les chaînes de valeur régionales bleues; l'incidence de la technologie sur le commerce international, dans un système commercial inclusif; des recommandations en matière de politique et de réglementation sur ces questions, etc. Des études de cas ciblées issues des chaires du PCO aideront à proposer des analyses pertinentes et à présenter ces points de vue aux décideurs et aux autres parties prenantes concernées.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Yuvan Beejadhur, Senior Adviser to the Director-General, World Trade Organization (WTO)• Angus Friday, Director, Waitt Institute• Mama Keita, Director of the sub-regional office for East Africa, United Nations Economic Commission for Africa (UNECA)• David Laborde, Senior Research Fellow, International Food Policy Research Institute (IFPRI) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Jan-Yves Remy, Director, Shridath Ramphal Centre for International Trade Law, Policy and Services (SRC) of University of the West Indies

29 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
92	S2	Séance de travail	Normes relatives au commerce et aux services numériques	Coalition of Services Industries	<p>Dans le monde entier, les fournisseurs de services doivent se conformer à un nombre croissant de normes et de certifications dans des domaines tels que la protection de la vie privée, la cybersécurité et l'intelligence artificielle. Malheureusement, l'élaboration de normes dans ces domaines peut ne pas répondre aux attentes en termes de transparence et de respect des procédures régulières. La raison en est que, tandis que l'Accord OTC régit l'utilisation des normes appliquées aux marchandises, et que l'AGCS s'applique au commerce global des services, il n'existe actuellement aucune règle correspondante qui régit les normes relatives aux services basés sur les technologies numériques. En conséquence, certaines normes appliquées aux services numériques peuvent avoir des effets de distorsion des échanges ou de discrimination, agissant comme des obstacles non tarifaires. En somme, les normes ont commencé à devenir l'un des principaux obstacles à la fourniture transfrontières de services. Cette question est importante pour un large éventail horizontal de branches de production qui reposent sur les services basés sur les technologies numériques. Le secteur privé porte un intérêt croissant à l'élaboration de disciplines commerciales dans ce domaine.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Courtney Edwards, First Secretary, Permanent Mission of Australia to the World Trade Organization (WTO)• Megan Funkhouser, Director of Policy, Tax and Trade, Information Technology Industry Council• Wei Guo Tang, First Secretary, Permanent Mission of the Republic of Singapore to the World Trade Organization (WTO)• Joe Whitlock, Executive Director, Global Data Alliance (GDA) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Christine Bliss, President, Coalition of Services Industries (CSI)

29 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
93	S3	Séance de travail	Renforcer l'intégration des pays en développement sans littoral (PDSL) dans le commerce mondial pour une reprise durable après la COVID-19: le rôle des technologies numériques	<p>Pays en développement sans littoral (PDSL)</p> <p>Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UNOHRLLS)</p> <p>Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral (ITLLDC)</p>	<p>Les PDSL n'ont pas d'accès territorial direct à la mer et sont isolés des marchés mondiaux. Des procédures administratives de transit compliquées, de multiples points de passage à la frontière et des infrastructures inadéquates font considérablement augmenter les coûts du commerce pour ces pays. Environ 80% des PDSL sont tributaires des produits de base et sont donc vulnérables aux chocs. Une transformation structurelle est donc fondamentale pour assurer une reprise durable dans ces pays. On estime que les coûts du commerce sont environ 1,4 fois plus élevés pour les PDSL que leurs homologues côtiers. La mise en place des conditions préalables essentielles au progrès technologique est également en retard. Environ 65% de la population des PDSL est toujours hors ligne et 58% seulement avaient accès à l'électricité en 2019. Les technologies numériques et leur utilisation effective peuvent aider les PDSL à réaliser des transformations structurelles et à réduire leurs coûts du commerce et, par conséquent, à améliorer leurs résultats commerciaux et leur reprise durable. La séance examinera les politiques qui pourraient être menées pour relever les défis auxquels sont confrontés les PDSL et la manière dont ces pays peuvent tirer parti des nouvelles technologies pour renforcer leur transformation structurelle et leur intégration dans le commerce et pour assurer une reprise inclusive.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Dulguun Damdin-od, Executive Director, The International Think Tank for Landlocked Developing Countries (ITLLDC)• Rabab Fatima, High Representative, Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing States

					<ul style="list-style-type: none">• Sofie Maddens, Head of the Regulatory and Market Environment Division of the ITU BDT, International Telecommunication Union (ITU)• Shamika N. Sirimanne, Director of the Division on Technology and Logistics of UNCTAD, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Athaliah Lesiba Molokomme, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the Republic of Botswana to the United Nations Office and other International Organizations
--	--	--	--	--	---

29 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
94 	D	Atelier	Des espaces de données dignes de confiance: dialogue entre Nord et Sud	Fondation Diplo Office fédéral suisse de la communication (OFCOM, Suisse) Geneva Internet Platform (GIP)	<p>Bien que les données soient non concurrentielles, ceux qui les contrôlent ont la capacité d'en restreindre l'accès pour une multitude de raisons, comme la protection de la vie privée, la propriété intellectuelle ou le maintien d'un avantage concurrentiel. À l'heure actuelle, ils n'ont pas suffisamment d'incitations à partager les données, ni suffisamment d'obligations pour ce qui est d'en réaliser la valeur sociale. Cette séance examinera le partage des données et les flux de données, d'un point de vue national et international. Elle vise à établir un pont entre les propositions avancées par les acteurs du monde du Nord et du monde du Sud, comme la proposition de la Suisse concernant des espaces de données dignes de confiance, la proposition du Japon concernant la libre circulation des données en toute confiance et la notion de données communautaires proposée par l'Inde. La discussion portera sur la manière dont ces différentes propositions pourraient contribuer à favoriser une répartition plus équitable des avantages dans l'économie des données et mettra en lumière les négociations sur les flux de données qui se déroulent actuellement à l'OMC.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Andrin Eichin, Head of Data Policy Issues, Swiss Federal Office of Communications, OFCOM, Switzerland• Simon Evenett, Professor of International Trade and Economic Development, University of St. Gallen, Switzerland• Torbjörn Fredriksson, Head E-commerce and Digital Economy Branch, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)• Parminder Jeet Singh, Executive Director, IT for Change, India <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Marilia Maciel, Head, Digital Commerce and Internet Policy, Diplo

29 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
95  EN, FR	E	Séance de travail	Comment la transformation numérique permet la résilience des petites entreprises dans la région Asie- Pacifique	Global Innovation Forum (GIF)	<p>Les technologies numériques et les marchés mondiaux peuvent être des ingrédients clés de la résilience et de la prospérité des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Aidées par les outils, plates-formes et services numériques, les MPME atteignent de nouveaux clients au-delà des frontières et leurs vendent des produits plus efficacement que jamais auparavant. Cette séance examinera les thèmes présentés dans un récent rapport du Global Innovation Forum intitulé "New Faces of US Asia Digital Trade" (Les nouveaux visages du commerce numérique États-Unis-Asie). Le rapport présente des études de cas sur de petites entreprises pour montrer comment les petites entreprises des États-Unis et de la région Asie-Pacifique s'appuient sur les outils et le commerce numériques pour rendre leur activité innovante, résiliente et mondiale. Il donne également un aperçu des résultats d'une enquête réalisée auprès de petites entreprises, montrant l'incidence que pourrait avoir un accord sur le commerce numérique, les dispositions que les MPME jugent les plus importantes pour leur réussite et la manière dont les entrepreneurs tirent parti des technologies pour relever les défis traditionnels liés à l'exportation.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Jeremy Green, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of Australia to the World Trade Organization (WTO)• Eunice Huang, Head of APAC Trade Policy, Google• Thuy Nguyen, Co-Founder, Bobi Craft <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Jamaica Gayle, Executive Director, Global Innovation Forum (GIF)

29 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
96	F	Séance de travail	Les initiatives plurilatérales de l'OMC en matière d'environnement permettront-elles de relever efficacement les défis du changement climatique et d'autres défis environnementaux?	Sahabat Alam Malaysia (SAM)	<p>Le monde est confronté à de grands défis, dont la dégradation de l'environnement et le changement climatique. Les gouvernements cherchent à remédier à la crise climatique en réduisant les émissions de carbone et à traiter d'autres problèmes environnementaux tels que la pollution par les plastiques et les subventions aux combustibles fossiles. Un certain nombre de Membres de l'OMC participent actuellement à: des discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale, des discussions sur les subventions aux combustibles fossiles et un dialogue informel sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable, entre autres initiatives environnementales menées à l'OMC. Cette séance a pour objectif d'examiner si ces initiatives environnementales permettront de relever efficacement les défis du changement climatique et d'autres défis environnementaux auxquels les Membres de l'OMC sont confrontés. Elle réunira des experts du changement climatique, de l'environnement et du commerce représentant des gouvernements, les milieux universitaires, une organisation intergouvernementale et la société civile, qui présenteront des points de vue divers sur ces questions et formuleront des recommandations sur le type de règles commerciales qui permettraient de traiter ces problèmes environnementaux.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Abhijit Das, Trade expert, Independent researcher• Katie Gallogly-Swan, Economic Affairs Officer, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)• Vicente Yu III, Senior Legal Adviser, Third World Network (TWN) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Helionor de Anzizu, Staff Attorney, Center for International Environmental Law (CIEL)

29 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
97 	B	Atelier	Comment le commerce peut favoriser des systèmes alimentaires inclusifs et durables en Afrique: diversifier la production et les marchés pour une meilleure résilience?	Positive Agenda Advisory (P2A)	<p>Cet atelier abordera les questions suivantes: • Diversification des marchés: depuis le début de la crise ukrainienne, la crise alimentaire menace l'Afrique, en particulier dans certains pays fortement tributaires des produits d'exportation, qui pâtiront d'une détérioration des termes de l'échange de ces produits. • Le rôle des chaînes de valeur continentales: selon de nombreux experts, pour parvenir à la transition vers une agriculture plus productive et différenciée, et améliorer l'accès aux produits alimentaires dans les pays, il conviendrait de tirer parti des ajustements structurels du côté de l'offre et des possibilités du côté de la demande sur les marchés nationaux et étrangers. Renforcer les relations commerciales régionales avec les pays voisins du même niveau de développement est un moyen de tirer parti du commerce pour diversifier davantage l'économie. • Comment la ZLECAf pourrait contribuer à renforcer le commerce régional des produits alimentaires: le récent Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) peut stimuler le commerce intra-africain, accélérer la diversification des exportations et diversifier les destinations des exportations et les types de marchandises produits dans la région.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Monde Nyambe, Principal Public Private Partnerships Investment Officer, African Development Bank Group• Charra Tesfaye Terfassa, Senior Associate – Trade and climate, E3G <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Hafsa El Bekri, Professor of International economics, Euromed University of Fes

29 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
98 	A	Information session	"Ensemble de résultats de Genève" obtenu à la CM12: Accord sur les subventions à la pêche	Division des règles de l'OMC	<p>Un accord historique sur les subventions à la pêche a été adopté à la douzième Conférence ministérielle le 17 juin 2022. C'est une victoire pour les océans, pour les espèces aquatiques et pour les personnes qui en dépendent. C'est aussi une victoire pour le multilatéralisme. Pour mieux saisir ces enjeux, examiner de plus près les disciplines, comprendre les interdictions et leur fonctionnement, venez rencontrer l'Équipe de la pêche du Secrétariat de l'OMC.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Strahinja Ivanovic, Expert on fisheries and the Law of the Sea• Clarisse Morgan, Director, Rules Division, World Trade Organization (WTO)• Sainabou Taal, Acting Head of Fisheries Subsidies

29 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
99	W	Séance de travail	Reconstruire en mieux avec des marchés publics tenant compte des questions de genre	Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi de la République de Gambie Women 20 (W20) Centre du commerce international (ITC) Women Entrepreneurs Act Initiative (Initiative WE Act)	<p>La communauté internationale a un long chemin à parcourir aux fins de la reprise après la pandémie de COVID-19. En gardant à l'esprit l'objectif commun qui consiste à "reconstruire en mieux", nous devons œuvrer ensemble pour atténuer les effets de la crise et tirer parti de la possibilité de créer un avenir plus résilient. Placer les femmes au cœur de nos efforts peut contribuer à assurer une reprise durable et inclusive. Les marchés publics sont devenus de plus en plus importants compte tenu de la pandémie et offrent aux femmes une occasion de participer. Les gouvernements dépensent chaque année 9 000 milliards d'USD en marchés publics; toutefois, les femmes ne représentent que 1% des possibilités dans ce domaine dans le monde entier. Renforcer la participation des femmes aux marchés publics est tout simplement une forme d'intelligence économique. Cette activité sera axée sur les moyens de favoriser une plus grande participation des femmes aux marchés publics dans le monde entier. Les intervenants feront part de l'expérience de leurs pays et discuteront des enseignements tirés pour faciliter le partage des connaissances et motiver les pays désireux de créer de nouveaux programmes.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Abdoulie Jammeh, Deputy Permanent Secretary, Ministry of Trade, Industry, Regional Integration, and Employment (MOTIE), The Gambia• Jessica Madrid Lugo, CEO and General Manager, Laser Manufacturing• Candace Waterman, CEO, Women Impacting Public Policy, USA <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Judith Fessehaie, Senior Programme Officer, SheTrades Initiative, International Trade Centre (ITC)

29 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
100	S1	Séance de travail	La coopération commerciale internationale pour lutter contre la pollution par les plastiques: options et voies à suivre pour améliorer les résultats environnementaux	<p>The Pew Charitable Trusts</p> <p>Forum sur le commerce, l'environnement et les ODD (TESS)</p> <p>Institut international du développement durable (IISD)</p> <p>Centre pour le développement du droit international de l'environnement (CIEL)</p> <p>Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)</p>	<p>Cette séance étudiera et identifiera les moyens concrets par lesquels la coopération internationale dans le domaine du commerce pourrait soutenir les efforts visant à réduire la pollution par les plastiques. Les intervenants examineront la pertinence du commerce et de la politique commerciale dans la lutte contre la pollution par les plastiques, discuteront des différentes manières dont la coopération dans ce domaine peut faire la différence pour ce qui est de réduire la pollution par les plastiques et identifieront des options et des voies à suivre concrètes pour entreprendre une telle coopération, y compris dans le contexte des travaux en cours à l'OMC dans le cadre du Dialogue informel sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable (Dialogue informel sur les plastiques). Cela inclut aussi les synergies possibles entre les travaux en cours dans le cadre du Dialogue informel sur les plastiques, les négociations en vue d'un nouvel instrument mondial contraignant sur le plan international pour lutter contre la pollution par les plastiques et la mise en œuvre des amendements à la Convention de Bâle concernant les déchets plastiques.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Helionor de Anzizu, Attorney, Center for International Environmental Law (CIEL) • Janaka de Silva, Senior Programme Coordinator, International Union for Conservation of Nature (IUCN) • Ernesto Fernández Monge, Senior Officer, Pew Charitable Trusts • Mahesh Sugathan, Senior Policy Advisor, Forum on Trade, Environment and the SDGs (TESS) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Ieva Baršauskaitė, Senior Policy Advisor, International Institute of Sustainable Development (IISD)

29 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
101	S2	Séance de travail	L'agriculture tropicale: une solution de rechange durable pour les chaînes d'approvisionnement mondiales	<p>Agence brésilienne de promotion du commerce et de l'investissement (ApexBrasil)</p> <p>Mission permanente du Brésil auprès de l'OMC et des autres organisations internationales à Genève</p> <p>Ministère brésilien de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement alimentaire (MAPA)</p>	<p>Le commerce mondial était en train de rebondir après la pandémie de COVID-19 lorsque, en 2022, le commerce des produits agricoles a été confronté à une crise de l'approvisionnement inattendue. D'un point de vue géographique, il y a des raisons de penser que seuls les pays tropicaux pourraient réunir les conditions essentielles pour accroître la production afin de répondre aux exigences de la croissance démographique en stimulant la productivité aux frontières actuelles de l'agriculture. Cela permet d'atteindre des niveaux de durabilité plus élevés qu'en augmentant la production dans les zones tempérées et là où les rendements sont inférieurs. La production et la consommation étant, pour l'essentiel, séparées par des frontières et des océans, il est essentiel de disposer d'un système commercial fondé sur des règles pour garantir la disponibilité des produits alimentaires dans un scénario de crise de l'approvisionnement, ou pour nourrir 10 milliards de personnes en 2050. Le Brésil, qui était un importateur net de produits alimentaires, est devenu le deuxième plus gros exportateur en investissant dans la recherche et la technologie dans le but de produire des produits alimentaires entre les tropiques, jetant les bases de l'agriculture tropicale vigoureuse d'aujourd'hui. Participez à cette séance pour échanger des expériences sur la manière dont l'agriculture peut aider à résoudre les problèmes de durabilité.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Eduardo Bastos, President of the Sustainability Committee, Brazilian Agribusiness Association (ABAG)• Malin Borg, CEO, Swissnex• Ahmad Mukhtar, Senior Economist, Leader of Strategy and Policy Team, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)• Luiz Carlos Tavares, Global Corporate Affairs Manager, BRF <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Emily Rees, Senior Fellow, European Centre for International Political Economy (ECIPE)

29 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
102	D	Séance de travail	L'avenir du commerce du point de vue de la population	Asia Pacific Research Network Foundation Inc. (APRN)	<p>Les 10% des économies mondiales les plus riches ont vu leur commerce croître de 12%, tandis que les 40% les plus pauvres n'ont enregistré presque aucune croissance, les plus petites ayant même reculé de 26%. À mesure que la croissance des économies riches se poursuivra, nous devons nous attendre à ce que les riches s'enrichissent et que les économies pauvres restent à la traîne, laissant une plus grande part de la population mondiale dans la misère. Comment l'OMC devrait-elle entreprendre d'œuvrer pour une économie et un commerce bénéfiques à la population? Des organisations populaires et des groupes de la société civile discuteront de leurs aspirations quant à la manière dont les PMA et les secteurs marginalisés parviennent à une reprise résiliente et inclusive, en tenant compte de leurs droits économiques, socioculturels et politiques. Les intervenants à cette séance de travail échangeront sur des initiatives, des luttes et des solutions bénéfiques aux populations. Ils formuleront en outre des recommandations sur la manière dont l'avenir du commerce peut favoriser de façon cohérente un programme économique bénéfique aux populations et l'égalité commerciale entre les nations et les peuples.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Fernando Hicap, Chairperson, PAMALAKAYA (Philippines)• Peter Murphy, Coordinator, WORKINS (Australia)• Azra Talat Sayeed, Executive Director, Roots for Equity (Pakistan)• Malick Sy, Coordinator, Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal (CNTS) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Alecel "Alex" Enano, General Secretary, Asia Pacific Research Network

29 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
103	E	Séance de travail	Repenser les règles commerciales relatives aux subventions pour renforcer le développement durable	TradeExperettes (TE)	<p>Les Membres de l'OMC cherchent des moyens innovants d'atteindre les objectifs d'atténuation du changement climatique et de neutralité carbone par des efforts internationaux et nationaux. S'agissant de ces derniers, certains craignent que leurs actions n'aillent à l'encontre des disciplines de l'OMC relatives aux subventions alors qu'ils intensifient les investissements dans leurs branches de production nationales. Les règles actuelles offrent-elles une marge de manœuvre suffisante pour promouvoir la prise de mesures en faveur du climat et faciliter la transition énergétique, ou doivent-elles être révisées? Si une réforme est nécessaire, comment parvenir à un équilibre entre une plus grande marge de manœuvre pour les subventions axées sur l'environnement et la nécessité de veiller à ce que ces mesures ne soient pas juste une forme de protectionnisme déguisé? Et comment faire en sorte que les pays en développement puissent tirer parti d'une transition verte s'ils se heurtent à des contraintes financières pour ce qui est d'accorder leurs propres subventions? Rejoignez-nous pour discuter de ce à quoi pourrait ressembler une réforme des règles multilatérales relatives aux subventions et de la manière dont cette réforme peut favoriser une reprise économique durable.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Inu Manak, Fellow for Trade Policy, Council on Foreign Relations (CFR)• Luca Rubini, Senior Research Fellow in International Law, Law Department of the University of Turin, Italy• Alice Tipping, Lead, Sustainable Trade, International Institute for Sustainable Development (IISD) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ María Belén Gracia, International Trade Lawyer, TradeExperettes (TE)

29 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
104 	F	Atelier	Exportation de céréales pendant la guerre: réglementation du commerce international	Ukrainian Catholic University (UCU), Faculté de droit	<p>La douzième Conférence ministérielle de l'OMC a souligné l'importance de solutions à court et à long termes à l'insécurité alimentaire. Les marchés mondiaux des produits alimentaires traversent une crise sans précédent. Celle-ci résulte d'un cocktail explosif de problèmes environnementaux de longue date tels que le changement climatique, une pandémie qui en est à sa troisième année et des obstacles aux exportations ukrainiennes de céréales, y compris le blocus des ports maritimes, la destruction d'infrastructures et d'autres problèmes logistiques découlant de l'agression militaire par la Russie, et les mesures de protection adoptées par des Membres, telles que des restrictions à l'exportation de produits alimentaires. La communauté mondiale doit coordonner des efforts visant à préserver les principales chaînes d'approvisionnement agricoles, à accroître la diversification des approvisionnements et à faciliter l'accès à l'alimentation pour ceux qui en ont besoin. Au cours de cette séance, des experts discuteront du rôle de l'OMC (y compris, entre autres choses, des règles relatives aux exceptions concernant la sécurité nationale), ainsi que des solutions possibles telles que les mesures de facilitation des échanges et de l'investissement et l'aide internationale. Quels enseignements peuvent-être tirés? Cette activité est organisée avec l'aide de la Mission permanente de l'Ukraine à Genève.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rambod Behboodi, BA JD LLM, International Trade Law and Policy Specialist, GenevaTradeLaw.com• Thomas Cottier, Emeritus Professor of Law, Senior Research Fellow, World Trade Institute, University of Bern• Mariya-Khrystyna Koziy, Lawyer, former trade delegate with the Permanent Mission of Ukraine in Geneva, Ukrainian Bar Association <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Nataliya Haletska, PhD, Senior Lecturer, Ukrainian Catholic University, School of Law (UCU)

29 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
105  EN, FR	B	Séance de travail	Café de nouvelle génération et promotion du robusta africain: pour un secteur du café inclusif, durable et intelligent vis- à-vis du climat	Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM)	<p>Qui dit culture durable du café dit incitations fiscales, débouchés concurrentiels et solutions intelligentes vis-à-vis du climat. Les jeunes chefs de file du secteur du café qui restent engagés dans ce secteur et qui offrent des solutions intelligentes vis-à-vis du climat joueront un rôle clé dans la mise en place d'un système commercial plus résilient, durable et inclusif. Si l'arabica reste l'espèce la plus populaire parmi les buveurs de café, il est menacé par le changement climatique et la réduction des terres arables qu'il entraîne. Le robusta est une option plus résiliente et intelligente vis-à-vis du climat et pourrait représenter un choix compétitif compte tenu des récents efforts consacrés à la recherche de cafés fins et de meilleure qualité au sein de cette espèce. En Afrique, de nombreux pays se tournent vers la production de café – et vers la production de robusta en Afrique de l'Ouest – dans le but de saisir l'occasion qu'elle représente et de diversifier leurs revenus et leur production. De nouvelles possibilités pourraient en résulter pour la nouvelle génération, de même qu'une solution globale pour le secteur du café – moyennant une approche, une stratégie, des actions et des partenariats appropriés.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Enselme Gouthon, President, African and Madagascar Robusta Coffee Agency (ACRAM)• Soule Mfondouo Mforen, Founder, Terra Noun and Yamo Cafe• Vanusia Nogueira, Executive Director, International Coffee Organization (ICO)• Emi-Beth Quantson, Founder, Kawa Moka Coffee Company <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Larry Attipoe, Ghana National Coordinator, Alliances for Action, International Trade Centre (ITC)

30 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
106	W	Séance de travail	Commerce et mesures d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique: Perspectives régionales	<p>Forum sur le commerce, l'environnement et les ODD (TESS)</p> <p>Centre for Policy Dialogue, Bangladesh (CPD)</p> <p>Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)</p> <p>Shridath Ramphal Centre for International Trade Law, Policy and Services, La Barbade (SRC)</p>	<p>Cette séance présentera différents points de vue de pays en développement sur la manière dont la coopération internationale dans le domaine des politiques commerciales et liées au commerce peut soutenir les efforts régionaux en matière d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique. Il y a déjà beaucoup de discussions sur les rapports entre commerce et changement climatique, mais le débat reste en grande partie axé sur les préoccupations des économies les plus avancées, tandis qu'une attention limitée est accordée aux priorités des pays en développement. Cette séance vise donc à identifier les leviers d'action prioritaires au niveau multilatéral du point de vue PMA, des Caraïbes, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique subsaharienne. Les questions suivantes seront abordées: • Quelles sont les principales priorités en matière d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique dans les pays en développement? • Comment les mesures commerciales et liées au commerce peuvent-elles soutenir les efforts d'adaptation et d'atténuation? • Quelles sont les implications pour la coopération internationale concernant le commerce en général et l'OMC en particulier?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faizel Ismail, Former Ambassador, Director Designate, Nelson Mandela School of Public Governance, South Africa • Fahmida Khatun, Executive Director, Centre for Policy Dialogue (CPD), Bangladesh • Lorena Palomo Parada, Independent consultant, Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC) • Jan Yves Remy, Director, Shridath Ramphal Centre for International Trade Law, Policy and Services, Barbados <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Christophe Bellmann, Head of Policy Analysis and Strategy, Forum on Trade, Environment and the SDGs (TESS)

30 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
107 	S1	Séance de travail	Améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance grâce au commerce des technologies médicales	Global Medical Technology Alliance (GMTA)	<p>Les dispositifs médicaux et outils de diagnostic sont essentiels pour vivre longtemps et en bonne santé, et pour une reprise inclusive au sortir de la pandémie. Or le commerce permet à des personnes dans le monde entier d'accéder aux technologies récentes qui sauvent des vies. Dans la mesure où la production de dispositifs médicaux nécessite des intrants et des composants provenant de nombreux pays, les divergences réglementaires entravent le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement et l'accès aux produits médicaux, faisant augmenter les coûts et privant les populations des meilleurs soins possibles. Le commerce et le système multilatéral peuvent contribuer à améliorer l'accès aux technologies médicales et à ce que les populations de tous les Membres de l'OMC – indépendamment du niveau de développement – puissent en bénéficier dans un cadre réglementaire plus harmonisé. Cette séance de travail réunira des parties prenantes publiques et privées pour examiner comment une coopération commerciale renforcée à l'OMC peut contribuer à rendre les chaînes d'approvisionnement en technologies médicales plus durables et plus résilientes, de manière à améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance dans le monde entier dans le cadre d'une reprise économique inclusive.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Devin McDaniels, Economic Affairs Officer, Trade and Environment Division, World Trade Organization (WTO)• Ashley Miller, Executive Vice President for Global Strategy and Analysis, ADVAMED / Global Medical Technology Alliance (GMTA)• Melissa Torres, Associate Director for International Affairs at the Center for Devices and Radiological Health, US FDA• Paulyne Wairimu, Chair, African Medical Devices Forum (AMDF), Kenya Pharmacy and Poisons Board <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Renata Amaral, Head, International Trade and GRP, InterAmerican Coalition for Regulatory Convergence for the Medical Technology Sector

30 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
108	S2	Séance de travail	Intelligence artificielle et reprise économique post-COVID-19: Faut-il offrir des incitations liées à la propriété intellectuelle?	Association internationale pour la protection de la propriété intellectuelle (AIPPI)	<p>L'intelligence artificielle a été largement employée pour lutter contre la COVID-19. Après la pandémie, elle continuera sans doute à jouer un rôle pertinent car, en particulier dans les économies avancées, ses applications multiples en font un moteur attrayant de la croissance économique. Cette séance portera sur la question de savoir s'il est utile de stimuler par la voie de la propriété intellectuelle le secteur de l'intelligence artificielle, comme moteur de reprise inclusive et durable post-COVID. En effet, le droit de la propriété intellectuelle peut contribuer au développement du secteur, en particulier en reconnaissant les contenus générés par l'intelligence artificielle comme objets d'une protection. Le but de la discussion proposée est d'explorer l'équilibre entre différents intérêts: d'une part, le potentiel de l'intelligence artificielle qui, par sa rapidité et son efficacité, pourrait être cruciale pour sortir de la crise liée à la COVID; d'autre part, les conséquences négatives possibles d'une diffusion accrue après la pandémie, qui pourrait faire augmenter le chômage et creuser l'écart entre des économies nationales qui fonctionnent déjà à des vitesses différentes.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• David Hanson, Founder and CEO, Hanson Robotics• Dinusha Mendis, Professor of Intellectual Property and Innovation Law/ Director of the Centre for Intellectual Property Policy and Management (CIPPM), Bournemouth University• Sophia Robot, Human-like robot/ Innovation Ambassador for the United Nations Development Programme, Hanson Robotics• Kriti Sharma, Chief Product Officer, LegalTech at Thomson Reuters / Founder of AI for Good UK, Thomson Reuters / AI for Good <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Luca Rinaldi, Vice-Chair of the AIPPI Committee on TRIPS / Lawyer, AIPPI / GIANNI & ORIGONI

30 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
109	S3	Séance de travail	Égalité hommes femmes dans le commerce international: Pour des politiques et initiatives inclusives	<p>Institute of Export & International Trade (IOE&IT)</p> <p>Enterprise for Management, Economic Reform & Gender Equality (EMERGE)</p>	<p>Les disparités entre hommes et femmes sont un défi de longue date pour le commerce international. Les entrepreneuses ont moins accès aux possibilités, aux compétences et aux services financiers, et elles sont moins bien représentées dans les réseaux d'entreprises internationaux. Une prise de conscience se dessine, et de nombreuses politiques et initiatives inclusives sont envisagées aux niveaux national et international, mais il faut poursuivre les efforts pour intégrer l'égalité hommes-femmes dans le dialogue sur la politique commerciale. En outre, pour comprendre l'incidence de leurs politiques et initiatives, les décideurs ont besoin de mécanismes de retour d'information pour les commerçantes qui sont affectées par ces disparités. Cette séance de travail vise à ouvrir un dialogue entre les décideurs, les personnes qui les soutiennent et les conseillent, et les femmes d'affaires qui participent au commerce international. Nous espérons que les questions soulevées stimuleront de plus amples discussions pour éclairer de futures initiatives politiques et contribuer à rapprocher les décideurs et les praticiens, en particulier s'agissant des entrepreneuses dans les pays en développement et les pays les moins avancés.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Anoush der Boghossian, Head of the Trade and Gender Unit, Development Division, World Trade Organization (WTO)• Perez Ochieng, CEO & Director for Innovation, SACOMA Global Food Innovation• Mona Shrestha, Chief Executive Officer, Enterprise for Management, Economic Reform & Gender Equality (EMERGE)• Simonetta Zarrilli, Chief, Trade, Gender and Development Programme, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Sangeeta Khorana, Professor of Economics at Bournemouth University / Trustee Director and Chair of the Academic Board at IOE&IT, Institute of Export & International Trade (IOE&IT)

30 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
110 	D	Atelier	Aucune MPME laissée pour compte: Autonomiser les communautés en comblant la fracture numérique	Fédération des petites entreprises (FSB)	<p>Dans l'environnement économique numérique, les plus petites entreprises peuvent désormais s'internationaliser dès le départ; les restrictions liées aux confinements et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales causées par la pandémie de coronavirus ont en outre accéléré la transition numérique, puisque les entreprises se sont mises à offrir de nouveaux services et ont renforcé leur présence en ligne pour rester compétitives. Alors que les chaînes de valeur mondiales restent perturbées, et sur fond de divergences économiques croissantes, il convient de réfléchir à la manière dont les technologies numériques peuvent favoriser la résilience, en autonomisant les communautés et les entreprises à travers le monde. S'appuyant sur les travaux du Groupe de travail informel sur les MPME et sur les négociations dans le cadre de l'initiative conjointe sur le commerce électronique, cet atelier réunira des représentants des milieux politiques et des milieux d'affaires afin de recenser les obstacles à la participation des petites entreprises au commerce numérique et d'étudier les mesures envisageables pour combler la fracture numérique et enclencher une reprise inclusive sans aucune MPME laissée pour compte.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Pallavi Bajaj, Founder and Partner, International Trade Policy, TCube Consulting• José Luís Cancela, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Uruguay to the World Trade Organization (WTO) and other International Economic Organizations• Tina McKenzie, Chair Policy & Advocacy, Federation of Small Businesses (FSB) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Beatriz Stevens, Senior Trade Policy Attaché, Permanent Mission of the United Kingdom to the United Nations Office and other International Organizations at Geneva

30 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
111 	E	Séance de travail	Une clause de paix pour le climat: mettre les règles commerciales en adéquation avec l'action contre le changement climatique	<p>Public Citizen's Global Trade Watch (PCGTW)</p> <p>Trade Justice Education Fund (TJEF)</p> <p>Sierra Club (SC)</p>	<p>Afin d'éviter les pires effets du changement climatique, l'humanité a moins d'une décennie pour réaliser des progrès substantiels vers l'élimination des émissions de gaz à effet de serre. Mais les règles commerciales énoncées dans les Accords de l'Organisation mondiale du commerce et dans d'autres accords en matière de commerce et d'investissement ont été rédigées avant que les gouvernements ne s'engagent à prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique. Aujourd'hui, ces règles commerciales sont utilisées pour mettre à mal des politiques en matière de climat et d'emplois verts qui relèvent du bon sens. Une clause de paix pour le climat – un engagement à s'abstenir d'utiliser des accords sur le commerce et l'investissement pour contester les politiques climatiques d'autres pays – créerait la marge de manœuvre dont les gouvernements ont grand besoin pour adopter et maintenir les politiques climatiques nécessaires pour créer des emplois verts et respecter leurs engagements au titre de l'Accord de Paris sur le climat. Au cours de cette séance, des experts du monde entier discuteront de cette proposition concrète que les États Membres de l'OMC pourraient adopter immédiatement afin de mettre un terme aux problèmes commerciaux qui entravent la mise en place des politiques climatiques audacieuses nécessaires.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hélionor de Anzizu, Staff Attorney, Environmental Health Program, Center for International Environmental Law (CIEL) • Hebah Kassem, Acting Director, A Living Economy, Sierra Club • Stéphanie Noël, Avocat, Paris & Geneva (EU lawyers list), S.Noël Law Office, International Trade Law • Vicente Paolo Yu, International Lawyer and Independent Consultant, Third World Network (TWN) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Melanie Foley, Global Trade Watch Deputy Director, Public Citizen

30 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
112	F	Séance de travail	Pour des mesures inclusives en matière de commerce et d'environnement	USC Gould School of Law Center for Transnational Law & Business (CTLB)	<p>Les pays en développement et les pays les moins avancés ont souvent exprimé des préoccupations quant au fait que les mesures commerciales liées à l'environnement pourraient être discriminatoires, et par conséquent entraver leur développement économique, leur croissance, et/ou leur accès aux marchés des pays développés. L'objectif de cette séance de travail est d'examiner quels outils, politiques, actions concertées et meilleures pratiques pourraient être incorporés dans des mesures commerciales liées à l'environnement pour répondre aux préoccupations des pays en développement et des pays les moins avancés et les encourager à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre. En particulier, nous verrons comment intégrer une démarche plus inclusive et assurer la participation de tous les Membres de l'OMC à tous les niveaux de développement, s'agissant par exemple des mesures suivantes: taxes sur le carbone à la frontière; élimination des subventions qui contribuent à la dégradation de l'environnement; facilitation de l'accès aux marchandises, services et connaissances nécessaires pour une transition mondiale vers un avenir sobre en carbone; et recours à des accords commerciaux plurilatéraux, régionaux et bilatéraux.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Fangfei Dong, Associate Director for Policy, Research and Programs, USC Gould School of Law Center for Transnational Law & Business (CTLB)• Julia Miranda Londoño, Congresswoman, House of Representatives (Former Head of National Parks of Colombia), Congress of the Republic of Colombia• Karine Siegwart, Senior Policy Advisor, International Policy Centre, International Union for Conservation of Nature (IUCN) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Brian Peck, Executive Director, USC Gould School of Law Center for Transnational Law & Business (CTLB)

30 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
113 	B	Atelier	Un enchevêtrement de câbles? Hétérogénéité réglementaire et inclusion dans l'économie numérique	St Gallen Endowment for Prosperity Through Trade (SGEPT)	<p>La transformation numérique est un moteur essentiel de la reprise après la pandémie, et il est prioritaire de concevoir des politiques qui favorisent une croissance inclusive. Cet atelier portera sur les risques et les avantages liés aux différences réglementaires entre juridictions ("hétérogénéité réglementaire"), du point de vue des petites et des grandes entreprises technologiques. À partir d'un panorama du paysage réglementaire international basé sur des données de Digital Policy Alert, des représentants d'une grande multinationale et d'une start-up décriront l'incidence de l'hétérogénéité réglementaire sur l'expansion de leurs activités. Intervenants et participants évoqueront les tensions entre la préservation des économies locales et l'opportunité d'un accès ouvert à Internet. L'objectif est de mener une discussion neutre sur le rôle des politiques et des règlements pour encourager l'économie numérique de manière inclusive.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Nick Ashton-Hart, Geneva Representative, Digital Trade Network• Alison Hamilton, Deputy Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of New Zealand to the World Trade Organization (WTO)• David Weller, Director of Economic Policy, Google <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Johannes Fritz, PhD, St Gallen Endowment for Prosperity Through Trade (SGEPT)

30 septembre 2022

09 heures-10h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
114 	A	Séance de travail	Réfléchir au changement: Travail et technologie dans l'avenir du commerce	TradeTankMx (TTMx)	<p>Le commerce évolue. Du moins, beaucoup sont ceux qui partent de ce principe. Plusieurs événements ont alimenté le récit selon lequel, pour que les chaînes de valeur mondiales soient sûres, elles devraient devenir plus régionales. Il est souvent envisagé qu'à l'avenir le commerce se fonderait sur des blocs fortement intégrés et découplés (USMCA, CPTPP, RCEP). Toutefois, ce récit empêche le public de réfléchir aux transformations qui façonnent réellement les échanges commerciaux au quotidien. Pour établir un cadre de réflexion qui aide à prévoir de tels bouleversements, cette séance de travail portera sur l'impact des changements dans deux domaines: le travail et la technologie. En particulier, comment le déclin démographique dans les principales économies va-t-il modifier le commerce mondial et les règles applicables? Si les données sont les marchandises du futur, comment l'OMC peut-elle aider à réduire les obstacles aux flux de données transfrontières?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Jorge Armijo, President, TradeTankMx (TTMx)• Kathleen Claussen, Professor of Law, University of Miami• Michelle Kristy, Project Manager, International Trade Centre (ITC)• Javier López-González, Senior Economist, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Rosángel Hernández, Editorial Coordinator, TradeTankMx (TTMx)

30 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
115	W	Séance de travail	Possibilités circulaires dans la chaîne de valeur mondiale textile: S'appuyer sur les règles commerciales pour favoriser une transition inclusive	Ministère finlandais des affaires étrangères Fonds finlandais pour l'innovation (Sitra) Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	<p>Une transition juste vers une économie circulaire peut permettre de répondre aux trois crises planétaires liées au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la pollution, tout en offrant de nouveaux emplois et moyens de subsistance durables et en renforçant la résilience au lendemain de la pandémie. Nos modes de production, de consommation et de gestion des ressources naturelles vont changer fondamentalement, avec des enjeux importants au niveau de la conception et de l'efficacité. Dans ce contexte, le commerce est un connecteur et un catalyseur important. Cette séance portera sur une chaîne de valeur mondiale clé, celle du textile, et sur les moyens de faciliter une transition juste vers l'économie circulaire dans les différentes juridictions en tirant parti des règles commerciales convenues au niveau international. Les questions principales seront les suivantes: • Comment les entreprises le long des chaînes de valeur mondiales opèrent-elles une transition vers la circularité? • Quelle aide peuvent apporter les règles et arrangements commerciaux? • Comment sont élaborées les réglementations et normes en matière d'économie circulaire, et comment renforcer la coopération internationale? • Des discussions plus poussées peuvent-elles être engagées à l'OMC? • Quelle assistance technique et financière est nécessaire?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Md. Mustafizur Rahman, Ambassador and Permanent Representative, Permanent Mission of the People's Republic of Bangladesh to the United Nations Office• Olivia Schulze-Lecerf, Head of Global Trade & Customs, H&M Group Supply Chain Network• Malena Sell-Myllyoja, Circular Economy Specialist, Representing the Finnish Innovation Fund Sitra• Colette van der Ven, Founder & Director, TULIP Consulting <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Anne Vasara, Ambassador for Circular Economy and Energy, Ministry for Foreign Affairs of Finland
--	--	--	--	--	--

30 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
116 	S1	Atelier	Vers une politique commerciale polyvalente: Une coopération commerciale internationale remodelée par des récits divers de la mondialisation	Faculty of Law/School of Policy Studies (Queen's University)	<p>Après des années de bouleversement des relations économiques internationales, une nouvelle approche de la politique commerciale se dessine: la politique commerciale polyvalente. Inspirée par des récits divers de la mondialisation qui mettent en avant différentes valeurs, cette approche ne vise plus simplement à assurer une division internationale du travail efficace grâce à la libéralisation des échanges, mais confie aussi à la politique commerciale d'autres objectifs fondamentaux, y compris l'amélioration des conditions de travail, la lutte contre les inégalités, la résilience des chaînes d'approvisionnement, la sécurité nationale et les objectifs climatiques. Quelles sont les implications de cette évolution pour la coopération commerciale internationale? Des difficultés apparaissent car les gouvernements utilisent un large éventail d'outils, y compris des mesures unilatérales et des accords "mini latéraux", pour atteindre leurs objectifs. Mais des possibilités de coopération émergent aussi sur des sujets qui ne relèvent pas traditionnellement du régime commercial, car les gouvernements élargissent la portée de la politique commerciale.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Jon Bateman, Senior Fellow, Carnegie Endowment for International Peace• Nadia Theodore, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Canada to the World Trade Organization (WTO)• Sabine Weyand, Director-General for Trade, European Commission• Santiago Wills, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Colombia to the World Trade Organization (WTO) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Nicolas Lamp, Associate Professor, Queen's University, Faculty of Law/School of Policy Studies

30 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
117	S2	Séance de travail	La paix manquante: Améliorer la participation des jeunes pour un avenir commercial inclusif	<p>Geneva Graduate Institute, Geneva Trade Platform (IHEID, GTP)</p> <p>Organisation mondiale du commerce (OMC)</p>	<p>L'édification d'un avenir plus inclusif et plus durable requiert la participation active des jeunes qui le vivront, et en particulier des jeunes des États fragiles et touchés par des conflits, qui dans une large mesure sont exclus de la conversation. Les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux sur la planète, et une part disproportionnée d'entre eux vivent dans des États fragiles et touchés par des conflits. Les défis y sont exacerbés et cumulés, les jeunes étant souvent les plus affectés mais les moins impliqués dans les processus de paix. Or le commerce peut apporter des solutions. Cette séance réunira des jeunes originaires d'États fragiles et touchés par des conflits, de hauts fonctionnaires gouvernementaux et des fonctionnaires d'OIG pour discuter: 1) des moyens d'associer au mieux les jeunes au commerce et au renforcement de la paix pour un avenir plus durable; 2) des stratégies de mobilisation pour atteindre les jeunes dans des contextes fragiles; et 3) des approches visant à améliorer la participation des jeunes à l'élaboration des politiques.</p> <p>Orateur principal:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dr. Ngozi Okonjo-Iweala, Director-General, World Trade Organization (WTO) <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nadine Hakizimana, Youth Engagement Facilitator, World Intellectual Property Organization (WIPO) • Annyssa Bellal, Executive Director, Geneva Peacebuilding Platform • Nicole Mensa, Special Assistant and Advisor on Gender, Office of the Director-General, World Trade Organization (WTO) • Jan-Yves Remy, Director, Shridath Ramphal Centre for International Trade Law, Policy and Services (SRC) of University of the West Indies <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dmitry Grozoubinsky, Executive Director, Geneva Trade Platform at the Graduate Institute's Centre for Trade and Economic Integration

30 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
118	S3	Séance de travail	L'avenir du commerce en Amérique centrale: Outils technologiques pour la facilitation des échanges	Secretaría de Integración Económica Centroamericana (SIECA)	<p>Les technologies du commerce de l'information et de la communication sont une pierre angulaire de la transition numérique des économies; elles contribuent à la facilitation et à la relance inclusive des échanges. Cette séance de travail portera sur différentes perspectives du secteur public, du secteur privé et des organisations internationales concernant des cas de déploiement de technologies de l'information et de la communication en Amérique centrale. En particulier, il sera question de la Plate forme numérique centroaméricaine de commerce extérieur (PDCC), un outil visant l'interopérabilité entre les systèmes nationaux et le SIECA pour rationaliser les processus commerciaux. Seront aussi analysés les avantages et l'impact d'autres expériences en matière d'interopérabilité des guichets uniques pour le commerce extérieur, par exemple au niveau de l'Alliance du Pacifique.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Jaime Granados, Jefe de la División de Comercio e Inversión del Sector de Integración y Comercio del Banco Interamericano de Desarrollo, Banco Interamericano de Desarrollo• Francisco A. Lima Mena, Secretario General, Organismo Internacional, Secretaría de Integración Económica Centroamericana (SIECA)• Mónica Segnini, Presidenta del Consejo de Promoción de la Competitividad, sector privado, Consejo de Promoción de la Competitividad de Costa Rica• Carmen Gisela Vergara, Directora Ejecutiva de PROPANAMÁ, PROPANAMÁ <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Geraldine Guth, Directora Ejecutiva, Organismo Internacional, Secretaría de Integración Económica Centroamericana (SIECA)

30 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
119	D	Séance de travail	Création et protection de biens publics mondiaux pour la santé (l'expérience de la COVID-19)	Medicines Law & Policy (ML&P) Knowledge Ecology International (KEI) Pharmaceutical Accountability Foundation (PAF) Wemos, Innovarte Health Action International (HAI)	<p>L'un des grandes échecs de la communauté internationale et des institutions multilatérales face à la COVID-19 a été de répéter des erreurs commises lors de pandémies précédentes, en ne partageant pas les connaissances, la technologie et le savoir-faire qui auraient pu assurer un accès plus rapide et plus équitable aux mesures de lutte. Cette séance sera consacrée aux systèmes internationaux, institutions et normes à mettre en place pour nous protéger de la prochaine menace/urgence mondiale de santé publique, et au rôle que pourrait jouer l'OMC pour la conception et la mise en œuvre.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Marie-Paul Kieny, Chair of the Governing Board, Medicines Patent Pool• James Love, Director, Knowledge Ecology International (KEI)• Antony Taubman, Director, Intellectual Property, Government Procurement and Competition Division, World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Ashleigh Furlong, Journalist, Politico

30 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
120	E	Séance de travail	Intégration du développement dans les activités de l'OMC	Centre Sud	<p>L'OMC présente un intérêt fondamental pour les pays du Sud. Pour définir l'avenir du commerce, et pour réformer et renforcer l'Organisation, il est indispensable d'intégrer le développement dans ses activités. La question principale est de savoir comment promouvoir une dimension développement plus forte dans le système commercial multilatéral. Cette séance a pour but d'examiner des façons pour le système commercial multilatéral de répondre véritablement aux besoins des pays en développement, y compris des PMA: évaluer différentes approches pour plus d'équité dans le régime commercial, étudier les moyens d'améliorer la capacité des pays en développement de tirer parti du commerce, donner plus de poids aux pays en développement – y compris aux PMA – dans l'élaboration de règles commerciales équilibrées, ou encore voir comment ils peuvent exercer leur droit de participer pleinement aux processus de prise de décisions par consensus dans l'Organisation.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Kadra Ahmed Hassan, Ambassador and Permanent Representative, Permanent Mission of the Republic of Djibouti to the United Nations Office and other international organizations in Geneva• Rashmi Banga, Senior Economic Affairs Officer, Unit on Economic Cooperation and Integration among Developing Countries, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)• Xolelwa Mumbi-Peter, Ambassador and Permanent Representative, Permanent Mission of the Republic of South Africa to the United Nations Office and other International Organizations at Geneva <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Vahini Naidu, Programme Coordinator: Trade for Development, South Centre

30 septembre 2022

11h30-12h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
121 	B	Atelier	Une OMC durable et inclusive: Changer ou maintenir le cap?	Friends of Multilateralism Group (FMG)	<p>Cet atelier se veut l'occasion de discuter des défis mondiaux actuels et du rôle du commerce international et de l'OMC pour aider à les relever. Les intervenants évoqueront l'histoire et la raison d'être du système commercial, ses points forts et ses points faibles, ainsi que les réformes qui peuvent aider à parvenir à une croissance économique durable et significative et à une création d'emplois inclusive pour tous, surtout les plus vulnérables. Les intervenants chercheront notamment à répondre aux questions suivantes: 1) Quels sont les objectifs du système commercial multilatéral? Sont-ils toujours pertinents dans le nouveau contexte mondial? 2) Comment réformer l'OMC à court et à long terme? Dans quel ordre et suivant quel type de processus? 3) Quand on parle d'adapter l'OMC à son objectif, pour qu'elle puisse remplir sa mission, y a-t-il un ou plusieurs objectifs et comment peut-on vérifier que l'adaptation est réussie?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Axel M. Addy, Former Minister of Commerce and Industry of Liberia, Chief Negotiator of Liberia's historic accession to the WTO• Peter Draper, Executive Director, Institute for International Trade, University of Adelaide• Anabel González, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO)• Xiankun Lu, CEO and Co-Founder, Friends of Multilateralism Group (FMG) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Stuart Harbinson, Former Chief Representative of Hong Kong, China to the WTO, Board Member, Friends of Multilateralism Group (FMG)

30 septembre 2022

12h45-14 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
122 	Salle des pas perdu	Rencontre avec l'auteur	Rules of Origin in International Trade – Deuxième édition	Organisation mondiale du commerce (OMC)	<p>Cet ouvrage propose une analyse complète et approfondie des différents ensembles de règles d'origine adoptés par les principaux partenaires commerciaux (UE, États-Unis, Chine et Japon), et par toutes les régions commerçantes (Asie, Afrique et Amérique latine). Il présente la situation actuelle concernant les règles d'origine non préférentielles et préférentielles dans le commerce international, leur évolution au cours des dernières décennies et les tendances pour l'avenir. Grâce à une approche multidisciplinaire, l'ouvrage fournit une analyse comparative juridique et économique des différents ensembles de règles, de leur libellé et de leur impact sur les conditions de l'activité des entreprises et des investisseurs. S'appuyant sur trente années d'expérience, l'auteur donne des repères sur les négociations commerciales, ainsi que des outils pour les responsables politiques et les praticiens, des orientations pour le secteur privé et des instruments d'analyse pour les chercheurs.</p> <p>Auteurs:</p> <ul style="list-style-type: none">Stefano Inama, Chief, Technical Assistance and Enhanced Integrated Framework, Division on African and Least Developed Countries, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) <p>Discutants:</p> <ul style="list-style-type: none">Darlan Marti, Trade Policy Specialist, Market Access Division, World Trade Organization (WTO)

30 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
123	W	Séance de travail	Commerce transatlantique et transition verte: Un modèle pour des solutions mondiales?	American Chamber of Commerce to the EU (AEU)	<p>La reprise progressive des échanges commerciaux après les mesures mises en place durant la pandémie offre une occasion précieuse d'utiliser le commerce pour mener une démarche inclusive et pour faciliter l'accès aux capacités nécessaires à la transition vers un avenir sobre en carbone. Le "programme transatlantique vert global" annoncé par l'UE et les États-Unis fin 2020 repose sur des dispositifs ambitieux comme la Green Technology Alliance et le Trade and Technology Council, ainsi que sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE. L'édification d'un système capable d'assurer un commerce durable pose un défi sans précédent pour les gouvernements, les entreprises et les consommateurs. Cette séance réunira des experts pour discuter des progrès accomplis concernant le programme transatlantique pour le commerce durable, de ce qui reste à faire, et de l'impact de la relation commerciale entre l'UE et les États-Unis pour le système commercial mondial.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Bryce Baschuk, Reporter, Bloomberg News• David Boublil, Deputy Head of Unit, Directorate-General for Taxation and Customs Union, European Commission• Tim Figures, Associate Director, EU & Global Trade and Investment• Dr. Charlotte Sieber-Gasser, Senior Researcher and Lecturer, Centre for Trade and Economic Integration (CTEI), Graduate Institute for International and Development Studies <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Nadia Allen, Associate Policy Manger, American Chamber of Commerce to the European Union

30 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
124	S1	Séance de travail	Politique commerciale et économie circulaire pour les plastiques: Expériences de pays en développement	Global Plastic Action Partnership (GPAP)	<p>Comment les politiques de commerce et d'investissement peuvent-elles accélérer la transition vers une économie circulaire pour les plastiques dans les pays en développement? Surtout pour ces pays, il est possible de faire en sorte que la circularité n'existe pas au détriment de la croissance des revenus et de l'emploi, mais plutôt qu'elle crée de nouvelles possibilités économiques, au-delà des préoccupations environnementales. L'accent sera mis sur les activités du GPAP (travaux menés par les parties prenantes au Ghana et en Afrique du Sud, et activités en cours en Amérique latine et en Asie du Sud-Est), sur les difficultés endémiques rencontrées sur la voie de la circularité pour les plastiques dans les pays en développement, et sur la manière dont une politique commerciale volontariste peut transformer ces difficultés en possibilités pour un développement économique durable et de bons résultats environnementaux. Il s'agira aussi de voir si les enseignements tirés par ces pays sont de nature transversale, et dans quelle mesure leurs expériences peuvent être élargies et reproduites dans d'autres pays en développement.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Anare Leweniqila, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of the Republic of Fiji to the World Trade Organization (WTO)• Marie Chantal Rwakazina, Ambassador Permanent Representative to the WTO, Embassy of the Republic of Rwanda to Switzerland and Permanent Mission of the Republic of Rwanda to the United Nations Office• Steven Stone, Deputy Director, Economy Division, United Nations Environment Programme (UNEP)• Mahesh Sugathan, Senior Advisor, Forum on Trade, Environment and the SDGs (TESS) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Soumyajit Kar, Sustainable Trade Specialist, World Economic Forum (WEF)

30 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
125 	S2	Séance de travail	Super-héros du commerce: Le rôle des règlements techniques et des normes pour favoriser une reprise durable grâce à la coopération réglementaire	Direction nationale du commerce de la Suède (NBT) Ministère suédois des affaires étrangères (SweMFA) Mission permanente de la Suède auprès de l'OMC (SweMFA)	<p>Les règlements techniques et normes sont mis en œuvre pour atteindre des objectifs légitimes de politique générale, comme la protection de la santé et de la sécurité des personnes ou la protection de l'environnement. Ils contribuent ainsi directement aux objectifs de durabilité environnementale et économique. Lorsque des partenaires commerciaux unissent leurs forces et s'engagent à coopérer au niveau de ce type de réglementation, ils contribuent à éviter la fragmentation et à réduire les obstacles au commerce des marchandises et des services nécessaires pour atteindre lesdits objectifs. La coopération réglementaire internationale peut donc faciliter la reprise après la pandémie et stimuler la transition verte. La coopération en matière de réglementation est aussi un mécanisme pertinent pour tous les Membres de l'OMC, car les niveaux d'engagement sont fixés en fonction de la situation propre à chaque pays. Indépendamment du niveau d'ambition choisi, il est possible d'évoluer vers un système commercial plus résilient, durable et inclusif. En ce sens, les règlements techniques et normes peuvent devenir des "super-héros".</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Linda Bodén, Senior Adviser, National Board of Trade Sweden (NBT)• Marianna Karttunen, Policy Analyst, Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)• Devin McDaniels, Economic Affairs Officer, Trade and Environment Division, World Trade Organization (WTO)• Moses Ngosa, Trade and Investment Promotion Officer, Ministry for Commerce, Trade and Industry <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Mikael Anzén, Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of Sweden to the World Trade Organization (WTO)

30 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
126	S3	Séance de travail	Nouveaux outils numériques et normes pour les procédures douanières: Principales innovations permettant d'améliorer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement dans les pays développés comme dans les pays en développement	Association française des entreprises privées (AFEP) Comité français de la Chambre de commerce internationale (ICC France)	<p>Afin de mieux inclure les pays en développement et en particulier les PMA dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, un effort important doit être fourni au niveau de la facilitation des échanges et des formalités douanières, dans une large mesure grâce à des outils numériques comme le prévoit l'Accord sur la facilitation des échanges, et en utilisant de nouvelles technologies abordables apparues depuis 2013. Au cours de cette séance de travail, des experts du secteur privé et des administrations publiques mettront en lumière, à partir d'exemples concrets provenant des entreprises ou des douanes, la contribution positive des technologies telles que l'Internet des objets, les chaînes de blocs ou les déclarations en ligne au déploiement de procédures douanières modernisées. Les intervenants discuteront aussi des diverses difficultés à surmonter pour faire advenir cette modernisation fondée sur le numérique et des résultats positifs pour les producteurs locaux s'agissant d'un accès plus sûr, plus efficace et plus durable aux chaînes de valeur mondiales.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Hanane Becha, Vice chair, United Nations Centre for Trade Facilitation and Electronic Business (UN/CEFACT)• Ibrahima Nour Eddine Diagne, Digital Transformation Builder, Gainde 2000 (Business community in Senegal)• Amar More, CEO, Kale Logistics Solutions• Hung Seng Tan, Permanent Representative to the World Trade Organisation (WTO) and World Intellectual Property Organisation (WIPO), Republic of Singapore (national public authorities) <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Valérie Picard, Deputy director, Global Alliance for Trade facilitation (public sector-business partnership)
--	--	--	--	--	--

30 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
127	D	Séance de travail	Les organisations internationales au service d'un commerce durable et inclusif: De la théorie à la pratique	Trade Policy Hub (TPH), London School of Economics and Political Science (LSE) Trade Implementation and Enforcement Research Network (TIER)	<p>Cette séance portera sur les conclusions du rapport du TPH, avec une comparaison des évolutions récentes et des pratiques innovantes dans les dispositions relatives au commerce et à la durabilité. Les organisations internationales ont été en première ligne pour les initiatives en matière de développement durable. Leurs différents accords et conventions ont établi le cadre général pour les objectifs de durabilité dans le monde entier. Comme de plus en plus d'accords commerciaux incorporent des références à des conventions internationales ou à des accords multilatéraux sur l'environnement, les partenaires commerciaux qui ne les ont pas mis en œuvre sont incités à suivre le mouvement, mais cela pose des difficultés pour beaucoup de pays en développement. Les organisations internationales sont souvent sollicitées lorsque les accords commerciaux intègrent des dispositions relatives à l'environnement et au travail. Elles offrent de multiples façons d'obtenir des résultats tangibles: renforcer la participation de la société civile, combiner la coopération et les incitations, et définir des feuilles de route claires. Cette séance réunira des experts des milieux universitaires, de l'élaboration des politiques et des organisations internationales.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• María Belén Gracia, Former Director of Trade Policy, Argentine National Ministry of Production• Joy A. Kim, Acting Head, Economic and Trade Policy Unit, United Nations Environment Programme (UNEP)• Sandra Polaski, Senior research scholar, Boston University, Global Economic Governance Initiative (GEGI)• Jean-Baptiste Velut, Professor, American Studies, Sorbonne Nouvelle University of Paris <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Elitsa Garnizova, Director, Trade Policy Hub (TPH)

30 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
128	E	Séance de travail	Innovations en matière de commerce numérique pour une reprise durable et inclusive grâce à l'accroissement des échanges intra-africains	<p>Commission économique pour l'Afrique (CEA)</p> <p>Banque africaine d'import-export (Afreximbank)</p> <p>African e-Trade Group (AeTrade)</p>	<p>La mise en place de l'accord sur la Zone de libre échange continentale africaine, qui crée un marché unique de 1,3 milliard de personnes dans 54 pays, devrait contribuer à la reprise économique du continent grâce au commerce. Les innovations existantes en matière de commerce numérique ont permis d'aider l'Afrique à faire face à la COVID-19 et devraient pouvoir stimuler la croissance économique. Au cours de cette séance, des représentants de la CEA, de l'Afreximbank et d'AeTrade, ainsi que le Ministre sénégalais de l'économie numérique, expliqueront comment les innovations relatives au commerce numérique - y compris le commerce électronique, le financement, la facilitation des échanges et tout l'écosystème - peuvent accélérer la reprise économique grâce à l'accroissement des échanges intra-africains. Les intervenants examineront les liens entre ces innovations et les questions d'entrepreneuriat, d'autonomisation des jeunes et des femmes, de création d'emplois, d'obstacles au commerce et d'accès à un financement abordable, ainsi que la façon dont ces outils peuvent être davantage exploités pour soutenir la reprise économique. La séance s'achèvera par des recommandations en vue d'une large diffusion au service du redressement durable et inclusif de l'Afrique.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Yankhoba Diattara, Minister of Digital Economy and Telecommunication, Government of the Republic of Senegal • Treasure Maphanga, Chief Operating Officer, African e-Trade Group (AeTrade) • Emeka Onyia, Senior Manager of Innovation and Product Development, Afreximbank • Mactar Seck, Chief, Technology and Innovation Section, United Nations Economic Commission for Africa (UNECA) <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Nadia Hasham, Trade Policy Expert, United Nations Economic Commission for Africa (UNECA)
--	--	--	--	--	--

30 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
129	F	Séance de travail	Économie numérique, commerce et développement	Université de La Havane (UH) Ministère des relations extérieures (MIREX)	<p>Cette séance de travail portera sur l'actualité de l'économie numérique dans le commerce international, et sur les différences à cet égard entre des pays comme ceux des Caraïbes, où ce secteur n'est quasiment pas développé, et la Chine et le Viet Nam, où les avancées technologiques sont discrètes pour le commerce extérieur alors qu'elles sont majeures dans l'économie et la société. En outre, seront présentés les opportunités, les changements que les systèmes de commerce extérieur doivent subir et les transformations nécessaires pour certaines politiques publiques au niveau national. Il sera aussi question des avantages et des inconvénients de l'économie numérique dans le commerce international. Enfin, des actions concrètes seront proposées pour le déploiement du numérique dans le commerce extérieur des pays des Caraïbes.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Jude Carasquero, Dr. C., Oficina de Facilitación del Comercio Trinidad&Tobago• Alberto Gabriele, Senior Researcher, Sbilanciamoci, Italia• Ariel Gautreaux, Embajador, MIREX, República Dominicana• Georgina Németh, MSc, ISRI, Cuba y Hungría <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Olga Stolik, Profesora, Universidad de La Habana

30 septembre 2022

14 heures-15h15

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
130  EN, FR	B	Séance de travail	Des politiques durables pour l'approvisionnement alimentaire mondial	BMJ Associated Consultants (BMJ)	<p>La production et la consommation durables de produits alimentaires sont essentielles pour améliorer et transformer les conditions de vie dans le monde entier. Or comprendre comment adapter le commerce mondial des produits alimentaires aux mesures environnementales est une étape pour garantir la sécurité alimentaire. Les participants à cette séance analyseront la pertinence des mesures commerciales internationales favorisant un scénario concurrentiel pour des politiques durables concernant les intrants agricoles, et les difficultés qui se posent. Ils évoqueront aussi l'augmentation des mesures protectionnistes liée à la pandémie de COVID-19 et au conflit entre l'Ukraine et la Russie. Les intervenants seront d'éminents spécialistes d'organisations internationales, du secteur privé et des autorités gouvernementales, venus discuter des principales difficultés et possibilités concernant le commerce mondial de produits alimentaires et les chaînes d'approvisionnement en vue d'un avenir durable.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rafael Mafra, Agricultural Attaché in the Delegation of Brazil to the World Trade Organization, Brazilian Ministry of Agriculture, Livestock, and Food Supply• Carolina Matos, Export Manager, Brazilian Rice Industry Association – Abiarroz• Ahmad Mukhtar, Senior Economist at FAO's Regional Office for Near East and North Africa (RNE), Food and Agriculture Organization of the United Nations• Suelma Rosa, Head of Reputation and Corporate Affairs for Brazil and Latin America, Unilever <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Carolina Bermudez, International Trade Consultant, BMJ Consultores Asociados

30 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
131	W	Séance de travail	Commerce et biodiversité: Un bilan avant la COP15	Délégation permanente de la France auprès de l'OMC Représentation permanente du Royaume des Pays-Bas auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève	<p>Alors que la perte de biodiversité atteint une ampleur et un rythme sans précédent, plusieurs initiatives internationales et nationales, publiques et privées, visent à mieux relier le commerce international et la conservation de la biodiversité. Bien que complexes, les liens sont en effet nombreux et bien documentés. Quel est l'état des connaissances scientifiques en la matière? Comment les discussions menées au plan international dans le cadre de l'ONU, de la CDB ou de l'OMC peuvent-elles contribuer à réduire les effets négatifs du commerce sur la biodiversité, tout en renforçant ses contributions positives? Cette séance de travail, organisée conjointement par les délégations de la France et des Pays-Bas auprès de l'OMC, a pour but de faire le point sur cette question cruciale pour un programme commercial durable, au lendemain de la CM12 et de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la CDB.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Jessica Battle, Senior Expert Global Ocean Policy and Governance, WWF• Ana Laura Lizano, Minister counsellor, Permanent Mission of Costa Rica to the World Trade Organization (WTO)• Claire Martin, VP Sustainability, CMA-CGM• Heleen van den Hombergh, Senior advisor «agrocommodity governance and responsible value chains», IUCN Netherlands <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Jean-Marie Paugam, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO)

30 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
132	S1	Séance de travail	Œuvrer ensemble pour un commerce mondial plus durable	Confederation of British Industry (CBI)	<p>Un groupe d'intervenants très intéressant des milieux d'affaires sera constitué pour réfléchir aux moyens de rendre le commerce mondial plus durable et de parvenir aux objectifs climatiques communs. À l'approche de la COP27, cette séance mettra l'accent sur la promotion du commerce mondial des marchandises et services verts, afin de favoriser une reprise durable et inclusive. La durabilité environnementale est au cœur de la compétitivité des entreprises, et le commerce des technologies respectueuses du climat offre de réelles possibilités. Cette séance réunira des représentants d'entreprises britanniques, indiennes, et de pays en développement afin d'examiner spécifiquement l'harmonisation réglementaire nécessaire pour promouvoir les normes internationales en matière de biens environnementaux, ainsi que les moyens de lever les obstacles à l'accès aux marchés pour les services environnementaux. Il s'agira aussi des possibilités et des défis que présente le commerce durable pour les pays en développement et les PMA.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Anders Aeroe, Director of Sustainable and Inclusive Trade, International Trade Centre (ITC)• Bidisha Ganguly, Chief Economist, Confederation of Indian Industry (CII)• Teresa Moreira, Head of International Trade and Commodities, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)• Tom Thackray, Director, Decarbonisation, Confederation of British Industry (CBI) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Martin Moen, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of Canada to the World Trade Organization (WTO)

30 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
133	S2	Séance de travail	Des chaînes de valeur mondiales plus vertes	Centre for Strategic and International Studies Indonesia (CSIS Indonesia)	<p>Cette année, le groupe de travail Commerce, Investissement et Industrie du G-20 (TIIWG) a présenté une demande collective pour aligner les programmes dans ces trois domaines afin d'accélérer les progrès concernant les ODD. Les chaînes de valeur mondiales devraient être cruciales pour dessiner une trajectoire de reprise économique qui soit résiliente et durable. Toutefois, la durabilité et l'inclusion demeurent des enjeux majeurs. Les petites et moyennes entreprises, surtout dans les pays en développement, sont gênées par leurs connaissances et leurs capacités insuffisantes, et par les coûts élevés du respect des normes environnementales pour s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales. De surcroît, il faut renforcer la collaboration avec le secteur privé et les multinationales et les encourager à procéder aux adaptations nécessaires pour décarboner les chaînes d'approvisionnement. Cette séance mettra en lumière certaines constatations clés issues du processus du T20 de cette année en ce qui concerne les chaînes de valeur mondiales vertes et durables. Cette séance est organisée par le CSIS, coôte du T20 en Indonésie.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Pramila Crivelli, Economist, Asian Development Bank (ADB)• Peter Draper, Professor, University of Adelaide, Australia• Jerry Sambuaga, Vice Minister, Ministry of Trade, Republic of Indonesia• Samir Saran, President, Observer Research Foundation (ORF) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Yose Rizal Damuri, Executive Director, Centre for Strategic and International Studies (CSIS) Indonesia

30 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
134	D	Séance de travail	Quelles implications pour les propositions de libéralisation concernant les marchandises et les services dans le cadre de l'initiative conjointe de l'OMC sur le commerce électronique?	World Labor Institute (WLI/IMT)	<p>L'initiative conjointe de l'OMC sur le commerce électronique, actuellement négociée par un certain nombre de Membres, comprend des propositions sur l'accès aux marchés pour les marchandises et les services telles que l'accèsion à l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information (ATI), son élargissement, et la libéralisation des services informatiques et de télécommunication. Cette séance portera sur les implications de ces propositions pour les femmes et les petites entreprises, ainsi que sur diverses politiques dans les pays développés, en développement et moins avancés. Il s'agira aussi de savoir si l'accèsion à l'ATI et la libéralisation des services proposée dans l'initiative conjointe pourraient accélérer la transformation numérique et favoriser une reprise inclusive et résiliente tout en répondant aux besoins de l'économie moderne.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rashmi Banga, Senior Economic Affairs Officer, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)• Jane Kelsey, Professor Emeritus, Faculty of Law, University of Auckland• Luciano Ruggia, Director, Swiss Association for Tobacco Control <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Sofia Beatriz Scasserra, Lecturer, World Labor Institute (WLI/IMT)

30 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
135	E	Séance de travail	L'avenir du commerce en Asie centrale: L'accession à l'OMC et au delà	QazTrade Center for Trade Policy Development JSC (QazTrade) Centre du commerce international (ITC) Division des accessions de l'OMC	<p>Cette séance de travail portera sur le rôle de l'Asie centrale dans l'élaboration du programme commercial international, avec au premier plan le processus d'accession à l'OMC ainsi que l'importance de tirer parti des technologies pour les réformes de modernisation structurelle. Il sera aussi question des réformes en matière de numérisation, dans le prolongement de la recommandation visant la simplification des procédures élaborée dans le cadre de l'initiative Ready4Trade Central Asia, financée par l'UE et mise en œuvre par l'ITC.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rajesh Aggarwal, Director Officer in Charge, Division of Market Development, International Trade Centre (ITC)• Nurlan Kulbatyrov, Deputy Director General, QazTrade Trade Policy Development Center JSC• Ulugbek Lapasov, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the Republic of Uzbekistan to the United Nations Office and other International Organizations• Xiangchen Zhang, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Zhanar Aitzhanova, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the Republic of Kazakhstan to the United Nations Office and other International Organizations

30 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
136	F	Séance de travail	L'achat public éco-responsable, un pas vers une relance inclusive et durable	Réseau québécois pour une mondialisation inclusive RQMI	<p>Alors que la pandémie rappelle la nécessité de promouvoir l'approvisionnement public local, les États-Unis se sont ajustés à cette nouvelle réalité par le recours au Buy American. Buy American, qui est au cœur des priorités du plan de relance Made in All of America, place les marchés publics parmi les principaux leviers de la relance post-pandémie. Toutefois, au lieu de sombrer dans de nouvelles politiques de nature protectionniste, il est nécessaire de repenser l'achat public non pas uniquement selon des considérations locales mais plutôt éco-responsables. Par le recours à une approche bottom-up axée sur les droits humains, cet atelier aspire à sortir des sentiers battus pour repenser les mesures sociales et environnementales à incorporer dans les accords sur les marchés publics au service d'une relance inclusive et durable, une relance qui allie justice économique, justice sociale et justice écologique.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rim Berahab, Économiste sénior, Policy center for the new south• Chandima Mohottige, Assistante de programmes, Ministry of Environment of Sri Lanka• Nicolas Roux, Chercheur sénior, Bilaterals• Stuart Trew, Directeur, Canadian Centre for Policy Alternatives <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Hamid Benhmade, Porte-parole, Réseau québécois pour une mondialisation inclusive

30 septembre 2022

15h45-17 heures

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
137 	B	Séance de travail	Si nous avions su... Un regard neuf sur les origines et les fondements du système commercial multilatéral fondé sur des règles	Chambre de commerce des États-Unis (USCC)	<p>La crise liée à la COVID a mis en évidence l'importance de la diversité, de la résilience et de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement, et suscité partout dans le monde le souhait de disposer de capacités de production locales pour les produits essentiels. Les Accords du Cycle d'Uruguay à l'origine de l'OMC sont-ils suffisants pour parvenir à de tels résultats? Dans l'affirmative, ont-ils été pleinement et effectivement mis en œuvre? A-t-on vu se concrétiser le principe qui sous-tend l'OMC d'une égalité des conditions sur un marché mondial caractérisé par une concurrence ouverte? L'avenir du système commercial multilatéral fondé sur des règles dépend de sa capacité à s'adapter aux nouvelles réalités sociales et économiques mondiales. Lors de cette séance de travail, des experts reviendront sur la genèse de l'OMC, invitant les parties prenantes à discuter ensemble des enseignements tirés, dans une perspective d'avenir. Les principaux sujets abordés seront les chaînes d'approvisionnement, la propriété intellectuelle, le règlement des différends, ainsi que l'équité et l'inclusion dans le commerce mondial.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Danny Marti, Head of Public Affairs and Global Policy, Tencent• José Raúl Perales, Deputy Director, Global Alliance for Trade Facilitation, Center for International Private Enterprise• Nancy Travis, VP of International Affairs, Biotechnology Innovation Organization (BIO) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Patrick Kilbride, SVP of the Global Innovation Policy Center (GIPC), U.S. Chamber of Commerce

30 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
138	W	Séance de travail	Économie circulaire et commerce: Possibilités et défis pour les économies en transition	Commission économique pour l'Europe (CEE) Mission permanente de la République d'Ouzbékistan auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève	<p>Cette séance portera sur la contribution potentielle du commerce à la circularité dans les économies en transition. Ces économies, surtout celles qui accèdent à l'OMC, se heurtent à des difficultés particulières dues à leur intégration limitée dans l'économie mondiale. En même temps, les réformes qu'elles entreprennent, y compris dans le contexte de l'accession à l'OMC, sont une occasion importante pour le passage à une économie circulaire. Les intervenants discuteront du lien entre le commerce et l'économie circulaire, rapporteront leurs expériences positives et feront état des difficultés rencontrées. Il sera aussi question des chaînes d'approvisionnement circulaires comme point d'entrée spécifique dans ce domaine. Les intervenants parleront des expériences respectives et des outils numériques, y compris pour la traçabilité des chaînes d'approvisionnement, et ils suggéreront des politiques susceptibles de faciliter le processus. Ils réfléchiront aussi à la voie à suivre, y compris dans le cadre d'initiatives internationales, comme les Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale en cours à l'OMC, y compris le groupe de travail chargé de l'économie circulaire.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Colette van der Ven, Founding Director, TULIP Consulting• Ulugbek Lapasov, Ambassador and Permanent Representative to the WTO, Permanent Mission of the Republic of Uzbekistan to the United Nations Office and other International Organizations• Tatiana Molcean, Ambassador and Permanent Representative, Permanent Mission of the Republic of Moldova to the United Nations Office and other international organizations• Xiangchen Zhang, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO) <p>Modératrice:</p>

					<ul style="list-style-type: none">○ Elisabeth Tuerk, Director, Economic Cooperation and Trade Division, United Nations Economic Commission for Europe (UNECE)
--	--	--	--	--	---

30 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
139	S1	Séance de travail	La gouvernance des données pour les flux mondiaux et les échanges aux fins du commerce numérique	IT for Change (ITfC) Centre Sud Transnational Institute, Amsterdam (TNI)	<p>Les données étant une ressource essentielle pour une société numérique, il faut indéniablement veiller à leur bonne gouvernance. Pourtant, hormis sur les questions de confidentialité, cette gouvernance reste peu développée. En associant des droits et des responsabilités appropriés à la valeur économique et à l'utilisation des données, on peut garantir une utilisation à la fois plus productive et juste. Le consentement et la participation des personnes et des communautés concernées garantiraient la meilleure utilisation de nos ressources souvent limitées. La gouvernance des données en tant que ressource économique doit se faire en lien avec les autres rôles sociaux, culturels et politiques des données dans la société. Dans son rapport 2021 sur l'économie numérique, la CNUCED préconise un cadre global pour la gouvernance mondiale des données, qui informerait le commerce et permettrait de veiller à ce que l'économie numérique soit productive et juste, à l'échelle nationale et internationale. Cette séance portera sur la raison d'être, la nature et les modalités d'un cadre de gouvernance mondiale des données.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Pilar Fajarnes Garces, Chief of Digital Economy Policy Research, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)• Sofia Scasserra, Associate Researcher, Transnational Institute (TNI)• Parminder Singh, Executive Director, IT for Change (ITfC) <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Vahini Naidu, Program Coordinator, The South Center

30 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
140	S3	Séance de travail	Propositions à l'OMC concernant le commerce électronique et nécessité d'une politique fiscale cohérente pour une économie numérique durable	Tax and Fiscal Justice Asia (TAFJA) Tax Justice Network – Africa(TJN-Africa) Indian Social Action Forum (ISAF)	<p>Le commerce numérique doit profiter à tous, en particulier dans les pays en développement et les PMA. L'interdiction proposée des droits de douane sur les transmissions électroniques serait censée faciliter le commerce électronique et donc être bénéfique pour ces pays. Mais tout accord visant à éliminer des droits impliquerait de renoncer à des recettes. Il s'agit de justice fiscale, car les entreprises numériques des pays riches obtiennent des revenus sur certains marchés sans présence physique, et ne sont pas soumises à l'impôt contrairement à leurs concurrents locaux. Il s'agit donc aussi de politique de la concurrence. Il faut examiner ces questions dans le contexte plus large d'une fiscalité durable et juste, et prendre en compte d'autres questions relatives à la fiscalité du numérique (Cadre inclusif OCDE/G-20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), modèle de Convention fiscale de l'ONU (article 12B), et taxe sur les services numériques).</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Dereje Alemayehu, Executive Director, Global Alliance for Tax Justice• Vidya Dinker, National President, Indian Social Action Forum (ISAF)• Jane Kelsey, Emeritus Professor, Faculty of Law, University of Auckland• Chennai Mukumba, Policy Research and Advocacy Manager, Tax Justice Network - Africa (TJN-Africa) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Antonio Salvador, Tax Researcher and Member of the Coordinating Committee, Tax and Fiscal Justice Asia (TAFJA)

30 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
141	D	Séance de travail	Flexibilités prévues par l'Accord sur les ADPIC pour un accès durable: Défis et possibilités	<p>Consumers Association of Penang (CAP)</p> <p>Campaign for Access to Medicines, Diagnostics and Devices-India (CAMD-India)</p> <p>Peoples Health Movement (PHM)</p>	<p>Les inégalités d'accès aux produits médicaux liés à la COVID-19 pendant la pandémie ont mis en lumière l'importance des exceptions dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC pour faciliter la production et l'accès. L'Accord prévoit de nombreuses flexibilités pouvant permettre de parvenir à un accès équitable, mais les pays en développement et les pays les moins avancés ont parfois du mal à s'en prévaloir. Ce sujet a été mis en lumière car des préoccupations ont été soulevées, y compris à l'OMC, quant aux inégalités persistantes durant la pandémie de COVID 19. Il faut examiner ces préoccupations, pour mieux comprendre les difficultés et envisager différentes possibilités en vue d'assurer un accès durable renforçant la résilience des pays en développement et des pays les moins avancés et leur préparation pour faire face à de futures pandémies.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vicente Paolo B. Yu III, International climate and trade policy expert, Visiting Fellow, UN Research Institute for Social Development Switzerland (UNRISD) • Hyo Yoon Kang, Reader in Law, Warwick Law School, University of Warwick • Gopakumar Kappoori Madhavan, Senior Researcher and Legal Advisor, Third World Network (TWN) • Sandra Polaski, Senior Research Scholar, Global Economic Governance Initiative, Boston University Global Development Policy Centre <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Sangeeta Shashikant, Coordinator of Development & IP Programme, Third World Network (TWN)

30 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
142	E	Séance de travail	Accès aux technologies de la santé: Pour une approche juridique et politique axée sur la santé publique	Health Action International (HAI) Brazilian Interdisciplinary AIDS Association (ABIA)	<p>Cette séance de travail réunira des experts et praticiens de premier plan venus d'organisations internationales, d'établissements universitaires et d'organisations non gouvernementales, pour poser un regard critique sur les moyens juridiques et politiques de faciliter l'accès aux technologies de la santé et leur transfert dans les pays en développement. Les discussions porteront notamment sur le transfert de technologie sous le régime des ADPIC, sur d'autres leviers juridiques et politiques comme le droit de la concurrence, sur les mécanismes d'accès et de partage des avantages, et sur la réglementation de l'investissement étranger. Il s'agira finalement de la manière dont ces différentes options et l'expérience tirée de leur usage peuvent éclairer l'évolution vers une approche axée sur la santé publique visant à garantir l'accès aux technologies de la santé pour tous. L'objectif est de formuler des recommandations spécifiques sur les mesures que pourraient adopter les différentes parties prenantes.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Erika Dueñas Loayza, Technical Lead & Advisor, World Health Organization (WHO)• Gopakumar K.M, Senior Researcher and Legal Advisor, Third World Network (TWN)• Viviana Muñoz Tellez, Programme Coordinator, The South Centre• Jaume Vidal, Senior Policy Advisor, Health Action International (HAI) Europe <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Yuanqiong Hu, Senior Legal and Policy Advisor, Médecins Sans Frontières (MSF)

30 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
143	F	Séance de travail	Vers un programme climatique ambitieux à l'OMC	Third Generation Environmentalism (E3G)	<p>L'intersection entre commerce et politique climatique est de plus en plus d'actualité, mais elle est encore insuffisamment étudiée. Dans le cadre de l'OMC, diverses initiatives ont été lancées pour explorer ce domaine émergent, y compris les Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale (TESSD), le programme de réforme des subventions aux combustibles fossiles, ou encore le Dialogue informel sur les plastiques. Récemment, en marge de la CM12, un groupe inclusif de pays a formé la Coalition des Ministres du commerce pour le climat, créant ainsi pour la première fois un forum au niveau ministériel pour discuter du commerce et du changement climatique. Cette séance réunira des participants à ces initiatives récentes pour discuter de la manière dont nous pouvons poursuivre sur cette lancée afin de parvenir à un programme ambitieux en matière de commerce et de climat à l'OMC et au-delà. Quelles sont dans l'immédiat les prochaines étapes pour aligner le système commercial mondial et les objectifs climatiques mondiaux? Comment pouvons-nous intensifier les efforts face à la portée et à l'urgence de la crise climatique?</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Carolyn Deere Birkbeck, Director, Forum on Trade, Environmental Sustainability and the SDGs (TESS)• Ignacio Garcia Bercero, Director for Multilateral Affairs, Strategy, Analysis and Evaluation, Directorate General for Trade, European Commission• Maria Daniela Garcia Freire, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of Ecuador to the World Trade Organization (WTO)• Charra Tesfaye Terfassa, Senior Associate, Third Generation Environmentalism (E3G) <p>Modérateur:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Jonny Peters, Senior Policy Advisor, Third Generation Environmentalism (E3G)

30 septembre 2022

17h30-18h45

Séance	Salle	Type	Titre	Organisateurs	Résumé
144  EN, FR	B	Séance de travail	Technologie et innovation dans le domaine numérique au service du programme de commerce et développement durable de l'Afrique	Youth Bridge Foundation (YBF) Africa Youth and Governance Convergence (AYGC) Dynamics Impact Advisory (DIA)	<p>Malgré les difficultés liées à l'impact de la COVID-19, un résultat notable est l'accélération de la croissance du secteur technologique en Afrique. Les jeunes dans le monde entier, et en particulier sur le continent africain, font entendre leur voix et lancent de nouvelles tendances concernant la santé, le sport, la mode, la science, l'agriculture et bien d'autres domaines. Ils mènent des initiatives visant à atténuer les effets de la COVID-19 sur notre vie économique et sociale. Inventifs, ils génèrent des possibilités nouvelles pour construire l'avenir que nous souhaitons grâce à la technologie et à l'innovation numérique. Cette séance de travail portera sur le potentiel qu'offrent l'innovation et les technologies numériques pour promouvoir le commerce dans les régions d'Afrique, pour accélérer une reprise économique durable et pour mieux redémarrer sur le continent. Le rôle des initiatives et des innovations pilotées par des jeunes pour accélérer ces progrès sera mis en avant pour des actions prioritaires.</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Adebayo Adeleke, CEO, Supply Chain Africa• Olori Boye-Ajayi, President, Borderless Trade Network (BTN)• Jan Hoffmann, Head, Trade Logistics Branch, Division on Technology and Logistics, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)• Parminder Vir, OBE, Senior Advisor, The Village Foundation <p>Modératrice:</p> <ul style="list-style-type: none">○ Gbemisola Osadua, Lead Advisor, Dynamics Impact Advisory (DIA)

